



Association de
Banques Privées Suisses
Vereinigung
Schweizerischer Privatbanken
Association of Swiss Private Banks

Département fédéral des finances
Secrétariat Général
Monsieur Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Berne
regulierung@gs-efd.admin.ch

Autorité de surveillance des marchés
financiers (FINMA)
Monsieur Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Berne
tim.genovese-frech@finma.ch

Genève, le 25 mars 2014

Consultation relative à l'ordonnance sur les liquidités des banques (OLiq) et à la Circulaire FINMA 2015/xx « Liquidité – banques »

Messieurs,

Nous nous référons aux auditions ouvertes le 17 janvier 2014 par le Département fédéral des finances (DFF) et par la FINMA à propos des objets cités sous rubrique. Nous vous remercions d'avoir consulté l'Association des Banquiers Privés Suisses (ABPS) à ce sujet. Par mesure de simplification, la présente prise de position porte sur les deux textes précités.

A titre liminaire, nous tenons à relever que depuis le début de cette année, c'est l'Association de Banques Privées Suisses, avec le même acronyme et composée uniquement d'anciens ou actuels membres de l'Association des Banquiers Privés Suisses, qui a repris la tâche de répondre aux consultations fédérales.

Ceci étant précisé, nous souhaitons prendre position comme suit :

Les banques privées suisses reconnaissent la nécessité pour la Suisse de concrétiser les exigences quantitatives en matière de détention de la liquidité (ratio de liquidité à court terme ou *Liquidity Coverage Ratio*, LCR), que le Comité de Bâle vient de définir.

Pour autant, cette concrétisation ne doit pas conduire à des standards plus stricts que les règles internationales (« Swiss finish »), qui nuiraient à la compétitivité de la Suisse. De telles contraintes supplémentaires devraient en outre être clairement mises en évidence et motivées dans le rapport explicatif, ce qui n'est malheureusement pas le cas. C'est le lieu de rappeler que lors de l'évaluation de la Suisse en 2013, le Comité de Bâle lui a attribué la meilleure note possible (« compliant »).

Par ailleurs, les banques privées suisses estiment que le projet de circulaire FINMA ne tient pas suffisamment compte des moyens plus limités des banques petites et moyennes, qui n'ont pas déjà en place les systèmes informatiques nécessaires pour effectuer les calculs que la FINMA attend d'elles.

12, rue du Général-Dufour
Case postale 5639
CH-1211 Genève 11

T +41(0)22 807 08 00
F +41(0)22 320 12 89
info@abps.ch

www.abps.ch



1. Définition des actifs liquides de haute qualité de catégorie 1 (art. 17b P-OLiQ)

L'art. 17b al. 1 let. e P-OLiQ. range parmi les actifs de la catégorie 1 les « titres négociables ayant valeur de créances sur la Confédération ou la BNS, émis en devises, *jusqu'à concurrence de la sortie nette de trésorerie attendue en cas de crise dans la devise dans laquelle le risque de liquidité est pris* ».

Pour l'ABPS, le passage en italique ci-dessus doit être supprimé, car le plafonnement par devises prévu à l'art. 17f P-OLiQ. est déjà très contraignant. Une telle limitation n'est de surcroît pas exigée par les règles de Bâle III, et aucune explication n'est fournie à son égard.

En outre, devraient faire partie des actifs de la catégorie 1 plutôt que de la catégorie 2 les lettres de gage émises par des banques suisses, couvertes à 90% au moins par des actifs sis en Suisse et notées AAA par une agence de notation reconnue par la FINMA, car de par leur réglementation spécifique, elles sont tout aussi liquides et sûres que des obligations d'Etat. Il est aussi important d'augmenter le volume total des actifs de la catégorie 1 disponibles en Suisse.

2. Taux de sortie des dépôts supérieurs à 1,5 million de francs suisses (art. 17d al. 3 P-OLiQ en lien avec l'Annexe 2, ch. 1.2)

Le chiffre 1.2 de l'annexe 2 fixe un taux de sortie différent, de 25%, pour les dépôts de détail supérieurs à 1,5 million de francs suisses, alors que le Comité de Bâle prévoit un taux maximum de 10% pour les dépôts de détail, sans restriction de montant. Ce durcissement par rapport aux règles de Bâle III n'est pas justifié, car le risque de retrait n'est pas proportionnel au montant du dépôt, comme le suggère à tort le rapport explicatif du DFF en p. 17. L'ABPS demande donc la suppression de cette catégorie supplémentaire du chiffre 1.2, afin de ne pas pénaliser de manière importante les banques suisses.

3. Taux de sortie des dépôts des caisses de pension (art. 17d al. 3 P-OLiQ en lien avec l'Annexe 2, ch. 2.4.3)

Les caisses de pension devraient être expressément considérées comme des institutions non financières, ou en tout cas leurs dépôts devraient expressément bénéficier d'un taux de sortie de 40% (comme à l'Annexe 2, ch. 2.4.3) et non de 100% (selon le ch. 2.5 de l'Annexe 2), car ces dépôts sont très peu volatils, comme leur comportement durant les dernières crises financières l'a montré. En outre, avec un taux de sortie de 100%, ces dépôts ne pourraient plus retourner dans l'économie sous forme de crédits et leur rendement diminuerait grandement.

4. Respect du LCR en francs suisses (art. 17e P-OLiQ)

Dans un pays peu endetté comme la Suisse, il existe un montant insuffisant d'actifs de la catégorie 1 pour couvrir les besoins en liquidités des banques, compte tenu de l'importance de la place financière. Le régime d'exception (Alternative Liquidity Approaches selon Bâle III) prévu à l'art. 17e P-OLiQ sera donc en réalité la règle, et en tant que telle les grands principes de celle-ci devraient être définis dans l'OLiQ elle-même, plutôt que délégués à la FINMA. Nous proposons donc que l'art. 17e P-OLiQ prévoie que de façon générale les banques suisses puissent aussi détenir des actifs de la catégorie 1 des autres Etats.



5. Délai de production du justificatif de liquidité (art. 17g al. 3 P-OLiQ et Cm 107 P-circ. FINMA)

Le projet d'ordonnance prévoit à son art. 17g al. 3 que les banques remettent le justificatif de liquidité à la BNS dans les 15 jours qui suivent la fin d'un mois. Pour l'ABPS, cette réduction de moitié du délai actuel (30 jours) n'est pas réaliste et ne peut qu'entraîner une baisse de la qualité de l'analyse. A la rigueur le délai de 15 jours pourrait s'appliquer aux seules banques systémiques.

La production d'un justificatif de liquidité nécessite d'autant plus de temps qu'elle doit se fonder sur des comptes consolidés. A cet égard, le Cm 107 P-circ. FINMA étend le périmètre de consolidation en incluant toute filiale ou participation dont la somme des actifs et des opérations hors bilan est supérieure à CHF 20 millions. Cette valeur devrait être portée à CHF 200 millions ou simplement être supprimée.

6. Définition de la notion de « petites banques » (Cm 8, 49, 60 et 82 P-circ. FINMA)

En application du principe de proportionnalité évoqué au Cm 8, le projet de circulaire FINMA prévoit certaines dispenses pour les « petites banques » aux Cm 49, 60 et 82, sans toutefois définir celles-ci.

A des fins de sécurité juridique, une « petite banque » devrait être définie précisément, et le critère le plus pertinent pour ce faire dans un contexte de liquidités est la taille du bilan. L'ABPS propose que les banques dont le total du bilan est inférieur à CHF 10 milliards soient des « petites banques ». Par comparaison, les Etats-Unis envisagent de n'appliquer le LCR qu'aux établissements financiers ayant plus de USD 250 milliards d'actifs consolidés ou plus de USD 10 milliards d'engagements étrangers au bilan.

7. Modèle interne déterminant les dépôts opérationnels (Cm 185 à 188 P-circ. FINMA)

L'obligation de recourir à un modèle interne pour déterminer la part des dépôts qui peuvent être considérés comme opérationnels ne ressort pas de Bâle III. Des méthodes alternatives et plus simples devraient être admises pour les petites et moyennes banques. En outre, les notions d'« encours minimum » et de « chiffre d'affaires moyen » sont dénuées de pertinence dans le domaine de la gestion de fortune.

8. Traitement des structures de *trust* (Cm 201 P-circ. FINMA)

Le Cm 201 P-circ. FINMA prévoit un traitement différencié des structures de *trust* en fonction du cercle de leurs bénéficiaires. Cela implique d'analyser la situation de chaque *trust* séparément et de vérifier régulièrement cette analyse, ce qui est irréaliste. Au contraire, les comptes détenus par des *trusts* sont parmi les plus stables qui soient, du fait de leur objectif à long terme et de la supervision des *trustees*, de sorte que l'ABPS souhaite qu'ils soient tous traités comme des dépôts de personnes physiques, sans analyse préalable.

9. LCR dans les devises significatives (Cm 275 P-circ. FINMA)

Le texte du Cm 275 P-circ. FINMA est acceptable, mais l'ABPS est inquiète du commentaire de la FINMA au point 2.8 de son rapport explicatif. En effet, les membres de l'ABPS, comme beaucoup d'autres banques, ont comme pratique de « swaper » en francs suisses avec la BNS les monnaies étrangères qu'elles détiennent à la fin de chaque journée, et souhaitent pouvoir continuer à procéder de la sorte. Il serait beaucoup plus risqué, et beaucoup plus coûteux, de devoir conserver en Suisse des liquidités en monnaies étrangères.



10. Flux de liquidité internes au groupe (Cm 292ss P-circ. FINMA)

Le Cm 295 P-circ. FINMA prévoit la possibilité d'une approche *look through* pour certaines opérations spécifiques entre une société mère et une filiale. Puisque les structures de détention ne sont pas toujours verticales, l'ABPS souhaiterait que cette possibilité existe aussi entre sociétés sœurs, soit plus généralement entre toutes les sociétés d'un même groupe financier.

* * *

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

ASSOCIATION DE BANQUES
PRIVÉES SUISSES

Le Directeur :

Michel Dérobert

Le Directeur adjoint :

Jan Langlo

CREDIT SUISSE AG

Paradeplatz 8
Postfach
CH-8070 Zurich

Telefon 044 333 3389
Telefax 044 334 8600
www.credit-suisse.com

Lettre Signature

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Markus.Sunitsch@credit-suisse.com

Zürich, 28. März 2014

Anhörung zur Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“

Sehr geehrter Herr Genovese-Frech, sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehmen wir Ihre Einladung mit Schreiben vom 17. Januar 2014 zur Kommentierung der Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“ an.

Vorgängig verweisen wir auf die Kommentierung der Schweizerischen Bankiervereinigung, die Sie mit separatem Schreiben erhalten haben. An dieser haben wir massgeblich mitgewirkt und wir unterstützen diese vollumfänglich. Hier möchten wir gerne nochmals einige der für uns wichtigsten Punkte zusammenfassen.

Credit Suisse begrüsst die Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“. Die darin enthaltenen Konkretisierungen zu den Anforderungen des Basel Committee on Banking Supervision (BCBS) an die Erfüllung der Liquidity Coverage Ratio (LCR) sind hilfreich. Allerdings sollten die im Erläuterungsbericht erwähnten wichtigen Beispiele zur Glättstellung in einer Beilage zum Rundschreiben bzw. technischen Weisungen (vgl. Kommentar zu RZ 1) illustriert werden, damit der Erläuterungsbericht nicht Bestandteil der Regulierung wird. Schliesslich muss sichergestellt werden, dass die qualitativen Bestimmungen nicht strenger sind als die internationalen Anforderungen. Zu Gunsten des Schweizer Wirtschaftssystems ist – wo immer möglich – eine flexible Anpassung an die nationalen Gegebenheiten zu befürworten.

Die wichtigsten Punkte aus Sicht der Credit Suisse sind:

▪ **Unverhältnismässige Kriterien für Strafzahlungen (RZ 162-167):**

Wir erachten die Strafbestimmungen als unverhältnismässig. Ein Pauschalbetrag von 200 Basispunkten für eine 30-tägige Restlaufzeit entspricht einem effektiven Jahreszins von 24% (12 x 2%). Eine Strafzahlung in dieser Höhe wäre absolut unverhältnismässig. Unseres Erachtens wäre eine Strafzahlung in der Höhe von 100 Basispunkten per annum bereits signifikant, insbesondere in Anbetracht des derzeitig sehr tiefen Zinsniveaus.

▪ **Keine Kontrolle über Kassenobligationen und Schuldverschreibungen (RZ 168):**

Gemäss Entwurf des Rundschreibens können Kassenobligationen und Schuldverschreibungen als Einlagen behandelt werden, wenn sie ausschliesslich an Privatkunden verkauft und in Privatkundendepots gehalten werden. Dabei muss sichergestellt werden, dass diese nicht von anderen Parteien als Privatkunden gekauft und gehalten werden können. Dies ist jedoch problematisch, da Kassenobligationen und andere Schuldverschreibungen meist als Inhaber-Wertpapiere ausgestaltet sind. Eine Übertragung an Grosskunden kann damit nicht ausgeschlossen werden. Aus diesem Grund sollte die Anforderung, dass diese Papiere nicht von Privatkunden gehalten werden können, weggelassen werden. Der Basler Text Art. 110 erlaubt diese Papiere, wenn sie ausschliesslich an Privatkunden verkauft und von Privatkunden gehalten werden. Keine Anrechenbarkeit ergibt sich damit für Kassenobligationen, wenn sie von juristischen Personen gehalten werden (mit Ausnahme von privaten Trusts gem. RZ 201).

Unsere detaillierte Stellungnahme zur Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“ finden Sie im Anhang.

Für weitergehende Erläuterungen und für Rückfragen stehen wir Ihnen jederzeit gerne zur Verfügung.

Credit Suisse AG



Rudi Bless
Deputy CFO & Chief Accounting Officer



Rolf Enderli
Global Treasurer

Anhang: Stellungnahme der Credit Suisse **zur Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“**

RZ 1 Gegenstand / Ausfüllen der Berichterstattungsformulare

Wir empfehlen einen Hinweis auf technische Weisungen, in denen das konkrete Ausfüllen der Berichterstattungsformulare anhand von Beispielen illustriert wird. Sogenannte Q&A aus der Berichterstattung während der Beobachtungsperiode sind unseres Erachtens nicht zweckmässig.

RZ 22 Diversifizierung der Finanzierungsquellen und Konzentrationslimiten

Statt „Konzentrationslimiten“ sollte „Beschränkung der Konzentration“ erwähnt werden. Dies passt besser zur vorstehenden RZ 14: „Die Geschäftsleitung macht, wo angemessen, Vorgaben [...] zur Diversifizierung der Finanzierungsquellen und zur Beschränkung der Konzentration“. Überdies passt diese Formulierung auch besser zu RZ 59 „Diversifikation der Finanzierungsstruktur“, unter der z.B. Limiten als geeignete Massnahme erwähnt werden.

RZ 116 Einhaltung der LCR Anforderung

Wir schlagen vor, das Wort „voraussichtlich“ einzufügen: „...begründet aufzuzeigen, in welcher Frist die LCR-Anforderung voraussichtlich wieder eingehalten wird.“

RZ118 Untermonatige Meldungen der LCR

Der Entwurf der revidierten Liquiditätsverordnung ermächtigt die FINMA, von Banken, die den geforderten Erfüllungsgrad unterschreiten, untermonatige Meldungen zur LCR mit einer zeitnahen Einreichungsfrist einzufordern. Wir haben Verständnis für einen hohen Informationsbedarf in einer Stresssituation. Dieser sollte aber primär auf Basis bankinterner Kennzahlen abgedeckt werden können, die der FINMA eine fundierte Einschätzung der Liquiditätslage ermöglicht.

RZ 124 Eigenschaften von HQLA: Börsenkotierung

Wir empfehlen, hier in Abstimmung mit ausländischen Regulatoren eine global verbindliche Liste von zugelassenen Börsen zu publizieren. Die in der Randziffer für ausländische Börsen verlangte Voraussetzung von aufsichtlichen und rechtlichen Anforderungen, die denen der Schweiz gleichwertig sind, ist in der Praxis für die Banken nicht einheitlich umsetzbar.

RZ 128 Im Ausland emittierte HQLA

Die Forderung, dass im Ausland emittierte HQLA den Eigenschaften in RZ 120-127 genügen müssen und von der ausländischen Aufsichtsbehörde als HQLA anerkannt sind, geht unseres Erachtens über die Basler Vorgaben hinaus und ist in der Praxis nicht einheitlich umsetzbar. Unseres Erachtens sollte auf die Bedingung einer Anerkennung von der ausländischen Aufsichtsbehörde verzichtet werden.

RZ 132 Delegation von operativen Anforderungen

RZ 132 verlangt, dass die HQLA unter der Kontrolle der für die Liquiditätssteuerung zuständigen Funktionseinheit steht. Hier sollte eine Ergänzung gemacht werden, welche

erlaubt, die Liquiditätssteuerung an einen anderen Bereich zu delegieren unter Wahrung der Weisungsbefugnis der delegierenden Funktion.

RZ 138-141 Ausschluss von HQLA

RZ 138-141 verlangen, dass eine Bank HQLA ausschliesst, wenn dies i) wegen hoher Abschläge bei Notverkäufen zu einer Verletzung der Eigenmittelanforderungen führt, oder ii) falls gesetzliche Vorschriften zur Haltung dieser HQLA bestehen. Unseres Erachtens gehen diese Anforderungen über den Basler Text hinaus und sind nicht einheitlich anwendbar. Eine Monetisierung von HQLA kann statt über (Not)Verkäufe auch über gedeckte Finanzierungsmärkte erreicht werden. Eine gesetzliche Haltung von HQLA ist in vielen Ländern vorgesehen (LCR Implementation). Diese HQLA sollten in der konsolidierten Sicht anrechenbar sein, solange die Liquiditätsrisiken ebenfalls berücksichtigt werden (siehe Basler Text Art. 36). Wir schlagen deshalb vor, diese Randziffern zu streichen.

RZ 153-155 Etablierte Geschäftsbeziehung

RZ 153-155 verlangen, dass stabile Einlagen, die vollständig durch die gesetzliche Einlagensicherung gedeckt sind, Bestandteile einer etablierten Geschäftsbeziehung sein müssen, so dass ein Rückzug der Einlagen höchst unwahrscheinlich ist, oder auf einem Zahlungsverkehrskonto gehalten werden. Unseres Erachtens ist diese Regelung in der Praxis schwierig umzusetzen und widersprüchlich. Erstens gelten durch Einlagesicherung gedeckte Konten als sehr stabil, unabhängig von der Dauer der Geschäftsbeziehung. Zweitens ist die Haltung auf einem Zahlungsverkehrskonto kein Substitut für eine etablierte Geschäftsbeziehung. In Anbetracht dieser Punkte sollten diese Randziffern gestrichen werden.

RZ 156 Zahlungsgrund

Die Definition von Zahlungsverkehrskonten als Konten, bei denen es regelmässig zu Transaktionen mit gleichem Zahlungsgrund und gleicher Gegenpartei kommt, ist unseres Erachtens zu eng definiert. Der Passus „Transaktionen mit gleichem Zahlungsgrund und gleicher Gegenpartei“ sollte ersetzt werden mit „Transaktionen“.

RZ 157-160 Besonders sicheres Einlagensicherungssystem

Die Bedingungen, die an im Ausland besonders sichere Einlagensicherungssysteme geknüpft sind, sind in der Praxis nicht einheitlich umsetzbar. Wir schlagen vor, dass die FINMA eine Liste dieser besonders sicheren Systeme publiziert oder wenigstens die Bedingungen mit esisuisse harmonisiert.

RZ 162-167 Unverhältnismässige Kriterien für Strafzahlungen

In Bezug auf RZ 162 schlagen wir folgende redaktionelle Präzisierung vor: „Einlagen mit einer vertraglichen Restlaufzeit oder Kündigungsfrist von über 30 Kalendertagen, die aber...“.

Wir erachten die Strafbestimmungen in RZ 165 als unverhältnismässig. Ein Pauschalbetrag von 200 Basispunkten für eine 30-tägige Restlaufzeit entspricht einem effektiven Jahreszins von 24% (12 x 2%). Eine Strafzahlung in dieser Höhe wäre absolut unverhältnismässig. Unseres Erachtens wäre eine Strafzahlung in der Höhe von 100 Basispunkten per annum bereits signifikant, insbesondere in Anbetracht des derzeitig sehr tiefen Zinsniveaus.

Weiter sind Härtefälle, die einen ausserordentlichen Abzug von Einlagen gewähren, unter RZ 167 nicht klar definiert. Wir empfehlen, eine erklärende Beschreibung und allenfalls Auflistung (z.B. Liquiditätsengpass des Kunden, Todesfall, etc.) im Rundschreiben zu integrieren.

RZ 168 Kassenobligationen und Schuldverschreibungen

Gemäss RZ 168 können Kassenobligationen und Schuldverschreibungen als Einlagen behandelt werden, wenn sie ausschliesslich an Privatkunden verkauft und in Privatkundendepots gehalten werden. Dabei muss sichergestellt werden, dass diese nicht von anderen Parteien als Privatkunden gekauft und gehalten werden können. Dies ist jedoch problematisch, da Kassenobligationen und andere Schuldverschreibungen meist als Inhaber-Wertpapiere ausgestaltet sind. Eine Übertragung an Grosskunden kann damit nicht ausgeschlossen werden. Aus diesem Grund sollte die Anforderung, dass diese Papiere nicht von Privatkunden gehalten werden können, weggelassen werden. Der Basler Text Art. 110 erlaubt diese Papiere, wenn sie ausschliesslich an Privatkunden verkauft und von Privatkunden gehalten werden. Keine Anrechenbarkeit ergibt sich damit für Kassenobligationen, wenn sie von juristischen Personen gehalten werden (mit Ausnahme von privaten Trusts gem. RZ 201).

RZ 194-197 Freizügigkeitskonten

Bei RZ 194 empfehlen wir, in der Klammer zusätzlich zu „Säule 3a“ auch „Säule 2b“ zu erwähnen, um in Bezug auf die erwähnten Freizügigkeitskonten Klarheit zu schaffen.

RZ 195 ist unklar formuliert mit der Bedingung, dass „die Freizügigkeits-, Bank-, oder Anlagestiftung *ihre* Gelder bei der jeweiligen Bank selber angelegt hat“. Da es sich nicht um „ihre“ sondern um die Gelder der Kunden handelt sollte „ihre“ mit „diese“ ersetzt werden.

RZ 198-200 Einlagen aller anderen juristischen Personen

Die Kategorie Treuhandfirma ist definiert als eine juristische Person, die ermächtigt ist, Vermögen im Auftrag einer Drittpartei zu verwalten. Hier sollte noch weiter eingeschränkt werden, dass sie auch befugt sein muss, die Einlagen selbstständig zu verschieben, was nicht auf alle Treuhandfirmen zutreffen dürfte. Schliesslich sind Pensionskassen, wie auch im aktuellen Entwurf zur revidierten Liquiditätsverordnung (E-LiqV, Anhang 1 und Anhang 2), in dieser Kategorie unseres Erachtens zu streng klassifiziert.

RZ 201 Trust-Strukturen und Möglichkeit eines „look through“-Ansatzes

Die Behandlung von Trust-Strukturen ist abhängig vom jeweiligen Begünstigtenkreis. Ist ein Begünstigter „eine genau individualisierbare natürliche Person“, so kann der Trust als Einlage von Nicht-Finanzinstituten erfasst werden. Diese Definition ist jedoch zu eng gefasst: Ehepaare wären davon beispielsweise ausgeschlossen. Ebenso unterscheiden sich die Trust-Gesetzgebungen je nach Land teilweise stark. Wir schlagen deshalb eine Definition basierend auf der wirtschaftlichen Berechtigung der Begünstigten vor: „Ist der Begünstigte eines Trusts eine oder mehrere natürliche Personen, welche wirtschaftlich verbunden sind,...“

Wir vertreten überdies die Ansicht, dass die Anwendung eines „look through“-Ansatzes für die Behandlung von Trust-Strukturen gerechtfertigt wäre. Ist der Begünstigte eine oder mehrere natürliche Personen, die wirtschaftlich miteinander verbunden sind, sollte eine Abflussrate von

10% bzw. 25% zur Anwendung kommen; bei den übrigen Trust Strukturen sollte eine Abflussrate von 40% gelten.

RZ 221 Definition Derivate und andere Transaktionen

Der Begriff „andere Transaktionen“ ist nicht weiter definiert. Wir empfehlen, dies näher zu umschreiben. Insbesondere sollte dies nicht für besicherte Finanzierungstransaktionen zur Anwendung kommen, da dort die Regeln gem. RZ 146-149 bzw. E-LiqV Anhang 2, Ziffer 3 und Anhang 3, Ziffern 1 und 2 gelten.

RZ 231 Syndizierte Fazilität

RZ 231 lautet: „Handelt es sich um eine syndizierte Fazilität, darf nur der proportionale Anteil als Liquiditätsfazilität erfasst werden“. Wir empfehlen, das Wort „darf“ mit „muss“ zu ersetzen.

RZ 252 und 258-259 Ungenügende Fremdwährungsauswahl und zu hoher Währungsabschlag

RZ 252 legt die Anrechnung von Fremdwährungs-HQLA zur Deckung des Nettomittelabflusses in CHF fest. Dabei sollte die Auswahl der Fremdwährungen nicht fest auf die 4 Haupt- und 6 Nebewährungen beschränkt werden. Wir schlagen deshalb eine Erweiterungsmöglichkeit auf zusätzliche Währungen vor, welche ebenfalls die Voraussetzungen erfüllen (z.B. Neuseeländische Dollars).

RZ 258–259 Zusätzlicher Abschlag für HQLA in Fremdwährungen

Gemäss RZ 258-259 wird ein Abschlag für Fremdwährungsrisiken auf den erwähnten Fremdwährungs-HQLA angewendet. Dieser ist im aktuellen Rundschreiben jedoch mit 8% für Hauptfremdwährungen und 10% für Nebenfremdwährungen zu hoch angesetzt. Da Wechselkursfluktuationen bereits in den Bankmodellen einberechnet sind, sollte ein Währungsabschlag von 3% für Hauptfremdwährungen und 5% für Nebenfremdwährungen genügen.

RZ 260 Obergrenze für Fremdwährungs-HQLA

Die Obergrenze von 40% des Nettomittelabflusses scheint uns zu tief. Diese sollte aufgehoben werden, bis aufgrund der Berichterstattung in den nächsten 12-24 Monaten weitere Erfahrungen vorliegen, insbesondere in Bezug auf die Auswirkungen der neuen Glättstellungsmethodik.

Lenzburg, 27. März 2014/sry

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Kontaktperson: Rolf Bohnenblust
Direktwahl: 062 885 13 03

\\hbl.ch\hbl\home\rbh\roaming\desktop\hbl.doc

Anhörung zum FINMA-Rundschreiben „Liquidität Banken“

Sehr geehrter Herr Genovese-Frech

Wir beziehen uns auf die oben erwähnte Anhörung betreffend das FINMA-Rundschreiben „Liquidität Banken“ und erlauben uns, nachstehend unser Anliegen zu formulieren.

Der guten Ordnung halber halten wir fest, dass uns die RBA-Holding AG über ihre Stellungnahme zur Anhörung freundlicherweise informiert hat. Die in ihrem entsprechenden Schreiben vom 26. März 2014 enthaltenen Punkte unterstützen wir vollumfänglich.

Im Rundschreibenentwurf wird unter lit. C. „Eigenschaften von HQLA“ (Rz 120 & ff.) Bezug auf Art. 17b und c der Liquiditätsverordnung (LiqV) genommen. In der LiqV wird definiert, welche Aktiva zu welcher HQLA-Kategorie zugerechnet werden dürfen. Für die Kategorie 1 qualifizieren demnach Anlagen, die mit 0 % Eigenmittel unterlegt werden und die für die Liquidity Coverage Ratio (LCR) unbegrenzt angerechnet werden können.

Demgegenüber sind Obligationen der Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken AG und der Pfandbriefbank Schweizerischer Hypothekarinstitute in die Kategorie 2 einzustufen und lediglich mit einem Satz von 85 % für die LCR anrechenbar. Auf Grund deren Sonderstellung in der Schweiz, deren Bonität und der Tatsache, dass Obligationen der Pfandbriefbank gemeinhin als krisenresistent gelten, wäre es aus unserer Sicht wünschenswert, dass diese als HQLA der Kategorie 1 anzurechnen sind.

Die hohe Qualität des Schweizer Pfandbriefs basiert auf einem mehrstufigen Sicherheitsnetz, das sich wie folgt zusammenfassen lässt: Zuvorderst stehen die Eigenen Mittel der Pfandbriefinstitute (1), gefolgt vom Eigenkapital der entsprechenden darlehensnehmenden Mitgliedbanken (2), der Bonität des Hypothekarschuldners (3) und der Werthaltigkeit der Immobilie (4). Eine weitere Stärke ist die Repofähigkeit. Damit erhält der Schweizer Pfandbrief ein Gütesiegel der Schweizerischen Nationalbank. Der Vollständigkeit halber sei darauf verwiesen, dass Moody's den Schweizer Pfandbrief mit Triple A bewertet.

Die Anrechenbarkeit der Pfandbriefobligationen in der Kategorie 1 wäre auch dank der jederzeit gewährleisteten Marktliquidität vertretbar. In diesem Zusammenhang gilt es zu berücksichtigen, dass der Markt für Obligationen des Bundes und der Kantone – die als Kategorie 1 qualifizieren – zeitweise sehr eng sein kann und dass es bei grosser Nachfrage durch die Marktteilnehmer zu Preisverzerrungen führen kann. Die gesetzliche Vorgabe, den LCR-Erfüllungsgrad in den Jahren 2015 bis 2019 stufenweise von 60 % auf 100 % zu erhöhen, dürfte die Nachfrage nach HQLA der Kategorie 1 noch zusätzlich erhöhen.



Wir sind überzeugt, dass unser Vorbringen von vielen Schweizer Retailbanken geteilt wird und wir danken Ihnen im Voraus für eine wohlwollende Prüfung dieses Anliegens.

Freundliche Grüsse
Hypothekarbank Lenzburg AG

Marianne Wildi

Vorsitzende der
Geschäftsleitung

Rolf Bohnenblust

Mitglied der
Geschäftsleitung

Kopie an:

- Eidgenössisches Finanzdepartement EFD, Generalsekretariat, Herr Daniel Roth, Leiter Rechtsdienst EFD, Bundesgasse 3, 3003 Bern
- Pfandbriefbank schweizerischer Hypothekarinstitute, Herr Dr. Robert Horat, Geschäftsführender Direktor, Nansenstrasse 16, Postfach 6446, 8050 Zürich
- RBA-Holding AG, Herr Pius Schwegler, Mattenstrasse 8, 3073 Gümligen

Nansenstrasse 16
Postfach 6446
8050 Zürich
Telefon +41 44 315 44 55
Fax +41 44 315 44 66
www.pfandbriefbank.ch

Eidg. Finanzdepartement EFD
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern
per E-Mail an
regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidg. Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
per E-Mail an
tim.genovese-frech@finma.ch

8050 Zürich, 27. März 2014 MM
Kontaktperson Dr. Robert Horat
Telefon-Nr. 044 315 44 56
E-Mail robert.horat@pfandbriefbank.ch

Anträge zu den Revisionen der "Verordnung über die Liquidität der Banken" (Liquiditätsverordnung) und des FINMA Rundschreibens 2015/xx "Liquidität Banken"

Sehr geehrter Herr Roth,
sehr geehrter Herr Genovese-Frech

Gerne nehmen wir Stellung zu den laufenden Revisionen der "Liquiditätsverordnung" und dem dazugehörigen FINMA Rundschreiben 2015/xx "Liquidität Banken".

1 Ausgangslage, Kritikpunkte und Anregungen

Im Rahmen der Umsetzung des Reformpakets Basel III des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht ist das Landesrecht entsprechend anzupassen. Wir verstehen die Motive einer konformen Basel III Umsetzung.

Wir teilen die EFD Beurteilung, dass der Schweizer Franken Markt nachhaltig über zu wenig Aktiva der Kategorie 1 verfügt: "Die vorliegenden Daten zeigen auch sehr genau die Knappheit an HQLA in der Schweiz: Stellt man den Nettomittelabflüssen (in Schweizerfranken) die gehaltenen HQLA gegenüber, die auch die Bargeldbestände bei der SNB umfassen, dann erkennt man, dass rund $\frac{3}{4}$ aller HQLA Giro Guthaben bei der SNB sind. Ändert sich die Marktsituation und damit die Primärgeldschöpfung der SNB, so kann dieser Rückgang nicht durch das Halten von Level 1 Aktiva in Schweizerfranken kompensiert werden, da das Marktvolumen hierzu zu gering ist. [...] Hinzu kommt, dass der Versicherungssektor in der Schweiz aus statutarischen, rechtlichen oder regulatorischen Gründen in erheblichem Ausmass Wertschriften hält, die dem Bankensektor als HQLA fehlen." (EFD Erläuterungsbericht zur Revision der Liquiditätsverordnung vom 17. Januar 2014, Seite 37). Leider wurden das Mengengerüst und die Szenarien für die potenziell fehlenden Bestände der Kategorie 1 in Schweizer Franken nicht publiziert.

Angesichts des vermutlich grossen Mangels an hochwertigen und liquiden Aktiven (HQLA) in Schweizer Franken scheint es zweckmässig, die Regeln bezüglich Schweizer Aktiven nicht unnötig eng zu formulieren und gleichzeitig die vom Basler Ausschuss für diese Fälle zur Verfügung gestellten Ausnahmeoptionen zu nutzen. Mit einer ausreichend breiten Auswahl an zulässigen Aktiva und Optionen lässt sich insbesondere der Gefahr entgegenreten, dass die Kapitalmärkte aufgrund aufsichtsrechtlicher Erfordernisse verzerrt werden und im schlimmsten Fall zu Übertreibungen oder Blasen neigen. Gleichzeitig kann vermieden werden, dass sich Banken aufgrund dieser Erfordernisse gezwungen sehen, gegen ihren Willen bestimmte Kredit- oder Fremdwährungsrisiken in ihre Bücher nehmen zu müssen.

Betrachtet man die am Schweizer Kapitalmarkt vorhandenen Instrumente, so kommen insbesondere Anleihen der Kantone sowie das weit ergiebigere Segment der Schweizer Pfandbriefe in Frage. Für den Schweizer Pfandbrief spricht dabei nicht nur die hohe Marktliquidität, sondern auch die in der Vergangenheit bewiesene Krisenresistenz. Die starke Marktstellung wird von der SIX Swiss Exchange AG bestätigt. Das schweizerische Pfandbriefsystem ist in seiner konservativen Ausprägung weltweit einmalig. Da eine Erweiterung der Kategorie 1 aus politischen Überlegungen wohl nicht möglich sein wird, sollte zumindest die Anrechenbarkeit innerhalb der Kategorien und Optionen nicht weiter eingegrenzt werden.

Gleichzeitig erachten wir es als sinnvoll, die beiden Erweiterungsoptionen 2 (HQLA in Fremdwährungen zur Erfüllung des Liquidity Coverage Ratio [LCR] in Schweizer Franken) und 3 (zusätzliche Anrechnung von HQLA der Kategorie 2 in Schweizer Franken mit höherem Abschlag/Haircut) gleichberechtigt zu aktivieren. Für die im Entwurf vorgeschlagene Präferenz der Option 2 sehen wir nicht nur keinen zwingenden Grund, sondern sogar Nachteile und Gefahren: Je enger der Markt an zugelassenen HQLA in Schweizer Franken ist, desto grösser ist die Gefahr, dass Schweizer Banken insgesamt durch die Bevorzugung der Option 2 faktisch gezwungen werden, hohe HQLA ausländischer Schuldner in ausländischen Währungen zu halten. Insbesondere im Falle eines Liquiditätsstresses bei Staatsschuldenkrisen ist die Bevorzugung ausländischer Staatstitel und Fremdwährungen gefährlich. Zudem ist die Kursicherung ausländischer Währungen mit zusätzlichen Gegenpartei- und Liquiditätsrisiken verbunden und Staatsschuldenkrisen sind auch in den kommenden Jahren nicht auszuschliessen. Wir empfehlen daher, die Option 3 der Option 2 gleichzustellen und grundsätzlich jeder Bank die Wahl zu lassen, welche Option sie wählen will, sofern die Bank über die nötigen Risikomanagementpraktiken zur Messung, Steuerung und Begrenzung der aus Option 2 entstehenden Fremdwährungsrisiken verfügt.

Unabhängig von den Lösungsansätzen in der aktuellen Vernehmlassung möchten wir herausheben, dass mit dem LCR Standard eine Mindestanforderung für die Liquiditätsausstattung **international** tätiger Banken eingeführt werden sollte¹. Inlandbanken könnten somit (wie zum Beispiel bei den Eigenmittelvorschriften) von organisatorischen Vereinfachungen Gebrauch machen, ohne gegen die BIZ Grundsätze zu verstossen.

¹ Bank for International Settlements: "Basel III: The Liquidity Coverage Ratio and Liquidity Risk Monitoring Tools", Januar 2013, Randziffer 6

2 Verordnung über die Liquidität der Banken

2.1 Antrag: Gleichberechtigte Zulassung von Option 2 und 3

Die vom Basler Ausschuss² zur Behebung einer Knappheit an HQLA in Landeswährung zur Verfügung gestellten Optionen 2 (Randziffern 59 bis 61) und 3 (Randziffer 62) sind gleichberechtigt zuzulassen.

Hierzu schlagen wir vor, den Art. 17e Liquiditätsverordnung wie folgt anzupassen:

"Die FINMA regelt in den Ausführungsbestimmungen, unter welchen Bedingungen und in welchem Umfang Banken bei der Berechnung der LCR nach Artikel 14 Absatz 2 Buchstabe b

- a. HQLA in Fremdwährungen und
- b. Aktiva der Kategorie 2 in Schweizer Franken über die Obergrenze von 40 Prozent hinaus anrechnen dürfen."

2.2 Begründung

Die beiden Erweiterungsoptionen sind gleichberechtigt zu behandeln. Damit kann die Knappheit an HQLA bestmöglich verringert werden. Insbesondere für die grosse Zahl der Inlandbanken dürfte die erweiterte Anrechnung von HQLA in Schweizer Franken die grössere Bedeutung haben. Die potenziell erhöhten Risiken werden zudem durch erhöhte Haircuts kompensiert und nicht durch den Ausschluss aus der Anrechenbarkeit. Die Bank hat daher immer einen ökonomischen Anreiz, diese Option nicht auszuschöpfen. Dennoch kann es für eine Bank die bevorzugte Variante zum unerwünschten, zwangsweisen Kauf von Fremdwährungstiteln sein.

3 FINMA Rundschreiben 2015/xx "Liquidität Banken"

3.1 Regelung gemäss Rundschreiben Entwurf für die Anrechnung von HQLA der Kategorie 2 in Schweizer Franken über die Obergrenze von 40 Prozent hinaus

Das Rundschreiben beschränkt in Randziffer 251 die Option für die Anrechnung zusätzlicher HQLA der Kategorie 2 in Schweizer Franken auf Banken, die

- aufgrund ihres Geschäftsmodells inlandorientiert sind und Verbindlichkeiten in allen Fremdwährungen von weniger als 5 % der Gesamtverbindlichkeiten eingehen oder
- über keinen angemessenen Prozess zur Messung, Steuerung und Kontrolle von Fremdwährungsrisiken verfügen.

3.2 Antrag: Wahlmöglichkeit zwischen Option 2 und 3

Die Randziffer 251 im Rundschreiben soll so angepasst werden, dass die Banken grundsätzlich eine Wahlmöglichkeit haben, welche Erweiterungsoption sie wählen wollen. Die Option 2 (HQLA in Fremdwährungen) soll jedoch nur Banken zur Auswahl stehen, die über eine angemessene Aufbau- und Ablauforganisation zur Messung, Steuerung und Kontrolle von Fremdwährungsrisiken verfügen. Eine Kombination der Optionen 2 und 3 ist im bestehenden Entwurf ausgeschlossen (Randziffer 250), könnte aber geöffnet werden.

² Bank for International Settlements: "Basel III: The Liquidity Coverage Ratio and Liquidity Risk Monitoring Tools", Januar 2013

3.3 Antrag: Vorgaben für eine angemessene Diversifikation von Aktiva der Kategorie 2

Die Randziffer 145 im Rundschreiben soll um einen Absatz erweitert werden: "Anleihen der Kantone sowie Schweizer Pfandbriefe, welche nach dem Pfandbriefgesetz³ am Kapitalmarkt begeben worden sind, gelten in Bezug auf Vermögenswert-, Emissions- und Emittententyp als diversifizierte Anlagen. Für diese Bestände müssen diesbezüglich keine zusätzlichen Nachweise erbracht werden."

3.4 Begründung

Aus reiner Marktopitik wäre es sicherlich die einfachste und zweckmässigste Variante, die Knappheit an HQLA in Schweizer Franken durch eine Erweiterung der Aktiva der Kategorie 1 um diese Schuldner zu vermindern, zumal in der Schweiz die Obligationen der Kantone und der beiden Schweizer Pfandbriefinstitute die notwendige hohe Qualität und auch eine sehr gute Marktliquidität ausweisen. Eine solche "Umklassifizierung" wäre jedoch nicht konform mit dem Basel III Papier des Basler Ausschusses.

Werden nun die oben genannten, zweifellos erstklassigen Effekten gemäss den LCR Anforderungen der Kategorie 2 zugewiesen, so ergibt sich im Vergleich zur Klassifizierung in der Kategorie 1 einerseits ein Haircut Erfordernis, andererseits entsteht gemäss Randziffer 145 des FINMA Rundschreibens ein nicht näher umschriebenes Diversifikationserfordernis. Entsprechend der spezialgesetzlichen Regelung dürfen Schweizer Pfandbriefe lediglich von zwei spezialisierten Pfandbriefinstituten begeben werden. Diese Pfandbriefinstitute übernehmen gewisse Kontrollfunktionen und regeln die Zahlungsströme. Die Pfandbriefe geniessen ein gesetzliches Pfandrecht an den den Banken gewährten Pfandbriefdarlehen. Ein Pfandbrief kann somit per se schon als diversifizierte Anlage betrachtet werden. Darüber hinaus hat der Schweizer Pfandbrief bisher schon mehrfach seine ausgezeichnete Krisenresistenz bewiesen, sei es nun in der jüngsten Banken- und Finanzkrise oder beispielsweise in der inländischen Banken- und Immobilienkrise der 1990er Jahre. In den bisherigen 84 Jahren seit in Kraft treten des Pfandbriefgesetzes ist noch nie ein Schweizer Pfandbrief ausgefallen. Eine explizite Erweiterung gemäss Antrag 3.3 trägt den genannten Umständen Rechnung und schafft gleichzeitig Umsetzungssicherheit und reduziert den administrativen Aufwand für die Banken.

Die Begründung für die gleichberechtigte Behandlung der Erweiterungsoption 3 (zusätzliche Anrechnung von HQLA der Kategorie 2 in Schweizer Franken mit höherem Haircut) wurde bereits in der Einleitung erläutert. Wir glauben, dass mit dieser Massnahme dem Mangel an HQLA in Schweizer Franken effizienter begegnet werden kann als mit einer einseitigen Bevorzugung von HQLA in Fremdwährungen. Die Banken erhalten etwas mehr unternehmerische Freiräume und gleichzeitig werden die bestehenden Gefahren einer zu engen Definition reduziert. Insbesondere sollte eine Regulierung vermieden werden, durch welche die Banken de facto gezwungen werden könnten, gegen ihren Willen ausländische Kreditrisiken oder sogar Fremdwährungsrisiken in ihre Bücher nehmen zu müssen. Abgesehen davon empfiehlt auch das Basler Papier, Liquiditätserfordernisse so weit wie möglich währungskonkruent abzudecken, was individuell pro Bank mit Antrag 3.2 besser erreicht werden kann.

³ SR 211.423.4 vom 25. Juni 1930

Wir bitten Sie um wohlwollende Prüfung unserer Anträge. Gerne möchten wir Sie auch auf unsere Briefe vom 20. Januar 2012, 21. September 2012 und 6. Juni 2013 hinweisen, die wir Ihnen für die Vollständigkeit beilegen.

Freundliche Grüsse

PFANDBRIEFBANK
SCHWEIZERISCHER HYPOTHEKARINSTITUTE AG



Dr. R. Horat
Geschäftsführender Direktor



P. Eichenberger
Vizedirektor

Beilagen

- "Vernehmlassung zu FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung" vom 20. Januar 2012
- "Anträge zur Liquidität: Liquiditätsverordnung (EFD) und Rundschreiben Liquidität Banken (FINMA)" vom 21. September 2012
- "Schweizer Pfandbriefe und Basel III" vom 6. Juni 2013

Raiffeisen Schweiz

Brandschenkestrasse 110d
8002 Zürich
Telefon 044 226 73 31
Telefax 044 221 14 09
www.raiffeisen.ch
thomas.brunhart@raiffeisen.ch

via E-Mail

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA

Für Sie zuständig:
Thomas Brunhart – 044 226 73 31

Zürich, 25. März 2014

Anhörung zur Revision der Liquiditätsverordnung Anhörung Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zur neuen Liquiditätsverordnung. Die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe stehen in engem inhaltlichem Zusammenhang, weshalb wir uns erlauben, unsere umfassende Stellungnahme beiden Absendern zuzustellen.

Vorweg ist zu bemerken, dass wir an der Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg) mitgewirkt haben und diese in allen Punkten unterstützen. Unsere Stellungnahme ergänzt diejenigen der SBVg.

Nachfolgend unsere Anmerkungen:

Liquiditätsverordnung

Art. 17g Abs. 3: Die Einreichfrist wurde wieder auf den 15. Kalendertag des Folgemonats gekürzt. Diese Frist ist für einen konsolidierten revisionstauglichen Abschluss nicht realistisch. Bei einer Umsetzung von flankierenden prozessualen und technischen Optimierungsmassnahmen wäre der 20. Kalendertag machbar.

Anhang 2 Ziffer 7.1.4: Es ist nicht nachvollziehbar, welche Anbieter von Bankdienstleistungen ausgesondert werden müssen, da im Anhang 1 Abs. A Ziffer 2 keine klare Abgrenzung besteht.

Rundschreiben

Rz 107: Gemäss LiqV (Art. 14 Abs. 3 Bst. A) dürfen Tochtergesellschaften mit geringer Bilanzsumme im Konsolidierungskreis unberücksichtigt bleiben.

Im Moment ist gemäss Rz 107 diese Grenze bei maximal CHF 20 Mio. (Total der Aktiven zuzüglich Ausserbilanzgeschäfte) festgelegt. Bei einer konsolidierten Bilanzsumme von CHF 200 Mrd. entspricht die definierte Obergrenze von CHF 20 Mio. lediglich 0.01 Prozent der Bilanzsumme. Die Wesentlichkeitsgrenze ist zu tief angesetzt und auf mindestens CHF 200 Mio. anzuheben, was in unserem Fall rund 0.1 Prozent der konsolidierten Bilanzsumme entspricht.

RS Rz 127: Zu allgemein formuliert. Es sollte präzisiert werden, wie die Beweisführung zu erfolgen hat.

RS Rz 145: Das eingeschränkte Anlageuniversum im Schweizerfranken ermöglicht keine vernünftige Diversifikation. Die Anforderungen an die Diversifikation sollten genauer präzisiert werden. Insbesondere sollen Schweizer Pfandbriefe explizit als angemessen diversifizierte Anlagen anerkannt werden.

Begründung: Die Schweizer Pfandbriefinstitute sind Emissionszentralen, die auf der Grundlage eines Spezialgesetzes für einen breiten Kreis von Darlehensnehmern Anleihen begeben. Sie gehen dabei weder ein Währungs- noch ein Fristentransformationsrisiko ein. Hinter jeder Pfandbriefemission steht somit ein breiter Kreis von Darlehensnehmern, die einen breit diversifizierten Deckungsstock sicherstellen, welcher einheitlichen Regeln untersteht. Ausserdem geniessen die Schweizer Pfandbriefe eine sehr hohe Anerkennung und können am Repomarkt jederzeit liquidiert werden.

Wenn die Schweizer Pfandbriefe nach einer sehr strikten Auslegung des Basel III Regelwerks schon nicht als HQLA der Kategorie 1 qualifizieren, so sollten sie zumindest im Rahmen der schweizerischen Regulierung innerhalb der Kategorie 2 die maximal mögliche Anrechnung erhalten.

RS Rz 205-225: Die Ausführungen zu Derivaten sind schwer verständlich und unübersichtlich. Die Thematik sollte in Anlehnung an das Basler Regelwerk gekürzt werden. Der vorliegende Detaillierungsgrad ist im Sinne von Bearbeitungshinweisen auf der Stufe des Erhebungsbogens angemessen und ist da auch klarer strukturiert.

RS Rz 209: nicht verständlich

Bei folgenden Randziffern orten wir redaktionelle Fehler bzw. sehen redaktionellen Verbesserungsbedarf:

RS Rz 105: „[...] und Anhängen 2 und 3 LiqV [...] Art. 14 Abs. 2 Bst. b LiqV [...]“

RS Rz 175: „**eine der** folgenden Definitionen erfüllt sein müssen: [...]“

Erläuterungsbericht zum RS

Gemäss Erläuterungsbericht zum Rundschreiben (Kapitel 2.6.4., zweitletzter Abschnitt) dürfen kleinere Banken den Liquiditätsbedarf aus Derivaten anhand des vergangenheitsbezogenen Ansatzes quantifizieren. Dies entspricht nicht dem Verständnis, das in der NAG geschaffen wurde. Darum muss diese Einschränkung im Erläuterungsbericht gestrichen werden.

Wir danken Ihnen im Voraus für die wohlwollende Prüfung unserer Stellungnahme. Gerne stehen wir Ihnen für weitergehende Erklärungen zu unserer Stellungnahme zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Raiffeisen Schweiz



Paulo Brügger
Leiter Departement Zentralbank



Thomas Brunhart
Bereichsleiter Treasury

Geht an:
Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern
regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
tim.genovese-frech@finma.ch

RBA-Holding AG, Mattenstrasse 8, CH-3073 Gümligen

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

E-Mail: regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern

E-Mail: tim.genovese-frech@finma.ch

Kontakt: Daniel Reusser, Entris Audit AG
T +41 31 660 45 16, F +41 31 660 45 55
daniel.reusser@entris-audit.ch
Gümligen, 27. März 2014

Stellungnahme zur Revision der Liquiditätsvorschriften für Banken (Anhörungsvorlagen des EFD und der FINMA vom 17. Januar 2014)

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrter Herr Genovese-Frech
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 17. Januar 2014 vom EFD und der FINMA eröffneten Anhörungen zur Revision der Liquiditätsverordnung und zur Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“. Gerne nehmen wir die Möglichkeit wahr uns im Namen der RBA-Banken zur Anhörungsvorlage zu äussern.

Vorab möchten wir betonen, dass wir die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung zur gleichen Thematik vollumfänglich unterstützen.

Grundsätzlich begrüssen wir insgesamt die Stossrichtung zur Anpassung der Liquiditätsvorschriften, auch wenn wir sehr bedauern, dass, obwohl die Vorgaben auf internationaler Ebene vor allem für international tätige Finanzgruppen gedacht sind, im Bereich der quantitativen Anforderungen für kleine und mittlere inlandorientierte Banken keine nennenswerten Erleichterungen vorgesehen sind.

2/3

Als Beispiele seien die Regelungen zu den operativen Einlagen, zu den Derivaten und anderen Transaktionen sowie zu den Kredit- und Liquiditätsfazilitäten erwähnt. Insbesondere in diesen Bereichen wären gewisse Erleichterungen für kleine und mittlere inlandorientierte Banken mehr als wünschenswert.

Nachfolgend stellen wir einzelne Punkte dar, bei denen unseres Erachtens noch Präzisierungs- bzw. Änderungsbedarf besteht. Punkte, die bereits in der Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung explizit erwähnt sind, haben wir in dieser Aufzählung weitestgehend ausgeklammert, ausser sie sind für die RBA-Banken von besonderer Wichtigkeit.

Revision der Liquiditätsverordnung

- Art. 17b, Abs. 1: Wir können nicht nachvollziehen, dass die Anleihen der Pfandbriefbank bzw. der Pfandbriefzentrale nicht der Kategorie 1 zugeordnet werden, da diese doch gemeinhin als krisenresistent gelten.
- Art. 17g, Abs. 3: Die Einreichung der Liquiditätsnachweise soll von 30 Tagen (Vorgabe für die aktuell laufende Testphase) auf nur noch 15 Tage verkürzt werden. Die Verkürzung der Einreichfrist in diesem Ausmass erachten wir als zu weitgehend.

Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“

- Die Bestimmungen von Rz 162 bis 165, welche, trotz anderslautender Formulierung in Rz 162 ("vertragliche Restlaufzeit"), offenbar auch für zeitlich variable Kundeneinlagen gelten sollen, erachten wir als zu restriktiv, insbesondere die Vorgabe bezüglich Strafzahlung von mindestens 200 Basispunkten auf der Einlage. Angesichts der aktuellen rekordtiefen Zinssätze müsste hier bezüglich Abgeltung auf die Kundeneinlage selbst zurückgegriffen werden, was eine Verletzung des Kundenschutzes bedeuten könnte. Unseres Erachtens sollte eine Strafzahlung maximal den dem Kunden zum massgebenden Zeitpunkt zustehenden Zins beinhalten.
- Pensionskassen sind nach unserer Einschätzung weder eine Treuhandfirma noch eine Vermögensverwaltungsgesellschaft (Rz 199). Insbesondere ist es keineswegs gerechtfertigt, Einlagen von Pensionskassen der Kategorie der anderen juristischen Personen zuzuordnen und dadurch einer Abflussrate von 100 % zu unterziehen. Dies entbehrt jeglicher Grundlage und entspricht in keiner Art und Weise der schweizerischen Praxis. In Anlehnung an die Lösung bei den Freizügigkeits- und Vorsorgestiftungen (Rz 194 bis 197) sollte sinngemäss auch für Pensionskassen eine Ausnahmeregelung vorgesehen werden, wonach deutlich tiefere Abflussraten zur Anwendung kommen können, wenn gewisse Bedingungen erfüllt sind. Dies müsste unseres Erachtens namentlich vor allem für Verpflichtungen der RBA-Banken gegenüber der REVOR Sammelstiftung gelten, die als Vorsorgewerk der 2. Säule für kleinere und mittlere Unternehmen ohne betriebseigene Pensionskasse ausschliesslich Kontoguthaben bei den Regionalbanken anlegt und

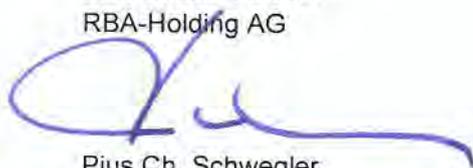
3/3

nachweislich über eine jährliche Abflussrate aus dem ordentlichen Geschäft im Umfang von maximal rund 10 % aufweist, was im Durchschnitt eine monatliche Abflussrate von weniger als 1 % bedeutet. Wir beantragen, dass bezüglich Sammeleinrichtungen, welche zu mehr als 90 % in Bankkontolösungen investiert sind, eine Angleichung an die effektiven Abflussraten aus dem ordentlichen Geschäft erfolgen kann oder dass die Abflussrate zumindest derjenigen von Freizüigkeits- und Vorsorgestiftungen (Rz 194) gleichgesetzt wird.

- Die Girozentrale von Entris Banking übernimmt Aufgaben für die Sicherstellung der Liquidität der angeschlossenen RBA-Banken, welche durch die neuen Liquiditätsanforderungen zukünftig nicht mehr erfüllt werden könnten. Es handelt sich dabei insbesondere um die Bereitstellung des SNB-Anschlusses, die Bereitstellung eines Marktzuganges um hochliquide Aktiva zu handeln, die Bewirtschaftung von hoch liquiden Anlageportfolios (Risikodiversifikation, Risikoabsicherung, Kostenbündelung), die Bereitstellung operativer Prozesse für die Liquiditätsverwaltung und auch die Bereitstellung von kurzfristiger Liquidität (Repo-Zugang). Wir beantragen in diesem Zusammenhang, das Rundschreiben durch folgende neue Rz 252 zu ergänzen: „Die Randziffern 250 und 251 sind für von der FINMA anerkannte Girozentralen für Anlagen ihrer Mitgliederbanken nicht anwendbar.“
- Wir würden es begrüßen, wenn im Anhang zum Rundschreiben ein Glossar eingefügt werden könnte. Im Rundschreiben werden zahlreiche Begriffe verwendet, die aus dem internationalen Kontext stammen und in der nationalen Praxis bisher noch nicht gebräuchlich sind. Ausserdem: In den FAQ zur LCR sind einige Punkte erwähnt, deren Einbezug in das Rundschreiben wir im Sinne der Rechtssicherheit ebenfalls begrüßen würden. Unseres Erachtens ist dies gemäss Anhörungsvorlage nicht bzw. zu wenig berücksichtigt.

Wir hoffen, Ihnen mit diesen Angaben zu dienen und stehen Ihnen für weitere Auskünfte selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
RBA-Holding AG



Pius Ch. Schwegler
Vorsitzender der Geschäftsleitung



Dr. Jean-Philippe Moser
Mitglied der Geschäftsleitung

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern
regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
tim.genovese-frech@finma.ch

Basel, 27. März 2014
J.4.6 / LHE

**Revision Liquidität – Banken
Anhörung Liquiditätsverordnung und FINMA-Rundschreiben 2015/XX – Liquidität
Banken**

Sehr geehrter Herr Roth
Sehr geehrter Herr Genovese-Frech

Wir beziehen uns auf die am 17. Januar 2014 eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend die neuen Liquiditätsvorschriften für Banken und bedanken uns für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darzulegen. Wir erlauben uns, infolge des inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Anhörungen, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe gemeinsam in der vorliegenden koordinierten Stellungnahme zu behandeln.

Grundsätzlich anerkennen wir die Notwendigkeit der Einführung eines neuen, international harmonisierten Liquiditätsstandards für Banken. Die Überarbeitung der Liquiditätsverordnung und des FINMA-Rundschreibens sowie die stufenweise Einführung der Liquiditätsregulierung in der Schweiz orientiert sich so- dann auch an der internationalen Entwicklung, welche auf den Rahmenvereinbarungen von Basel III basiert.

Insgesamt erscheint uns allerdings der Inhalt der Verordnung und des Rundschreibens strenger und weitergehend als die Bestimmungen der Basler Rahmenvereinbarungen. Wir stellen fest, dass an verschiedenen Stellen Verschärfungen gegenüber dem Basler Originaltext eingebaut wurden. Es ist weiter festzuhalten, dass obwohl der Rahmen der Liquidity Coverage Ratio (LCR) ursprünglich für internationale Grossbanken gedacht war, keine An-

passungen oder Vereinfachungen im Bereich der quantitativen Anforderungen für Banken von kleiner oder mittlerer Grösse, die vor allem auf dem heimischen Markt aktiv sind, berücksichtigt worden sind.

Hinsichtlich der internationalen Wettbewerbsfähigkeit erachten wir die strengen Anforderungen an im Ausland emittierte HQLA (High Quality Liquid Assets) als nicht zielführend und zudem nachteilig für Schweizer Institute im Vergleich zu den Regelungen anderer Staaten.

Der Umstand, dass gemäss Art. 17b Abs. 1 LiqV Pfandbriefanleihen nicht als Aktiva der Kategorie 1 qualifiziert werden, erscheint uns nicht nachvollziehbar.

Ferner erscheint uns die Klassifizierung von Pensionskassen als „Nicht-Finanzinstitute“ und die damit verbundene Abflussrate von 40% als nötig und angebracht.

Unseres Erachtens wäre weiter die Anwendung des „Look-Through“-Ansatzes für qualifizierende Trust Deposits als Einlagen von Privatkunden gerechtfertigt.

Des Weiteren erscheint uns die Fristverkürzung hinsichtlich der Einreichung des Liquiditätsnachweises gemäss Art. 17g Abs. 3 LiqV als zu weitgehend und schwierig umzusetzen.

Hinsichtlich der Themen Regulierungsfolgenabschätzung und Rechtsvergleich sind wir der Ansicht, dass die überarbeiteten Ausführungen nun deutlich aussagekräftiger und präziser formuliert sind. Für die Berücksichtigung unserer Anmerkungen sind wir dankbar.

Unsere Kommentare und Anliegen sind im Folgenden nach der jeweiligen rechtlichen Grundlage (E-BankV bzw. E-FINMA-RS) und in chronologischer Abfolge gegliedert. Zusätzliche redaktionelle Kommentare finden sich in einem separaten Dokument in der Beilage.

A) Liquiditätsverordnung (LiqV) und Anhang

Liquiditätsverordnung

Art. 14 Abs. 2 lit. a i.V.m Rz 106 / 107: Erfüllung der LCR

Die Erfüllung der LCR auf Stufe Finanzgruppe und Einzelinstitut gesondert für alle Währungen (umgerechnet in CHF) und separat auch für Schweizer Franken gemäss Absatz 2 lit. b betrachten wir als zu weitgehend. In Konformität zum Basler Regelwerk genügt unseres Erachtens ein Monitoring in Schweizer Franken.

Art. 15 i.V.m. Rz 118: Untermonatige / tägliche Meldung zur LCR

Wir haben Verständnis dafür, dass die FINMA bei der Unterschreitung des geforderten Erfüllungsgrades bzw. bei einer absehbaren Unterschreitung untermonatige Meldungen der LCR verlangen will. Wir erachten jedoch tägliche LCR-Meldungen als zu weitgehend. Eine tägliche LCR-Meldung ist für alle Kategorien von Bankinstituten zeitlich und administrativ kaum machbar. Ferner schreiben die Anforderungen an die untertägige Liquiditätshaltung vor, dass eine Bank die Auswirkungen eines untertägigen Stressereignisses auf die Liquiditätssituation im Tagesverlauf zuverlässig abschätzen können muss und zu steuern in der Lage sein sollte. Wir beantragen – infolge der obgenannten Ausführungen – von der Pflicht zur täglichen LCR-Meldung abzusehen und Möglichkeiten einer weniger weitgehenden Regelung zu prüfen.

Art. 17 Abs. 1: Glattstellung

Die Glattstellung stellt eine signifikante Abweichung vom Basler Originaltext im Zusammenhang mit einem sehr komplexen Aspekt der LCR dar und kann zu unvorhersehbaren Konsequenzen führen. Unseres Erachtens sollte die Glattstellung nicht implementiert werden, ohne über einen längeren Zeitraum zu analysieren, welche Auswirkungen mit der Regelung einhergehen. Folgende Gründe sprechen gegen das Konzept der Glattstellung:

- a. Aufgrund der Glattstellung ist die internationale Vergleichbarkeit der LCR nicht mehr gewährleistet. Gerade in Bezug auf die Offenlegung kann dies ein Problem darstellen.
- b. Es ist unklar, wie die Glattstellung im Rahmen von zukünftigen regulatorischen Bestrebungen wie z.B. Central Counterparty Clearing funktionieren würde.
- c. In seiner aktuellen Form ist der Glattstellungsmechanismus unvollständig, da Aktiva der Kategorie 2A nicht berücksichtigt wurden. Im Falle von Transaktionen mit der SNB kommt es hier zu anderen Ergebnissen im Vergleich zum bisherigen Prozedere.
- d. Es wurden alle Devisenswaps vollständig miteinbezogen. Dies kann zu wenig sinnvollen Ergebnissen führen und insbesondere dazu, dass keine internationale Vergleichbarkeit besteht.

Art. 17 Abs. 5: Kündigungsfrist

Art. 17 Abs. 5 in Verbindung mit dem Erläuterungsbericht Liquiditätsverordnung, Seite 12 weist darauf hin, dass Kündigungsfristen im Zusammenhang mit Finanzierungsgeschäften nur bei Geschäften mit der SNB geltend gemacht werden können. Im Um-

kehrschluss bedeutet dies, dass für alle anderen Finanzierungsgeschäfte Kündigungsfristen nicht berücksichtigt werden können. Je nach Auslegung des Wortes "Kündigungsfrist" kann dies signifikante Auswirkungen haben, da es Marktstandard ist, Transaktionen mit "Recall Feature" und "On Open" zu handeln. Diese Transaktionen können ohne Reputationsrisiko gekündigt werden, haben aber eine längere vertragliche Laufzeit. Wir schlagen vor, klar- und sicherzustellen, dass On-Open und Recall Features hier nicht betroffen sind.

Art. 17b / c: Aktiva der Kategorie 1 und 2

Abs. 1: Der LiqV-Entwurf sieht, analog zu Basel III vor, Emissionen von Pfandbriefinstitutionen als HQLA der Kategorie 2 zu qualifizieren. Der Schweizer Pfandbrief unterscheidet sich jedoch fundamental vom typischen europäischen Covered Bond, weshalb wir diese Klassifizierung als nicht korrekt beurteilen. Zum einen sind Schweizer Pfandbriefinstitute nicht dem Risiko des allgemeinen Bankgeschäfts ausgesetzt, zum anderen zeichnen sich die Schweizer Pfandbriefe durch eine hohe Resistenz gegenüber Wirtschafts-, Finanz- und Immobilienkrisen aus. Zudem sind Pfandbriefanleihen dem Pfandbriefgesetz unterstellt, können jederzeit am Repomarkt liquidiert werden und haben einen Deckungsstock von sehr hoher Qualität. Wir beantragen daher, die Pfandbriefanleihen als Aktiva der Kategorie 1 einzustufen.

Des Weiteren beantragen wir, dass von inländischen Banken emittierte Covered Bonds, welche über ein AAA-Rating einer von der FINMA anerkannten Ratingagentur verfügen und mindestens zu 90% durch im Inland belegene Aktiven gedeckt sind, zumindest als Aktiva der Kategorie 2 anzuerkennen sind. Die Formulierung „Dabei gilt wie bei den Aktiva der Kategorie 1, dass Emissionen von Finanzinstituten ausgenommen sind.“ (Erläuterungsbericht LiqV vgl. S. 14 zu Art. 17c, 2. Absatz) ist folglich zu streichen.

Gemäss Abs. 1 lit. c können neu auch Kantonsanleihen als Aktiva der Kategorie 1 angerechnet werden, sofern sie ein Risikogewicht von 0 Prozent nach Absatz 53 des Standardsatzes unter Basel II aufweisen. Dies hat zur Folge, dass Schuldverschreibungen von Kantonen **ohne** Rating neu ein Risikogewicht von 100% aufweisen und somit nicht mehr als HQLA angerechnet werden können. Da die durch die Ratingagentur Fedafin durchgeführten Ratings aller Kantone nicht veröffentlicht werden, sondern nur unter dem Investor Pays Model erhältlich sind, beantragen wir, wie im Rahmen der Sitzung der Nationalen Arbeitsgruppe Liquidität vom 12. September 2013 (vgl. FINMA-Protokoll vom 11.10.2013, S. 5) vereinbart, die Schuldverschreibungen von Kantonen ohne Rating als Aktiva der Kategorie 2 einzustufen.

Wir schlagen des Weiteren vor, dass die LCR relevante Definition von HQLA auch alle Effekten einschliessen sollte, die von der SNB als Sicherheiten für Kreditgeschäfte mit Banken akzeptiert werden und im Verzeichnis „SNB GC Basket“ aufgelistet sind.

Abs. 2: Die Definition von öffentlichen Finanzinstituten, deren Anleihen als HQLA anerkannt werden, geht in ihrer Gesamtheit über die Anforderungen der Basler Rahmenvereinbarungen hinaus. So würden beispielsweise Anleihen der Österreichischen Kontrollbank oder auch der Nordischen Förderbanken nicht als HQLA qualifiziert, da diese Institute nicht im Eigentum der Zentralstaaten stehen. In diesem Zusammenhang ist festzuhalten, dass die Anleihen in Schweizer Franken von europäischen Anstalten und öffentlichen Finanzinstituten fast 10% des gesamten Marktes von Anleihen in Schwei-

zer Franken darstellen. Wir beantragen in der Folge, das Erfordernis der Mehrheitsbeteiligung zu streichen und auf die ausdrückliche Gewährleistung – für die Qualifizierung unter Art. 17b Abs. 2 lit. b – abzustützen.

Darüber hinaus würden wir eine Regelung begrüssen, welche Finanzinstitute, die als Anstalt des öffentlichen Rechts organisiert sind und Förderbanken, die eine Risikogewichtung von maximal 20% haben, der HQLA Kategorie 2 zuordnet, auch wenn die ausdrückliche Gewährleistung nicht vom Zentralstaat ausgeht.

Art. 17c Abs. 5: FINMA-Kompetenz – Aktiva der Kategorie 2 benennen

Wir würden es begrüssen, wenn die FINMA von ihrer Kompetenz, weitere Aktiva der Kategorie 2 bezeichnen zu können, aktiv Gebrauch machen würde (z.B. Aktien, welche im SMI erhalten sind, oder generell repofähige Unternehmensanleihen).

Art. 17d Abs. 3 i.V.m. Anhang 2 Ziff. 1.2: Einlagen grösser CHF 1.5 Mio

Wir lehnen die Einführung einer Kategorie für Privatkunden, deren Gesamtvermögen CHF 1.5 Millionen übersteigt, kategorisch ab. Den vorgeschlagenen Abflussparameter von 25% erachten wir – im Vergleich zu den 5 bis 10% für andere Kategorien von Privatkunden – als zu restriktiv und nicht gerechtfertigt.

Art. 17f Abs. 1 i.V.m. Rz 271: Überwachung der LCR in wesentlichen Währungen

Die Überwachung der LCR in wesentlichen Währungen bzw. die regelmässige interne Berichterstattung soll auf Basis der internen Stress-Modelle gemäss Art. 2 Abs. 2 bzw. Art. 12 Abs. 2 erfolgen, da die LCR in Fremdwährung u.E. keine geeignete Metrik für Währungsmanagement darstellt. Insbesondere sind Ratio-Kennzahlen für Währungsrisiken nicht effektiv und von beschränkter Aussagekraft. Effektives Währungsmanagement kann nur auf internen bankspezifischen Modellen basieren, welche die individuelle Situation der Bank widerspiegeln. Des Weiteren würde die LCR in wesentlichen Währungen die internen Stress-Modelle in ungerechtfertigter Weise dominieren.

Art. 17f Abs. 3 i.V.m. Rz 275: Untergrenze für LCR in Fremdwährung

Diese Regelung stellt im Grundsatz die Einführung einer Untergrenze von 100 % für die LCR in Fremdwährung dar. Eine solche Untergrenze – welche von der FINMA zunächst als blosse Beobachtungsgrenze vorgesehen war – ist in der Basler Rahmenvereinbarung nicht festgehalten und geht unseres Erachtens zu weit. Wir beantragen in der Folge, von einer Untergrenze für die LCR in Fremdwährungen abzusehen.

Art. 17g: Liquiditätsnachweis

Gemäss Art. 17g Abs. 3 LiqV muss der Liquiditätsnachweis neu monatlich bis spätestens am 15. Kalendertag des Folgemonats eingereicht werden. Eine Verkürzung der Einreichungsfrist in diesem Ausmass erachten wir – in Anbetracht der allgemeinen Anforderungen betreffend die Qualität eines konsolidierten und revisionstauglichen Abschluss – als zu weitgehend. Insbesondere für die Jahres- und Quartalsmonats-

abschlüsse ergeben sich zeitliche Probleme. Wir beantragen deshalb, die Frist zur Einreichung des Liquiditätsnachweises unverändert beim 20. Kalendertag des Folgemonats zu belassen.

Art. 17h: Gruppeninterne Mittelab- und zuflüsse

Im Zusammenhang mit gruppeninternen Mittelab- und zuflüssen ist es uns unklar, wie intragroup-besicherte Finanzierungstransaktionen (Repos / Reverse Repos) zu berücksichtigen sind. Wir bitten um eine diesbezügliche Klarstellung.

Art. 31a: Einreichungsfrist

Die erstmalige Einreichungsfrist vom 15. Februar 2015 gestützt auf die Daten vom 31. Januar 2015 erachten wir als zu kurz, um eine LCR vollständig einreichen und abstimmen zu können. Dabei ist festzuhalten, dass der Report einer anspruchsvollen, tiefergehenden, externen Revision standhalten muss. Dazu müssen zunächst die Monatsabschluss-Prozesse abgeschlossen sein. Wir schlagen vor, die Einreichungsfrist bis Ende des Folgemonats im Jahr 2015 zu verlängern, ab dem Jahr 2016 sodann bis zum 22. des Folgemonats.

Anhänge zur Liquiditätsverordnung

Anhang 2

Ziffer 2: Die Bezeichnung „Geschäftskunde und Grosskunde“ ist nicht kongruent mit der Definition „Finanzinstitut“ gemäss Anhang 1 und nicht klar abgegrenzt gegenüber anderen juristischen Personen und Geschäftskunden gemäss Ziffer 2.5 des Anhangs 2. Wir bitten um klare Regeln in den Ausführungsbestimmungen.

Ziffer 2.4.3 i.V.m. Rz 199: Es erscheint uns nicht nachvollziehbar, weshalb Pensionskassen im Entwurf LiqV nicht als „Nicht-Finanzinstitute“, sondern als „andere juristische Personen“ klassifiziert werden. Im ersten Fall (Klassifizierung als „Nicht-Finanzinstitut“) unterliegen Pensionskassengelder einer 40% Abflussrate. Im zweiten Fall (Klassifizierung als „andere juristische Personen“) unterliegen sie jedoch einer 100% Abflussrate. In der Schweiz sind sehr viele Gelder bei Pensionskassen angelegt, was unter anderem mit der – im Vergleich mit dem Ausland – starken Position der 2. Säule in der Altersvorsorge zusammenhängt. Eine Abflussrate von 100% hätte somit erhebliche negative Konsequenzen für Banken, Pensionskassen und die Realwirtschaft. Die Haltung von Pensionskassengeldern würde für Banken höchst unrentabel, sodass Pensionskassen mit einem Negativ- oder Nullzins rechnen müssten. Die Gelder würden ebenso nicht mehr in Form von Krediten in die Realwirtschaft zurückfliessen. Die Pensionskassen wären sodann gezwungen, auf andere – möglicherweise risikoreichere und weniger liquide – Anlagen auszuweichen. Verbunden mit der Tatsache, dass Schweizer Pensionskassengelder während vergangenen Krisen eine sehr hohe Stabilität aufwiesen, ist u.E. eine Klassifizierung der Pensionskassen und namentlich auch der Sammeleinrichtungen – welche Banken nahestehen – als „Nicht-Finanzinstitut“ angebracht.

Ziffer 4 ff. i.V.m. Rz 221: Im gesamten Abschnitt 4 (Ziffer 4.1 bis 4.7) werden – um die betroffenen Transaktionen einzugrenzen – unterschiedliche Begriffe verwendet (Derivate, Finanzierungsgeschäfte, Finanztransaktionen und andere Transaktionen). Da die Begriffe nicht einheitlich eingesetzt werden, ist uns nicht klar, welche Transaktionen jeweils von den einzelnen Abflüssen betroffen sind. Zudem wird nicht berücksichtigt, dass den meisten Transaktionen ein Absicherungsgeschäft oder andere Geschäfte gegenüberstehen, in welchen die Banken einen „Inflow“ sehen würden.

Ziffer 8.1: Wir schlagen eine Abflussrate von 0% vor, da das Liquiditätsrisiko grundsätzlich ausserhalb der Bank (z.B. beim Lieferanten) liegt. Die Bank stellt lediglich ein „Credit Enhancement“ betreffend Zahlungsfähigkeit des Käufers bzw. der garantierten Partei. Im Übrigen korreliert ein solcher Liquiditätsbedarf nicht mit einem idiosynkratischem Stress bei der Bank.

Ziffer 8.2: Wir erachten eine Abflussrate von 0% als angemessen, da wiederum das Liquiditätsrisiko grundsätzlich nicht von der Bank (z.B. beim Lieferanten) getragen wird. Die Bank stellt auch hier lediglich ein „Credit Enhancement“ betreffend Zahlungsfähigkeit des Käufers bzw. der garantierten Partei. Im Übrigen korreliert auch ein solcher Liquiditätsbedarf nicht mit einem idiosynkratischem Stress bei der Bank.

Ziffer 8.3.3: Wir beantragen eine Abflussrate von 0% des Betrages, der nach 30 Kalendertagen an Refinanzierung fällig wird, da es nicht realistisch ist, dass Zweckgesellschaften (SPV) im selben Masse unterstützt werden wie z.B. strukturierte Produkte. Eine klare Ab- bzw. Eingrenzung erscheint uns notwendig. Die relevanten Zweckgesellschaften werden konsolidiert und somit in der LCR auf Gruppenstufe angerechnet. Allfälliger weiterer Unterstützungsbedarf wird mit zu unterlegenden Liquiditätsfazilitäten abgedeckt. Tendenziell ist der Rückkaufsdruck sogar eher kleiner, da solche SPV weiter von der Bank entfernt sind und unter anderem Namen firmieren.

Ziffer 8.3.5: Die Definition sollte unseres Erachtens eingeschränkt werden, da der Passus „verwaltete Fonds, die mit dem Ziel vermarktet werden, einen stabilen Wert beizubehalten,...“ nicht kausal ist zu einer möglichen Unterstützungsmassnahme der Bank (vgl. Beilage „Redaktionelle Kommentare“ zu Ziffer 8).

B) FINMA Rundschreiben 2015/XX (FINMA-RS)

Rz 1: Ausfüllen der Berichterstattungsformulare

Unseres Erachtens sollte der Einleitungstext einen Verweis auf detaillierte Hinweise zum konkreten Ausfüllen der Berichterstattungsformulare beinhalten.

Rz 8: Proportionalitätsprinzip

Bezüglich den qualitativen Anforderungen an das Liquiditätsrisikomanagement kommt bekanntlich das Proportionalitätsprinzip zur Anwendung (Rz 8 in Anlehnung an Art. 5 LiqV). Wir bedauern, dass im Bereich der quantitativen Anforderungen an das Liquidi-

tätsrisikomanagement keine vergleichbaren Erleichterungen vorgesehen sind. Unseres Erachtens gibt es auch im Bereich der quantitativen Anforderungen zahlreiche Bestimmungen, welche für kleinere und mittlere Banken zu restriktiv oder zu weitgehend sind. Konkret schlagen wir beispielsweise vor, dass der Anteil operativer Einlagen an Firmenkundengeldern statt mit einem internen Modell auch mit Standardsätzen bestimmt werden kann.

Rz 49: Ausnahme vom untertägigen Liquiditätsrisikomanagement

Wir sind der Ansicht, dass Institute, welche keine Interbank-Dienstleistungen erbringen, nicht zu einem über die normalen Vorkehrungen hinausgehenden untertägigen Liquiditätsrisikomanagement verpflichtet werden sollten. Wir beantragen, Rz 49 diesbezüglich zu präzisieren und klare Ausnahmen für Banken, die keine Interbank-Dienstleistungen anbieten, zuzulassen.

Rz 106 – 108: Quantitative Anforderungen

Im Gegensatz zu den Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften (Art. 7ff. ERV) fehlen in den Liquiditätsvorschriften (Art. 14 LiqV, Rz 106 bis 108 FINMA-RS 13/6) Vorgaben, wie die Konsolidierung bzw. die Zusammensetzung der Finanzgruppe zu bestimmen sind. Wir könnten uns vorstellen, dass unter Art. 14 LiqV ein Querverweis auf die Bestimmungen in den Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften (Art. 7 ff. ERV) vorgenommen wird, womit unter den Liquiditätsvorschriften in erster Linie die gleichen Vorgaben zur Anwendung kommen wie unter den Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften. In zweiter Linie kommen danach die unter Art. 14 Abs. 3 LiqV erwähnten Bestimmungen zur Anwendung, welche in den Ausführungsbestimmungen (FINMA-RS 13/6) näher umschrieben werden.

Des Weiteren erachten wir die in Rz 107 bzw. 108 erwähnten Grenzwerte als zu tief. Bei einer konsolidierten Bilanzsumme von CHF 200 Milliarden entspricht die definierte Obergrenze von CHF 20 Millionen lediglich 0.01 Prozent der Bilanzsumme. Die Wesentlichkeitsgrenze ist demgemäss zu tief angesetzt und auf mindestens CHF 200 Millionen anzuheben. Ferner sehen wir den Verweis auf das FINMA-RS 08/02 „Rechnungslegung Banken“ kritisch, insbesondere da sich unter den relevanten Tochtergesellschaften und Beteiligungen der Banken durchaus auch branchenfremde Gesellschaften mit anderen Rechnungslegungsvorschriften befinden können.

Rz 116: Präzisierung zur LCR-Anforderung

Es erscheint uns unmöglich vorauszusagen, in welcher Frist die LCR- Anforderungen mit Sicherheit wieder eingehalten werden können. Wir beantragen folglich die Formulierung wie folgt zu präzisieren: „...die LCR-Anforderung voraussichtlich wieder...“.

Rz 120 ff: Kriterien zur Definition von HQLA

Das Rundschreiben lässt offen, inwiefern alle oder nur einzelne Kriterien (Rz 121-127) bei der Definition von HQLA zu berücksichtigen sind. Im Gegensatz hierzu sagt der Erläuterungsbericht zum Rundschreiben, dass nicht alle Kriterien kumulativ erfüllt sein müssen. Wir schlagen vor, dies im Rundschreiben klarzustellen.

Hinsichtlich der Aktiva, welche gemäss lit. d an einer von der FINMA bewilligten schweizerischen oder ausländischen Börse kotiert sein müssen, wäre eine verbindliche Liste aller anerkannten Börsen, abgestimmt auf die ausländischen Regulatorien, wünschenswert.

Des Weiteren erachten wir die Errichtung eines Zentralregisters (z.B. SIX oder SNB) für die Kategorisierung von HQLA als notwendig.

Rz 128: Anrechnung von im Ausland emittierten HQLA

Das Rundschreiben besagt, dass im Ausland emittierte HQLA nur dann anrechenbar sind, wenn sie alle Eigenschaften nach Rz 120-127 erfüllen und sie darüber hinaus von der jeweiligen ausländischen Aufsichtsbehörde als HQLA anerkannt sind. Dies geht weit über den Basler Originaltext hinaus und bringt diverse Problemstellungen mit sich. So ist es rein technisch nahezu unmöglich, „alle“ Eigenschaften zu überprüfen und zusätzlich auch noch zu prüfen, ob sie als HQLA von der ausländischen Aufsichtsbehörde anerkannt sind. Der Umstand, dass der HQLA Pool zwar verkleinert, jedoch bei breiteren HQLA Definitionen von ausländischen Aufsichtsbehörden nicht als zusätzliche HQLA qualifiziert wird, ist aufzuheben. Da im Schweizer Markt HQLA an sich nur limitiert vorhanden sind, ist der Text in dieser Form nicht zielführend und benachteiligt die Schweizer Banken. Wir beantragen in der Folge, den Begriff "alle" unter Randziffer 128 zu streichen und auf den Passus, dass ausländische HQLA von der ausländischen Aufsichtsbehörde anerkannt werden müssen, zu verzichten.

Rz 132: Delegation von operativen Fähigkeiten

Wir sind der Ansicht, dass die Delegation der operativen Fähigkeit an eine spezialisierte Einheit ausserhalb der für die Liquiditätssteuerung zuständigen Funktionseinheit möglich sein sollte, solange die Weisungsbefugnis nicht übertragen wird.

Rz 140: Gesetzliche Vorschriften zur Haltung von HQLA

Wir gehen davon aus, dass es in einigen Ländern gesetzliche Vorschriften zur Haltung von HQLA geben wird. Wir schlagen deshalb vor, die vorliegende Regelung dahingehend zu präzisieren, dass nur diejenigen HQLA aus dem Bestand ausgeschlossen werden müssen, welche gesetzlichen Vorschriften der Schweiz zur Haltung dieser HQLA unterliegen.

Rz 145: Vorgaben für die Diversifikation von Aktiva der Kat. 2

Die Vorgabe, den Bestand an Aktiva der Kategorie 2 in Bezug auf Vermögenswerte-, Emissions- und Emittententyp sowie Laufzeiten zu diversifizieren, sehen wir als zu ambitiös. Kleinere und mittlere Banken werden aufgrund ihrer Grösse bei der gewählten Formulierung von Rz 145 somit kaum in der Lage sein, Bestände in Aktiva der Kategorie 2 halten zu können, da eine angemessene Diversifikation im Sinne der gewählten Formulierung wohl erst ab rund zehn verschiedenen Einzeltiteln möglich ist. Wir geben zu bedenken, dass hinsichtlich Risikokonzentration bereits die Vorgaben zur Risikoverteilung greifen. Eine Diversifikation bezüglich Laufzeiten erachten wir ferner als nicht notwendig, da durch die Anerkennung als HQLA der Kategorie 2 eine jederzeitige Veräusserung grundsätzlich Voraussetzung ist.

Rz 157 ff: „besonders sicheres Einlagensicherungssystem“

Wir beantragen, die Begrifflichkeit des besonders sicheren Einlagensicherungssystems klar zu definieren und insbesondere mit der Schweizer Einlagensicherung (esisuisse) zu harmonisieren. Diesbezüglich schlagen wir folgende Formulierung vor: „Besonders sichere Einlagensicherungen sind solche, welche einen gleichwertigen Schutz wie die Schweizer Einlagensicherung bieten, oder folgende Bedingungen erfüllen...“.

Rz 168: Verkauf von Kassenobligationen an juristische Personen

Uns ist aufgefallen, dass nur Kassenobligationen, die an Privatkunden verkauft wurden, geregelt sind (Rz 168). Eine Vorgabe für Kassenobligationen, die an juristische Personen verkauft wurden, was in der Praxis durchaus vorkommen kann, fehlt jedoch. Zudem ist uns unklar, wie sichergestellt werden kann, dass solche Produkte nicht von anderen Parteien gekauft und insbesondere gehalten werden können, da es sich oftmals um übertragbare Inhaber-Wertpapiere handelt.

Rz 185 ff.: Internes Modell zur Berechnung des Anteils operativer Einlagen

Wir erachten die Bestimmung, wonach die Banken ein internes Modell zur Berechnung des Anteils der als operativ geltenden Einlagen entwickeln und der FINMA zur Genehmigung vorlegen müssen (Rz 185 ff.), als zu weitgehend. Eine Vereinfachung für kleinere und mittlere Banken ist wünschenswert. Diesbezüglich sollte anstelle beziehungsweise zusätzlich zu einem internen Modell auch eine systematische Methode zur Identifizierung solcher Einlagen möglich sein. Wir verweisen diesbezüglich auf den im Kreis der Nationalen Arbeitsgruppe eingereichten Vorschlag, welcher aus Zeitgründen nicht mehr in die Vernehmlassungsdokumente einfliessen konnte.

Rz 198: Einlagen anderer juristischer Personen

Stiftungen werden in der Anhörungsvorlage nicht namentlich erwähnt und fallen deshalb unter die Kategorie „Einlagen aller anderen juristischen Personen“ (Rz 198). Dabei kommt, wie bei Pensionskassen (Rz 199), generell eine Abflussrate von 100% zur Anwendung (Ziffer 7.1.6 Anhang 2 LiqV). Analog zu den Pensionskassen (vgl. Rz 199)

entbehrt dies einer überzeugenden Grundlage und berücksichtigt das im internationalen Vergleich einzigartige schweizerische System nicht.

Des Weiteren sollten nur diejenigen Treuhandfirmen explizit unter diese Regelung fallen, welche einen Vermögensverwaltungsvertrag mit Vollmacht zur Verschiebung der Einlagen auf eine andere Bank haben, ohne speziellen Auftrag des Kunden.

Ferner sind Einlagen, bei welchen die Bank nur Agent ist, aber diese in der Bilanz aufführt (Unit-linked Business), generell auszunehmen.

Rz 201: „Look Through“- Ansatz bei Trust-Strukturen

Die Formulierung „...eines Trusts eine genau individualisierbare natürliche Person...“ erscheint uns zu eng. Wir schlagen folgende Formulierung vor: „...eine oder mehrere natürliche Personen, welche wirtschaftlich verbunden sind...“. Unseres Erachtens wäre hier ein „Look Through“- Ansatz gerechtfertigt: Handelt es sich bei der begünstigten Person um eine oder mehrere wirtschaftlich verknüpfte natürliche Personen, so kommt eine Abflussrate von 10 bzw. 25% zur Anwendung, bei den übrigen Trust-Strukturen hingegen 40%.

Rz 221: Definition „andere Transaktionen“

Wir bitten um eine Definition der Begrifflichkeit „andere Transaktionen“. Wir gehen davon aus, dass dies nur für derivatähnliche Strukturen gilt, nicht aber beispielsweise für besicherte Refinanzierungen wie Repo, SLB, etc., deren Substitutionsmöglichkeiten speziell geregelt sind.

Rz 250 ff.: Anrechnung zusätzlicher Fremdwährungs- und Kategorie 2 HQLA

Banken dürfen die Anrechnung zusätzlicher Fremdwährungs-HQLA und die Anrechnung zusätzlicher HQLA der Kategorie 2 zur Deckung des Nettomittelabflusses in Schweizer Franken nicht gleichzeitig anwenden. Diese Bestimmung ist zu restriktiv, weshalb wir deren Aufhebung beantragen.

Rz 251 hält fest: "Die Anrechnung zusätzlicher HQLA der Kategorie 2 in Schweizer Franken ist auf Banken beschränkt, die aufgrund ihres Geschäftsmodells inlandorientiert sind und Verbindlichkeiten in allen Fremdwährungen von weniger als 5 Prozent der Gesamtverbindlichkeiten eingehen oder über keinen angemessenen Prozess zur Messung, Steuerung und Kontrolle von Fremdwährungsrisiken verfügen."

Das kann dahingehend verstanden werden, als dass eine Bank zwingend über alle Währungen zusammen weniger als 5% der Gesamtverbindlichkeiten eingehen darf. Das ist unseres Erachtens aber nicht die Meinung, sondern pro Währung darf nicht mehr als 5% der Gesamtverbindlichkeiten vorhanden sein. Ansonsten wäre diese Vorgabe unseres Erachtens zu restriktiv.

Weiter sollten hinsichtlich besserer Flexibilität die Währungsauswahl der Diversifikation der SNB angepasst und weitere Währungen zur Anrechnung von Fremdwährungs-HQLA zur Deckung des Nettomittelabflusses in Schweizer Franken zugelassen werden.

Rz 252 (neu): Ausnahmeregelung für anerkannte Girozentralen

Die Girozentralen übernehmen Aufgaben für die Sicherstellung der Liquidität der angeschlossenen Banken, welche durch die neuen Liquiditätsanforderungen zukünftig nicht mehr erfüllt werden könnten. Es handelt sich dabei insbesondere um die Bereitstellung des SNB-Anschlusses, die Bereitstellung eines Marktzuganges um hochliquide Aktiva zu handeln, die Bewirtschaftung von hoch liquiden Anlageportfolios (Risikodiversifikation, Risikoabsicherung, Kostenbündelung), die Bereitstellung operativer Prozesse für die Liquiditätsverwaltung und auch die Bereitstellung von kurzfristiger Liquidität (Repo Zugang).

Wir beantragen alsdann, das FINMA-Rundschreiben durch folgende neue Rz 252 zu ergänzen:

„Die Randziffern 250 und 251 sind für von der FINMA anerkannte Girozentralen für Anlagen ihrer Mitgliedsbanken nicht anwendbar.“

Rz 258: Zusätzlicher Abschlag für Fremdwährungsrisiken

Unseres Erachtens ist ein Abschlag in der Höhe von 8% zu hoch. Da die Bank bereits selbst eine Wechselkurs-Fluktuation einplant, sollte ein Abschlag von 3% ausreichen.

Rz 260: Fremdwährungs-HQLA-Obergrenze

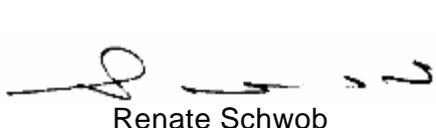
Die Obergrenze von 40% für anrechenbare Fremdwährungs-HQLA erachten wir als zu tief, sie sollte in der Folge auf z.B. 60% angehoben werden.

Rz 264: Ausnahmeregelung für zusätzliche Aktive der Kat. 2

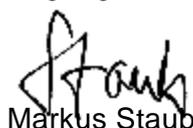
Wir erachten die Vorgabe von Rz 264 bezüglich Konzentrations-, Preis- und Monetisierungsrisiken als zu restriktiv. Dies könnte, analog zu Rz 145, dazu führen, dass kleinere und mittlere Banken von der Option, über die Obergrenze von 40% hinaus HQLA der Kategorie 2 in Schweizer Franken zu halten, letztlich gar nicht profitieren können.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen. Für allfällige Rückfragen oder eine vertiefte Erörterung unserer Stellungnahme stehen wir Ihnen selbstverständlich jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Renate Schwob



Markus Staub

Beilage: Redaktionelle Kommentare

Anhörung Revision Liquidität

Redaktionelle Kommentare

Beilage zur Stellungnahme

| Dokument | Stellungnahme |
|-----------------------|--|
| LiqV | Details zu den einzelnen Positionen der Liquiditätsverordnung |
| | Wir bedauern, dass insbesondere in Bezug auf Ausserbilanzpositionen nicht auf die bestehenden Vorgaben aus den Rechnungslegungsvorschriften zurückgegriffen wurde. Dies würde eine Abstimmung zwischen Rechnungslegung und Liquiditätsnachweis wesentlich erleichtern. |
| Art. 2 Abs. 2 | Wir schlagen vor, „...gegen kurzfristig...“ durch „... zur Abdeckung von kurzfristig eintretenden...“ zu ersetzen. |
| Art. 3 Abs. 2 | Wir schlagen folgende Formulierung vor: „... auf Stufe Finanzgruppe und bei Bedarf auf Stufe Einzelinstitut...“ |
| Art. 4 | Es ist fragwürdig, ob die Prüfgesellschaften auch die Richtigkeit der Berichterstattung aller Beobachtungskennzahlen zu bestätigen haben. Wir schlagen folgende Formulierung vor: „... und zu wichtigen weiteren Beobachtungskennzahlen...“. |
| Art. 15 Abs. 4 | Wir schlagen vor: „Stellt der Plan nicht sicher, ...“ durch „Geht aus dem Plan nicht hervor,...“ zu ersetzen. |
| Art. 16 Abs. 1 | Wir schlagen vor: „...wesentliche Werteinbusse verfügen...“ durch „...wesentliche Werteinbusse zur Beschaffung von Liquidität verfügen...“ zu ersetzen. |
| Art. 17 Abs. 3 | Wir schlagen vor: „...von der Besicherung...“ durch „...von der Art der Besicherung...“ zu ersetzen. |
| Art. 17a Abs. 5 | Wir schlagen vor den Begriff „gelten“ durch „qualifizieren“ zu ersetzen. |
| Art. 18 Abs. 1 lit. a | Wir schlagen folgende Präzisierung vor: „...in ihrer ausgewiesenen...“ |
| FINMA-RS | Details zu den einzelnen Positionen des FINMA-RS |
| Rz 22 | Wir beantragen, den Begriff „Konzentrationslimiten“ durch „Beschränkungen von Konzentration“ (vgl. Rz 59) zu ersetzen. |
| Rz 117 | Wir beantragen den Begriff „Widereinhaltung“ durch „Wiedereinhaltung“ zu ersetzen. |
| Rz 123 | Wir bitten um folgende Präzisierung: „...weitreichenden, modellbasierten Annahmen...“. Der Teilsatz „...einschränkenden Annahmen wie bei strukturierten Produkten üblich,“ ist zu streichen. |
| Rz 149 | Wir schlagen vor, den Begriff „als“ durch „wie“ beziehungsweise „analog zu“ zu ersetzen. |

| | |
|---------------------------------|---|
| Rz 156 | Wir beantragen, die Begrifflichkeit „gleichem Zahlungsgrund“ zu streichen, da es sich grundsätzlich um unterschiedliche Rechnungen handelt. |
| Rz 175 | Da wir der Ansicht sind, dass nicht sämtliche Definitionen erfüllt sein müssen, schlagen wir vor, „die folgenden Definitionen“ durch „eine der folgenden Definitionen“ zu ersetzen. |
| Rz 180 | Korrespondenzbankgeschäfte verstehen wir als ausschliessliche Erbringung von Zahlungsverkehrsdienstleistungen im Auftrag einer Bank ohne weitere Dienstleistungen (z.B. Inkasso). Wir bitten um eine diesbezügliche nähere Definition. |
| Rz 194 | Wir beantragen, die Auflistung um „Säule 2b“- Freizügigkeitsleistungen zu ergänzen. |
| Rz 231 | Wir schlagen vor, den Begriff „darf“ durch „muss“ zu ersetzen. |
| Rz 298 | Wir schlagen vor, die Formulierung „...auf 0 Prozent ansetzen.“ durch „...bis auf 0 Prozent reduzieren.“ zu ersetzen. |
| Anhang 1 LiqV | Details zu den einzelnen Positionen des Anhangs 1 |
| A. | Wir bitten um Klarstellung, dass diese Definition nicht nur für HQLA gilt, sondern auch für alle Bereiche der LCR inkl. Abflüsse und Zuflüsse. |
| Ziffer 1 | Unseres Erachtens sollte klar definiert werden, ob kollektive Anlagevehikel wie z.B. Pensionskassen nach Schweizer Recht darin eingeschlossen sind. |
| C. | Wir schlagen vor, dass klar definiert wird, dass „Nicht als Finanzinstitut geltende Finanzierungstöchter“ als Nicht-Finanzinstitute gelten. |
| Anhang 2 LiqV | Details zu den einzelnen Positionen des Anhangs 2 |
| Ziffer 8 | Ziffer 8.3.4: Wir schlagen vor, die Begrifflichkeit „...mit der Zusage der Bank,...“ durch „...mit der verbindlichen Zusage der Bank,...“ zu ersetzen. Ziffer 8.3.5: Wir schlagen vor den Begriff „vermarktet“ durch „bewirtschaftet“ zu ersetzen. |
| Anhang 3 LiqV | Details zu den einzelnen Positionen des Anhangs 3 |
| Ziffer 3 | Wir schlagen folgende Präzisierung vor: „...berichtenden Bank von anderen Finanzinstituten gewährte...“. |
| Erläuterungsbericht LiqV | Details zu den einzelnen Positionen des Erläuterungsberichts LiqV |
| Ziffer 5.3 zu Art. 17g | Der monatliche Stichtag, auf welchem die LCR gerechnet werden soll, ist nicht konsistent in der LiqV und dem Erläuterungsbericht zur LiqV. Der Erläuterungsbericht bezieht sich auf „Stichtag ist der letzte Kalendertag des Monats (Abs. 4) Fällt dieser auf einen Samstag, Sonntag oder einen Feiertag, dann ist der letzte Arbeitstag im Monat der Stichtag.“ Da der Konsolidierungsprozess auf „Stichtag ist der letzte Kalendertag des Monats“ basiert, beantragen wir, den zweiten Teilsatz zu streichen. |

| | |
|---|--|
| Ziffer 5.3 zu Art. 12, 1. Absatz | Wir beantragen, die Begrifflichkeit „innerhalb der 30-tägigen Stressperiode“ aus dem Satz „Die Anforderungen einer dauerhaften Einhaltung innerhalb der 30-tägigen Stressperiode ist analog der Anforderungen zur dauerhaften Erfüllung der Eigenmittel...“ zu streichen, da dies die Interpretation zulässt, dass der tiefste Wert innerhalb der 30-Tage-Stressperiode massgebend ist und den Anforderungen genügen muss. Unseres Erachtens handelt es sich hier jedoch um den Wert nach der 30-tägigen Stressperiode, der dauerhaft erfüllt sein soll. |
| Ziffer 5.3 zu Art. 17j, 3. Absatz | Wir beantragen, die Begrifflichkeit „innerhalb des 30-tägigen Liquiditätsstresses“ aus dem Satz „Die LCR ist stetig, d.h., zu jedem Zeitpunkt innerhalb des 30-tägigen Liquiditätsstresses einzuhalten...“ zu streichen, da dies die Interpretation zulässt, dass der tiefste Wert innerhalb der 30-Tage-Stressperiode massgebend ist und den Anforderungen genügen muss. Unseres Erachtens handelt es sich hier jedoch um den Wert nach der 30-tägigen Stressperiode, welcher dauerhaft erfüllt sein soll. |
| Erläuterungsbericht FINMA-RS | Details zu den einzelnen Positionen des Erläuterungsberichts FINMA-RS |
| Ziffer 2.6.4 | Gemäss Erläuterungsbericht zum Rundschreiben dürfen kleinere Banken den Liquiditätsbedarf aus Derivaten anhand des vergangenheitsbezogenen Ansatzes quantifizieren. Dies entspricht nicht dem Verständnis, das in der Nationalen Arbeitsgruppe geschaffen wurde. Wir beantragen die Streichung dieser Einschränkung aus dem Erläuterungsbericht. |



Per E-Mail
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
CH- 3003 Bern

II. Departement

Bundesplatz 1
CH-3003 Bern
Telefon +41 31 327 02 11
Fax +41 31 327 02 21
www.snb.ch

Bern, 24. März 2014

Stellungnahme zur Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“

Sehr geehrter Herr Frech

Gerne ergreifen wir die Gelegenheit, im Rahmen der Anhörung zum Entwurf des revidierten Rundschreibens „Liquidität Banken“ Stellung zu nehmen.

Wir begrüßen die Vorgaben zur Quote für kurzfristige Liquidität (Liquidity Coverage Ratio, LCR), wie sie in der Revision der Liquiditätsverordnung umgesetzt und im Rundschreiben „Liquidität Banken“ weiter präzisiert werden. Bei der vorgeschlagenen Ausgestaltung wurde aus heutiger Sicht die geeignete Balance zwischen einer möglichst getreuen Umsetzung der Vorgaben des Basler Ausschusses und der Berücksichtigung spezieller schweizerischer Gegebenheiten gefunden, um ungewollte negative Auswirkungen auf geldpolitische Operationen der SNB sowie den besicherten Interbankenmarkt zu minimieren. Wegen ihrer zentralen Bedeutung wird die SNB die Auswirkungen dieser neuen Liquiditätsregulierung regelmässig analysieren, um gegebenenfalls frühzeitig auf unbeabsichtigte Konsequenzen hinweisen und auch künftig zur Aufrechterhaltung der angestrebten Balance beitragen zu können.

Weiter ist es aus Sicht der SNB zentral, dass die Fremdwährungsdimension ausreichend berücksichtigt wird. Wir unterstützen daher die Anforderungen in Art. 17f Abs. 1 der revidierten Liquiditätsverordnung und die hierauf abgestimmten Präzisierungen in den Randziffern 270-272 des Rundschreibens, welche von den Banken die Ermittlung und Überwachung der LCR in allen wesentlichen Fremdwährungen sowie die Festlegung angemessener Bandbreiten zu deren Erfüllung verlangt.

Mit freundlichen Grüßen
Schweizerische Nationalbank

Prof. Dr. Jean-Pierre Danthine
Vizepräsident des Direktoriums

Dr. Jürg Blum
Leiter Systemrelevante Banken



Swiss Exchange

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst EFD
CH-3003 Bern

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern

SIX Swiss Exchange AG
Selnastrasse 30
CH-8001 Zürich

Postanschrift:
Postfach 1758
CH-8021 Zürich

T +41 58 399 5454
F +41 58 499 5455
www.six-swiss-exchange.com

Zürich, 28. März 2014

**Anhörung zur Revision der Liquiditätsverordnung
Anhörung zur Totalrevision des FINMA Rundschreibens „Liquidität
Banken“**

Sehr geehrte Herren

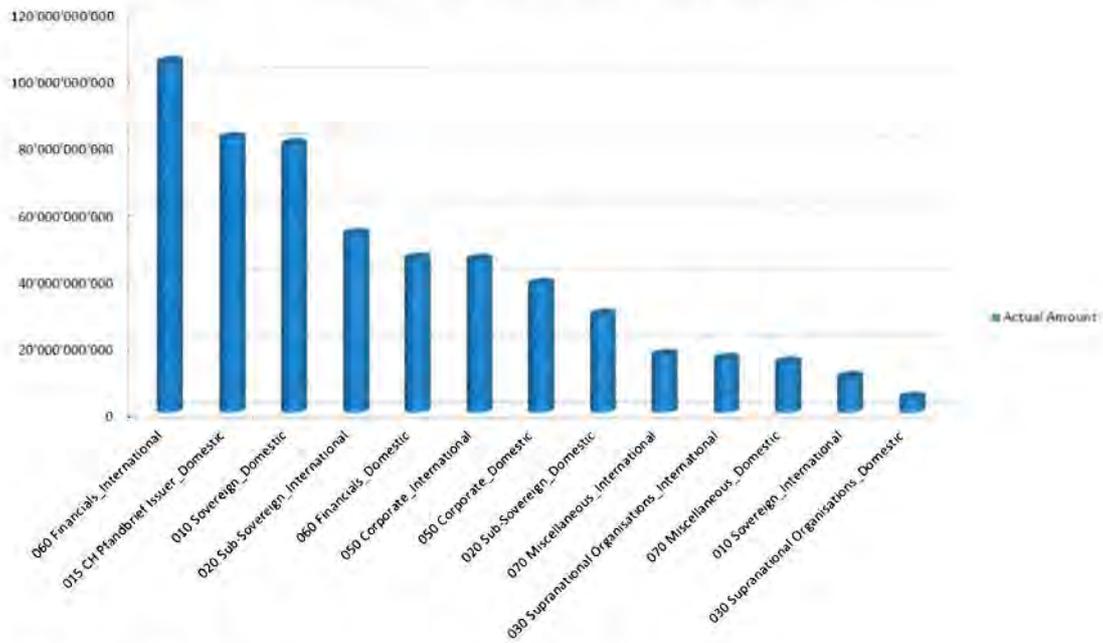
Wir beziehen uns auf diese beiden Anhörungsvorlagen und nehmen gerne zu einem Teilbereich daraus Stellung: **SIX Swiss Exchange begrüsst es, wenn mit einer verbesserten Positionierung des Schweizer Pfandbriefes im Hinblick auf seine Stellung im Liquiditätsmanagement der Banken seiner heutigen Marktstellung Rechnung getragen wird. Schweizer Pfandbriefe sind inzwischen die zweitgrösste Schuldnerkategorie, sie zeigen eine vorteilhafte Spreadentwicklung und sie genügen hohen markttechnischen Standards. Diese Aussagen beziehen sich ausschliesslich auf die Marktpositionierung des Schweizer Pfandbriefes und stellen keine Wertung der Schuldnerbonität dar.**

In den begleitenden Berichten zu den Anhörungsvorlagen wird festgehalten, dass eine Knappheit an Assets besteht, die als qualitativ hochwertig liquide Assets (HQLA) qualifizieren, und dies gilt besonders für die Level 1 Assets. Eine Entspannung in diesem Umfeld könnte mit einer besseren Positionierung des Schweizerischen Pfandbriefes erzielt werden. Eine entsprechende Eingabe wird dazu von der Pfandbriefbank der Schweizerischen Hypothekarinstitute erstellt. Aus Sicht der SIX Swiss Exchange als Emissions- und Handelsplatz dieser Instrumente ist eine entsprechende Entwicklung zu begrüßen. Die nachstehenden Argumente aus Marktsicht sollen dies verdeutlichen.

Schweizer Pfandbriefe mit hohem Emissionsvolumen

Mit einem Totalbetrag von CHF 82 Milliarden an ausstehendem Volumen stellen die Anleihen der schweizerischen Pfandbriefinstitute an der SIX Swiss Exchange die zweitgrösste Schuldnerkategorie dar. Damit rangieren sie vor den Schweizer Bundesanleihen.

Outstanding Amount in CHF 28.2.2014



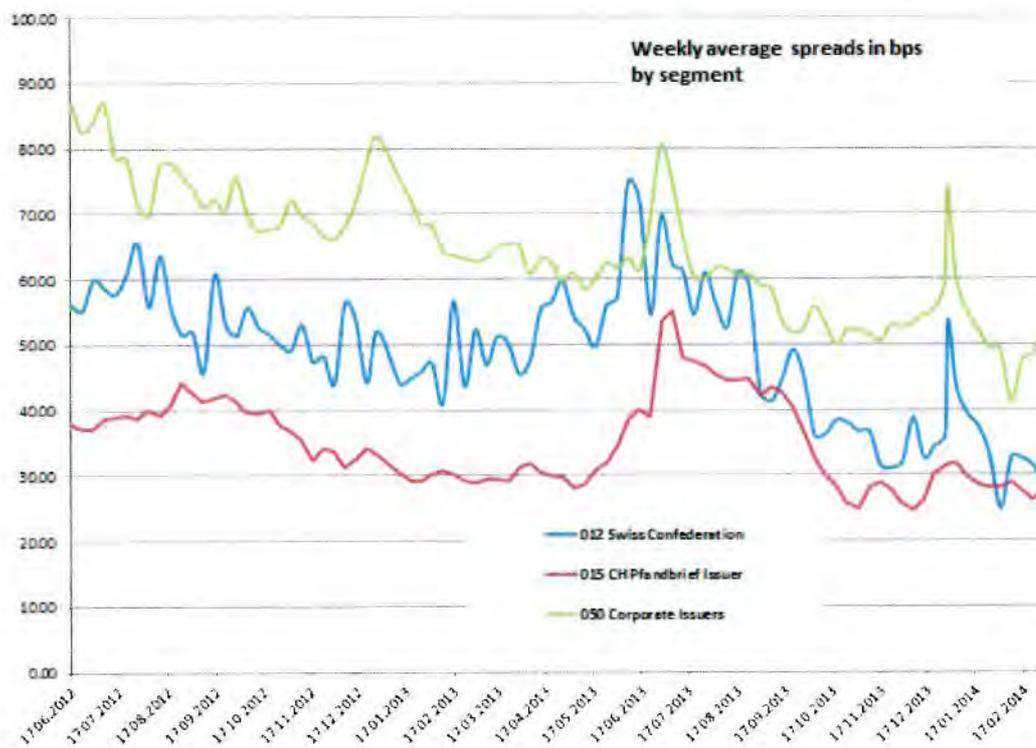
Quelle: SIX Swiss Exchange

Dieses ausstehende Volumen von total CHF 82 Milliarden verteilt sich auf 150 Anleihen. Damit ist auch eine Diversifizierung in der Anlagetätigkeit sichergestellt.

Mit einem Anstieg des jährlichen Emissionsvolumens seit 2005 von CHF 5,4 Milliarden auf CHF 14,6 Milliarden im 2013 hat sich das Segment der Schweizer Pfandbriefe klar als grösstes Neuemissionssegment an der SIX Swiss Exchange positioniert. In der gleichen Zeit stagnierte das Emissionsvolumen der Schweizer Bundesanleihen (CHF 6,6 Milliarden im 2005 gegenüber CHF 7,4 Milliarden im 2013). Mit diesem Emissionsvolumen kann der Schweizer Pfandbrief auch den jährlichen Bedarf an HQLA in hohem Ausmass abdecken.

Vorteilhafte Spreadentwicklung der Schweizer Pfandbriefe

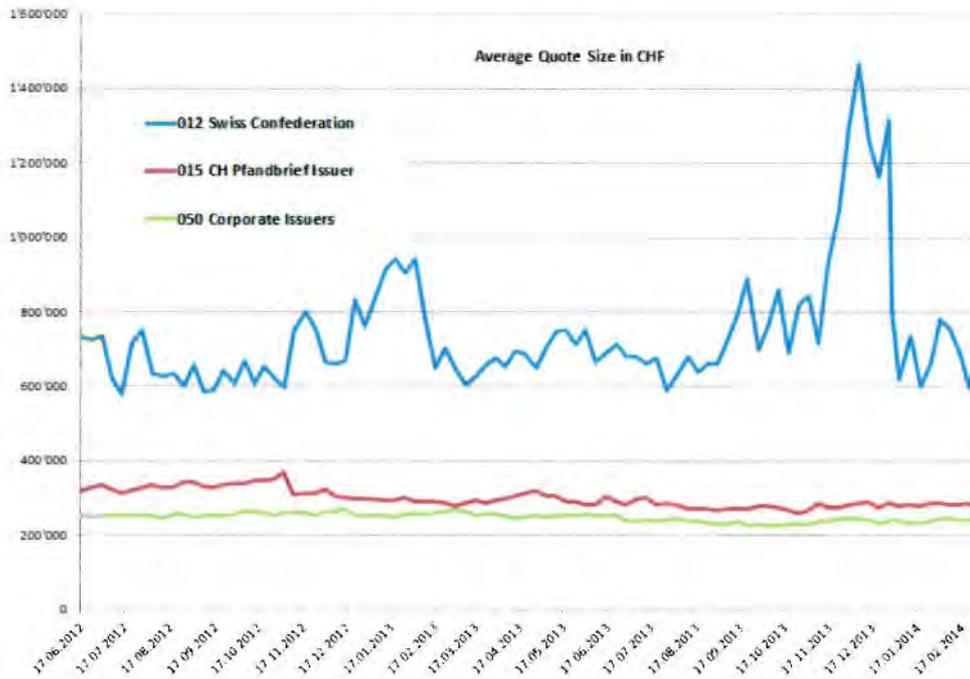
Die Spreadentwicklung zeigt für die Schweizer Pfandbriefe eine konstant bessere Positionierung gegenüber den Schweizer Bundesanleihen und den Unternehmensanleihen. Der Spread ist definiert als die zeitgewichtete durchschnittliche Spanne zwischen höchstem Geldkurs und niedrigstem Briefkurs von zweiseitigen Quotes (d.h. Ankaufs- und Verkaufsvolumen) der Market Maker in den Auftragsbüchern von SIX Swiss Exchange - ausgedrückt in Basispunkten.



Quelle: SIX Swiss Exchange

Überdurchschnittlich hohe Ankaufs- und Verkaufsvolumen der Schweizer Pfandbriefe

Das durchschnittliche Ankaufs- und Verkaufsvolumen der Market Maker in den 150 Schweizer Pfandbriefen ist zwar tiefer als dasjenige der Schweizer Bundesanleihen, wobei es zu berücksichtigen gilt, dass nur gerade 21 Schweizer Bundesanleihen ausstehend sind. Hingegen sind die durchschnittlichen Ankaufs- und Verkaufsvolumen der Schweizer Pfandbriefe höher als dasjenige der Unternehmensanleihen.



Quelle: SIX Swiss Exchange

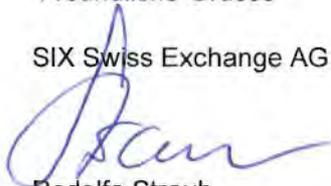
Schweizer Pfandbriefe genügen hohen markttechnischen Standards

Die genannten Argumente zeigen auf, dass bezüglich ihres Verhaltens im Markt die Schweizer Pfandbriefe hohen Standards genügen und als Schuldnerkategorie sehr gut positioniert sind. Dies gilt mit dem Vorbehalt, dass damit bezüglich Schuldnerbonität keine Aussage unsererseits gemacht wird.

Wir danken Ihnen für die wohlwollende Prüfung unserer Argumente aus Marktsicht hinsichtlich einer verbesserten Positionierung des Pfandbriefes. Für ergänzende Fragen oder Auskünfte stehen wir gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

SIX Swiss Exchange AG



Rodolfo Straub
Head SIX Exchange Regulation



Ueli Goldener
Head Fixed Income Product Management

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Per Email: tim.genovese-frech@finma.ch

Zürich, 28. März 2014

Betreff: Stellungnahme zur Anhörung Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“

Sehr geehrter Herr Genovese-Frech

Für die Zustellung der Unterlagen zur Totalrevision des Rundschreibens „Liquidität Banken“ und die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir bestens.

Die Fachkommission Bankenprüfung der TREUHAND-KAMMER hat sich intensiv mit dem Entwurf des Rundschreibens befasst. In der Beilage überlassen wir Ihnen unsere Kommentare und Anregungen.

Wir möchten darauf hinweisen, dass nach unseren Informationen Anfang Mai die neuen Rechnungslegungsvorschriften publiziert werden, die auf freiwilliger Basis bereits für das Geschäftsjahr 2014 angewendet werden können und zwingend auf den Abschluss per 31. Dezember 2015 einzuhalten sind. Im Rundschreiben wird auf die derzeit gültigen Rechnungslegungsvorschriften (Rundschreiben 2008/2) verwiesen. Wir regen an im Rundschreiben bereits auf die neuen Rechnungslegungsvorschriften zu verweisen und in einem bis zum 30. Dezember 2015 gültigen Anhang die entsprechenden Regelungen mit Bezug auf die aktuell gültigen Rechnungslegungsvorschriften auszuführen.

Für Fragen steht Ihnen Herr Rolf Walker gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
TREUHAND-KAMMER



Dr. Thorsten Kleibold
Mitglied der Geschäftsleitung



Rolf Walker
Präsident der Fachkommission Bankenprüfung

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | neu | FINMA-RS 2013/6 | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|----|--|--|--|---|
| | II. Qualitative Anforderungen an das Liquiditätsmanagement | | | |
| 6 | In allen Fällen muss sichergestellt sein, dass hinsichtlich der freien Übertragung finanzieller Mittel und Sicherheiten keine Beschränkungen vorliegen. | (3) In beiden Fällen muss sichergestellt sein, dass hinsichtlich der freien Übertragung finanzieller Mittel und Sicherheiten keine Beschränkungen vorliegen. | In allen Fällen muss <u>die Bank oder die ausländische Niederlassung nachweisen sichergestellt sein</u> , dass hinsichtlich der freien Übertragung finanzieller Mittel und Sicherheiten keine Beschränkungen vorliegen. | Die Prüfung der freien Übertragbarkeit bei Auslandsbanken in der Schweiz ist in der Praxis nicht möglich. In Krisenfällen hat der ausländische Regulator in der Regel die Möglichkeit ad-hoc Beschränkungen anzuordnen, wie z.B. im Fall Lehman, in der Zypernkrise etc. |
| 7 | Der Verwaltungsrat und die Geschäftsleitung einer Gruppengesellschaft oder diejenigen einer zentralen Organisation angeschlossenen Bank sind dafür verantwortlich, dass die Muttergesellschaft bzw. die zentrale Organisation die Anforderungen an das qualitative Liquiditätsrisikomanagement für die Gruppengesellschaft oder an dasjenige eines einer zentralen Organisation angeschlossenen Instituts wahrnimmt. | (4) Der Verwaltungsrat und die Geschäftsleitung einer Gruppengesellschaft oder diejenigen einer zentralen Organisation angeschlossenen Bank sind dafür verantwortlich, dass die Muttergesellschaft bzw. die zentrale Organisation die Anforderungen an das qualitative Liquiditätsrisikomanagement für die Gruppengesellschaft oder an dasjenige eines einer zentralen Organisation angeschlossenen Instituts wahrnimmt. | | Dieselbe Verantwortlichkeit sollte auch für die Geschäftsleitung der ausländischen Niederlassungen in der Schweiz gelten. Entsprechend sind diese Niederlassungen hier auch zu erwähnen. |
| 8 | Die Anforderungen des zweiten Kapitels dieses Rundschreibens sind abhängig von der Grösse der Bank sowie Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftsaktivitäten umzusetzen. Öffnungsklauseln in den Randziffern des zweiten Kapitels weisen auf die verhältnismässige Anwendung hin, in dem kleine Banken von deren Umsetzung ausgenommen sind. | (10) Die Anforderungen des zweiten Kapitels dieses Rundschreibens sind abhängig von der Grösse der Bank sowie Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftsaktivitäten umzusetzen. Öffnungsklauseln in den Randziffern des zweiten Kapitels weisen auf die verhältnismässige Anwendung hin, in dem kleine Banken von deren Umsetzung ausgenommen sind. | Die Anforderungen des zweiten Kapitels dieses Rundschreibens sind abhängig von der Grösse der Bank sowie Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftsaktivitäten umzusetzen. Öffnungsklauseln in den Randziffern des zweiten Kapitels weisen auf die verhältnismässige Anwendung hin, in dem kleine Banken von deren Umsetzung ausgenommen sind. <u>„Kleine Banken“ umfassen alle Kategorie-5-Banken. Kategorie-4-Banken können unter diesen Begriff fallen wenn die zusätzlichen Anforderungen in den jeweiligen Randziffern erfüllt sind.</u> | Der Begriff „kleine Banken“ ist rechtsverbindlich im Rundschreiben festzulegen (vgl. auch Rz 118 FINMA RS 08/21). Der Anhörungsbericht vom 17.12.2012 sowie das darin genannte Aufsichtskonzept im FINMA-Jahresbericht 2011 sind für die Beaufsichtigten nicht verbindlich. Zudem besteht die Gefahr einer konzeptionellen Verzettelung, wenn solch zentrale Begriffe nur in einem Anhörungsbericht definiert werden. |
| 29 | Banken bestimmen die Ausgestaltung oder den Verzicht ihrer Umsetzung der Zuordnung der Liquiditätskosten auf die Geschäftsaktivitäten basierend auf dem Proportionalitätsprinzip (Rz 8). Der Entscheid ist nachvollziehbar zu begründen und zu dokumentieren. | (19) Kleine Banken ohne substantielles Firmenkundengeschäft oder Kapitalmarktaktivitäten können auf eine Zuordnung des Liquiditätsrisikos auf die Geschäftsaktivitäten verzichten. Solche Banken haben dies nachvollziehbar zu begründen und zu dokumentieren. | Banken bestimmen die Ausgestaltung oder den Verzicht ihrer Umsetzung der Zuordnung der Liquiditätskosten auf die Geschäftsaktivitäten basierend auf dem Proportionalitätsprinzip (Rz 8). Der Entscheid ist nachvollziehbar zu begründen und zu dokumentieren. <u>Kleine Banken ohne substantielles Firmenkundengeschäft oder Kapitalmarktaktivitäten können auf eine Zuordnung des Liquiditätsrisikos auf die Geschäftsaktivitäten verzichten.</u> | Im Erläuterungsbericht vom 17.01.2014 wird unter Kap. 2.1 festgehalten, dass kleine Banken nach wie vor auf eine Zuordnung des Liquiditätsrisikos auf die Geschäftsaktivitäten verzichten können. Die Rz 19 des FINMA-RS 2013/6 ist im neuen Rundschreiben wieder aufzunehmen. |

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | Neue Bestimmungen, im vorangehenden RS nicht enthalten | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|-----|--|---|---|
| | III. Quantitative Anforderungen (Quote zur kurzfristigen Liquidität, LCR) | | |
| neu | n/a | Neue Rz vor Rz 104: <u>Der Konsolidierungskreis der in die LCR Berechnung auf Stufe Finanzgruppe einzubeziehenden Einheiten bestimmt sich grundsätzlich gemäss den Eigenmittelvorschriften [oder allenfalls den Rechnungslegungsvorschriften (je nach Absicht der FINMA)].</u> | Es ist eindeutig zu regeln, wie der Konsolidierungskreis bestimmt wird, bevor anschliessend die Ausnahmen davon geregelt werden. |
| 105 | Die LCR nach Art. 14 Abs. 2 Bst. a LiqV berechnet sich, indem alle LCR relevanten Positionen nach Art. 17b, 17c, 17d und Anhängen 2 und 4 LiqV in sämtlichen Währungen in Schweizer Franken umgerechnet, zu erfassen sind. Vorbehaltlich der Ausführungen in Art. 17e und Art. 17f LiqV sind zur Berechnung der LCR nach Art. 14 Abs. 1 Bst. a LiqV qualitativ hochwertige, liquide Aktive („high quality liquid assets“, HQLA) unabhängig von der Währungszusammensetzung zulässig. | | Konzeptionell gehört diese Rz nicht zum Anwendungsbereich. Wir schlagen vor, sie unter einem neuen Untertitel „B. LCR Berechnungsweise“ einzuordnen. |
| 106 | Eine Tochtergesellschaft oder eine Beteiligung darf im Konsolidierungskreis bei der Berechnung der LCR unberücksichtigt bleiben, wenn die gemäss Rundschreiben 2008/2 - Rechnungslegung Banken berechnete Gesamtsumme des Totals der Aktiven zuzüglich Ausserbilanzgeschäften der Tochtergesellschaft oder Beteiligung unter dem niedrigeren der beiden folgenden Beträge liegt: | | <p>Der Unterschied zwischen Tochtergesellschaft und Beteiligung ist zu erklären. Insbesondere ist vor der Festlegung der Ausnahmen zu regeln, wie zu verfahren ist mit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mehrheitsbeteiligungen - Joint Ventures (z.B. 50% : 50%) - Minderheitsbeteiligungen (mit Beherrschung auf andere Weise, z.B. Beistandspflicht) - Minderheitsbeteiligungen (ohne Beherrschung auf andere Weise) - mit der Bank verbundene Zweckgesellschaften und Wertpapierfinanzierungsvehikel <p>Der Bezug auf das FINMA-RS 2008/2 im Zusammenhang mit der Berechnung der Gesamtsumme ist unklar. Es ist ferner nicht klar definiert, ob es sich bei den Tochtergesellschaften um Banken handelt.</p> <p>Es ist ferner zu erklären wie die Ausserbilanzgeschäfte in der Berechnung zu berücksichtigen sind. Nach welcher Berechnungsweise sind insbesondere die Derivaten in der Berechnung zu erfassen? Ferner stellt sich die Frage, ob auch Treuhand-Geschäfte und andere Eventualverbindlichkeiten, welche gemäss Rechnungslegungsvorschriften als Ausserbilanzgeschäfte gelten, zu berücksichtigen sind?</p> |

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | neu | FINMA-RS 2013/6 | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|-----|---|-----------------|---|---|
| 107 | a. 20 Millionen Schweizer Franken; | | | |
| 108 | b. 1 Prozent der gemäss Rundschreiben 2008/2 „Rechnungslegung Banken“ berechnete Gesamtsumme des Totals der Aktiven zuzüglich Ausserbilanzgeschäften des Mutterunternehmens oder des Unternehmens, das die Beteiligung hält. | | | Siehe Kommentar unter Rz 106 |
| 118 | Untermonatige Meldungen der LCR werden basierend auf einer Risikoeinschätzung durch die FINMA festgelegt. Tägliche oder wöchentliche LCR-Meldungen müssen der FINMA erlauben, eine angemessen fundierte Einschätzung der Liquiditätslage vorzunehmen. Untermonatige Meldungen sind in der Regel am auf den Stichtag folgenden Tag einzureichen. | | | <p>Diese Rz steht im Widerspruch zu den Ausführungen des Erläuterungsberichts (Seite 21) zu Art 17g LiqV, in denen beschrieben wird, dass der Liquiditätsnachweis zwar bis zum 15. Kalendertag des Folgemonats zu erstellen ist, dass jedoch anerkannt wird, dass die für den Liquiditätsausweis benötigten Daten nicht unmittelbar nach Monatsende zur Verfügung stehen und dass es eine gewisse Zeit braucht, bis die Daten in angemessener Form vorliegen. Es ist deshalb wenig realistisch, einen vollständigen Liquiditätsausweis auf täglicher Basis einzuverlangen, wenn eine Bank erst in Krisenzeiten mit der Umsetzung beginnt. Falls eine Bank jederzeit in der Lage sein muss, eine LCR-Meldung resp. einen vollständigen Liquiditätsausweis auf täglicher Basis zu erstellen, wäre dies nach unserer Auffassung in der LiqV zu regeln (im Sinne eines Bestandteils eines ordnungsgemässen Liquiditätsrisikomanagements)</p> <p>Falls es sich bei den genannten LCR-Meldungen nicht um den Liquiditätsnachweis handeln sollte, ist der Umfang eines solchen LCR-Reportings zu definieren, damit die Banken geeignete Vorbereitungsmaßnahmen treffen können.</p> |
| 120 | Die Bank berücksichtigt bei der Auswahl der HQLA neben der Beschränkung auf Aktiva der Kategorie 1 und 2 nach Art. 17b und Art. 17c LiqV folgende Faktoren, die einen Einfluss darauf haben, ob an einem Markt zuverlässig Liquidität beschafft werden kann: | | Die Bank berücksichtigt bei der Auswahl der In- und ausländischen HQLA sind neben der Beschränkung auf Aktiva der Kategorie 1 und 2 nach Art. 17b und Art. 17c LiqV nur dann anrechenbar, falls die folgenden Faktoren, die einen Einfluss darauf haben, ob an einem Markt zuverlässig Liquidität beschafft werden kann, durch die Banken nachweislich kumulativ erfüllt sind: | Wir gehen davon aus, dass sämtliche dieser Anforderungen für in- und ausländische HQLA zusätzlich zu den Kriterien gemäss Art. 17b und 17c LiqV zu erfüllen sind. Dies sollte präzisiert werden, da der erste Satz von Rz 128 zu einem Umkehrschluss führen könnte, dass ausschliesslich für ausländische HQLA alle Anforderungen zu erfüllen sind. |
| 124 | d. Sie sind an einer schweizerischen Börse, die von der FINMA bewilligt ist oder an einer ausländischen Börse, die aufsichtsrechtlichen und rechtlichen Anforderungen untersteht, die denen der Schweiz gleichwertig sind, kotiert; | | | Es ist klarzustellen, ob alle HQLA an einer Börse kotiert sein müssen. Ist dies der Fall, könnten bestimmte nicht kotierte Staatsanleihen nicht zum Bestand an HQLA gezählt werden können. |
| 126 | f. Aktiva, welche die SNB für besicherte Finanzierungsgeschäfte zulässt, gelten als HQLA, sofern sie | | | Es ist klarzustellen, ob alle HQLA von der SNB |

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | neu | FINMA-RS 2013/6 | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|-----|--|-----------------|---|--|
| | die Anforderungen hierfür erfüllen; und | | | zugelassen sein müssen entsprechend der veröffentlichten Liste (http://www.snb.ch/en/ifor/finmkt/operat/snbgc/id/finmkt_repos_baskets). Ist dies der Fall, dann ist der Bestand an HQLA extrem limitiert, insbesondere für Grossbanken. |
| 127 | g. Der Wert der HQLA darf durch den Eintritt der Szenarioannahmen grundsätzlich nicht negativ beeinflusst werden (Korrelationsrisiko). | | | Grundsätzlich führt die Konzentration in Level 1 Papieren zu einem erhöhten Korrelationsrisiko. |
| 128 | Im Ausland emittierte HQLA sind nur dann anrechenbar, wenn sie alle Eigenschaften nach Rz 120–127 erfüllen und sie darüber hinaus von der jeweiligen ausländischen Aufsichtsbehörde als HQLA anerkannt sind. | | | Es ist klarzustellen, wie zu verfahren ist, wenn die ausländische Aufsichtsbehörde noch keine finale LCR Regulierung veröffentlicht haben. Des Weiteren ist klarzustellen, ob lediglich die Anerkennung als HQLA bei der ausländischen Aufsichtsbehörde zu überprüfen ist oder auch ob das HQLA Level kongruent ist. Ferner stellt sich die Frage, wo die notwendigen Informationen (welche HQLA werden von ausländischen Aufsichtsbehörden anerkannt) zuverlässig ermittelt werden können. |
| 135 | e. Eine Bank prüft, ob für HQLA, die von ausländischen Einheiten gehalten werden, Transferbeschränkungen aus regulatorischen, rechtlichen, steuerlichen, buchhalterischen oder anderen Gründen bestehen. HQLA, die von ausländischen Einheiten gehalten werden, dürfen nicht zum Bestand auf konsolidierter Stufe gezählt werden wenn: | | | Siehe Kommentar zu Rz 6. Ad-hoc Beschränkungen im Stressfall sind nicht voraussehbar und sollten ausgeschlossen werden. |
| 140 | ii. falls gesetzliche Vorschriften zur Haltung dieser HQLA bestehen. | | | Es ist klarzustellen, ob in diesem Fall die zugehörigen Nettomittelabflüsse weiterhin komplett berücksichtigt werden müssen. Des Weiteren ist klarzustellen, ob unter gesetzliche Vorschriften auch die lokalen Anforderungen zur Einhaltung der LCR fallen. |
| 145 | Der Bestand an Aktiva der Kategorie 2 gemäss Art. 17c LiqV ist angemessen in Bezug auf Vermögenswert-, Emissions- und Emittententyp sowie Laufzeiten zu diversifizieren und die Angemessenheit der Diversifikation regelmässig zu überprüfen. | | | Die Begriffe Vermögenswert-, Emissions- und Emittententyp sind zu definieren. Es ist nicht klar, welche Kriterien bei der Diversifikation zu beachten sind. Dies gilt insbesondere für den Emissions- und Emittententyp. Insbesondere ist auch festzuhalten, wann eine Diversifikation als angemessen zu qualifizieren ist. |
| 146 | Die Glattstellung bewirkt, dass der Bestand an Aktiva der Kategorie 1 und 2 nach Ablauf des besicherten Finanzierungsgeschäfts massgebend ist. Folglich führen solche Geschäfte für die Berechnung der LCR zu keinen Veränderungen im Bestand an HQLA und den Nettomittelabflüssen von Barmitteln. | | <u>Mit der Glattstellung nach Art. 17 LiqV ist nur jener Bestand an HQLA massgeblich, welcher sich nach Fälligkeit dieser Geschäfte ergibt.</u> Die Glattstellung bewirkt, ... | Vervollständigung der Definition: Wesentlich ist die Betrachtung nach Fälligkeit dieser Geschäfte. |

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | neu | FINMA-RS 2013/6 | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|-----|---|-----------------|---|--|
| 151 | Einlagen von Privatkunden schliessen für die Zwecke der LCR Sichteinlagen und innert 30 Kalendertagen fällige Termineinlagen ein. | | Einlagen von Privatkunden schliessen umfassen alle Sicht- und Termineinlagen mit einer Restlaufzeit oder Kündigungsfrist von bis zu 30 Kalendertagen. für die Zwecke der LCR Sichteinlagen und innert 30 Kalendertagen fällige Termineinlagen ein. | Übernahme der Formulierung in Anhang 2 der LiqV (Pos. 1.1) zur Wahrung der Konsistenz. |
| 154 | a. Bestandteil einer etablierten Geschäftsbeziehungen sind, so dass ein Rückzug der Einlagen höchst unwahrscheinlich ist, oder | | | Was versteht man unter einer „etablierten“ Geschäftsbeziehung? Wie unterscheidet sich eine etablierte Geschäftsbeziehung von den übrigen Geschäftsbeziehungen? Der Begriff „etablierte Geschäftsbeziehung“ sollte definiert werden. |
| 156 | Zahlungsverkehrskonten sind Konten, bei denen es regelmässig zu Transaktionen mit gleichem Zahlungsgrund und gleicher Gegenpartei kommt. | | | Es sollte klargestellt werden, ob Zahlungsverkehrskonten der Definition von Transaktionskonten gemäss Erläuterungen zur Ausführlichen Monatsbilanz (MONA) entsprechen. |
| 168 | Kassenobligationen und andere Schuldverschreibungen können als Einlagen von Privatkunden behandelt werden, wenn diese ausschliesslich an Privatkunden verkauft wurden und in Privatkundendepots gehalten werden, wobei sichergestellt sein muss, dass diese nicht von anderen Parteien als Privatkunden gekauft und gehalten werden können. | | | Es sollte ergänzt werden, wie Kassenobligationen behandelt werden müssen, die die entsprechenden Kriterien nicht erfüllen (z.B. physische Kassenobligationen oder in Depots anderer Banken liegend). |
| 169 | Von Geschäfts- oder Grosskunden bereitgestellte Finanzmittel sind Einlagen von juristischen Personen. | | Von Geschäfts- oder Grosskunden bereitgestellte Finanzmittel sind Einlagen von juristischen Personen (<u>inkl. Trusts und Stiftungen</u>). | Trusts und Stiftungen sind rechtlich weder natürliche noch juristische Personen sondern „verselbständigte Vermögen“. Da gemäss Abs. 2.6.3 Erläuterungsbericht die Absicht besteht, die Trusts den juristischen Personen zuzurechnen, ist eine entsprechende Präzisierung angezeigt. Nebst dem im internationalen Recht üblichen „Trust“ sollte die im Schweizer Recht vorgesehene „Stiftung“ als Vehikel für verselbständigte Vermögen ebenfalls genannt werden. |
| 173 | Kleinunternehmen sind juristische Personen des Nicht-Finanzsektors mit einem Kreditvolumen, gegebenenfalls auf konsolidierter Ebene, und einer Gesamthöhe der Einlagen, gegebenenfalls auf konsolidierter Ebene, von weniger als 1.5 Mio. Schweizer Franken Kreditvolumen und Gesamthöhe der Einlagen sind separat zu betrachten und eine Verrechnung ist ausgeschlossen. Konsolidierte Ebene bedeutet, dass ein Verbund von Kleinunternehmen als ein einziger Gläubiger bzw. Schuldner anzusehen ist. Die bereitgestellten Mittel müssen von der Bank wie Einlagen von Privatkunden geführt werden und sie müssen ähnliche Merkmale wie Einlagen von Privatkunden aufweisen. | | | Der Begriff „Verbund von Kleinunternehmen“ sollte definiert werden. Sind damit „verbundene Gegenparteien“ im Sinne der Risikoverteilungsvorschriften gemeint? Die Bedeutung des letzten Satzes ist nicht vollständig klar. Eine beispielhafte Aufzählung könnte hilfreich sein. |
| 176 | i. Clearing-Beziehungen bezeichnen ein Dienstleistungsangebot, mittels welchem Kunden Geld oder Wertpapiere indirekt über Direktteilnehmer von inländischen Abwicklungssystemen an die Endempfänger übertragen können; | | | Eine Erläuterung des Sachverhalts (z.B. im Anhörungsbericht) wäre für das Verständnis dieser Regelung hilfreich. |

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | neu | FINMA-RS 2013/6 | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|-----|---|-----------------|---|--|
| 179 | b. diese im Rahmen einer etablierten Geschäftsbeziehung erbracht werden müssen, von der der Einleger in wesentlichem Masse abhängig ist; | | | Der Begriff „Etablierte Geschäftsbeziehung“ sollte definiert werden. |
| 183 | f. die Einlagen in speziell gekennzeichneten Konten gehalten und so verzinst werden, dass sie dem Kunden keinen ökonomischen Anreiz bieten, überschüssige Einlagen auf diesen Konten zu halten. | | | Es ist zu definieren, welche Voraussetzungen „speziell gekennzeichnete“ Konten erfüllen müssen (z.B. genügen Kontokorrentkonten der speziellen Kennzeichnungspflicht?). |
| 200 | b. Ein Begünstigter ist eine juristische Person, die aufgrund eines Testaments, einer Versicherungspolice, eines Vorsorgeplans, einer Annuität, eines Trusts, ausgenommen Trusts nach Rz 201, oder eines sonstigen Vertrags eine Zuwendung erhält oder Anspruch darauf erhalten kann. | | ... eines Trusts bzw. einer Stiftung... | Nebst dem im internationalen Recht üblichen „Trust“ sollte die im Schweizer Recht vorgesehene „Stiftung“ als Vehikel für verselbständigte Vermögen ebenfalls genannt werden. |
| 201 | Die Behandlung von Trust-Strukturen als „Einlagen anderer juristischer Personen“ oder als „Einlagen von Nicht-Finanzinstituten“ richtet sich nach dem Begünstigtenkreis. Ist der Begünstigte eines Trusts eine genau individualisierbare, natürliche Person, dürfen die Einlagen dieses Trust-Konstrukts als „Einlagen von Nicht-Finanzinstituten“ erfasst werden. Die Einlagen aller übrigen Trust-Strukturen, insbesondere derjenigen mit dem Zweck kollektive Vermögensanlagen zu tätigen, gelten als „Einlagen aller anderer juristischen Personen“. | | ... von Trust- bzw Stiftungsstrukturen... | Es ist zu definieren, ob „eine genau individualisierbare, natürliche Person“ auch mehrere natürliche Personen umfassen kann. |
| 203 | „Verbundene Gesellschaften“ nach Rz 202 sind analog RS 2008/2 „Rechnungslegung Banken“ (Rz 249) Gesellschaften, die nicht Teil des von der Bank gebildeten Konzerns sind, aber durch eine in der Konzernstruktur über der Bank stehende Gesellschaft unter einheitlicher Leitung zusammengefasst werden. | | | Hier ist mutmasslich der Verweis auf Rz 250 des RS 2008/2 gemeint. Die Definition weicht dementsprechend gewollt von jener gemäss Art. 17b Abs. 2 Bst. b. und 17c Abs. 1 Bst. c. LiqV ab. |
| 205 | Der Nettomittelabfluss aus Derivaten und anderen Transaktionen berechnet sich aus den erwarteten vertraglichen Mittelzu- und -abflüssen entsprechend den Vorgaben des Rundschreibens 2008/2 „Rechnungslegung Banken“. Hierbei gilt: | | | Die Vorgabe sollte allgemeiner formuliert werden, da nicht alle Gruppenabschlüsse gemäss den Rechnungslegungsvorschriften des RS 2008/2 erstellt werden. Zudem besagt, Rz. 279 unten, dass die Berechnung des Nettomittelab- oder- zuflusses aus Derivaten entsprechend Rz. 205-209 und 247 erfolgt und dementsprechend nicht gemäss RS 2008/2. Zudem schränkt Anhang 2 der LiqV die Abflussrate für den Nettomittelabfluss auf Derivate ein während hier auch von „anderen Transaktionen“ die Rede ist. |
| 209 | d. Sind Derivate und andere Transaktionen mit HQLA besichert, dann sind die Mittelabflüsse um entsprechende Barmittel- oder Sicherheitenzuflüsse bereinigt zu berechnen, die sich bei sonst unveränderten Bedingungen aus vertraglichen Verpflichtungen ergäben, der Bank Barmittel oder Sicherheiten zu liefern. Dabei muss die Bank jedoch rechtlich befugt und operativ in der Lage sein, die Sicherheiten für neue Mittelaufnahmen einzusetzen, sobald sie sie erhalten hat. Weiter gilt es zu beachten, dass der Zufluss und die Aktiva nicht doppelt erfasst werden dürfen. | | | Es sollte klargestellt werden welche Definition von HQLA gilt (inklusive oder exklusive der operationellen Anforderungen). |
| 210 | Ist die Bank vertraglich verpflichtet bei Finanzierungsgeschäften, Derivaten und anderen Transaktionen im Fall einer Rating-Herabstufung ihres langfristigen Ratings bis einschliesslich 3 Stufen zusätzliche Sicherheiten zu hinterlegen, dann hat die Bank den Gesamtbetrag dieser | | | Es ist zu definieren, was „3 Stufen“ sind, damit eine einheitliche Praxis entsteht. Allenfalls wäre es zielführend, sich auf die Ratingklassen gemäss |

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | neu | FINMA-RS 2013/6 | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|-----|---|-----------------|---|--|
| | Sicherheiten als Liquiditätsabfluss zu erfassen (Abflussrate 100 Prozent). | | | ERV zu beziehen, z.B. die Herabstufung um 2 Ratingklassen. |
| 211 | Kann die Gegenpartei anstatt der Hinterlegung zusätzlicher Sicherheiten bei einer Rating-Herabstufung ihres langfristigen Ratings bis einschliesslich 3 Stufen eine vorzeitige Tilgung der bestehenden Verbindlichkeiten oder die Beanspruchung einer Eventualverbindlichkeit verlangen, gilt Rz 210 analog (Abflussrate 100 Prozent). | | | Verweis auf Ausführungen unter Rz 210. |
| 212 | Ist die Hinterlegung zusätzlicher Sicherheiten, die vorzeitige Tilgung der bestehenden Verbindlichkeiten oder die Beanspruchung einer Eventualverbindlichkeit an das kurzfristige Rating der Bank gekoppelt, ist anzunehmen, dass sie beim entsprechenden langfristigen Rating gemäss publizierter Konkordanztafel ausgelöst werden. | | | Auf welche publizierte Konkordanztafel verweist die FINMA in dieser Rz? Es ist klarzustellen, ob es sich um die Konkordanztafeln gemäss ERV handelt oder ob aus Liquiditätssicht separate Tabellen erarbeitet werden. |
| 214 | Hält die Bank überschüssige, nicht abgesonderte Sicherheiten, die von der Gegenpartei vertraglich jederzeit zurückgerufen werden können, dann hat die Bank den Gesamtbetrag dieser Sicherheiten als Liquiditätsabfluss zu erfassen (Abflussrate 100 Prozent). | | | Gemäss LiqV Anhang 2 sind die Abflussraten nur für Derivatgeschäfte anwendbar. Rz 214 lässt den Anwendungsbereich allerdings offen. Insbesondere ist unklar, ob die Abflussraten auch für besicherte Finanzierungsgeschäfte anzuwenden sind. |
| 216 | Hält die Bank nicht abgesonderte Sicherheiten aus HQLA, die von der Gegenpartei ohne Zustimmung der Bank durch Nicht-HQLA ersetzt werden können, dann hat die Bank den Gesamtbetrag dieser Sicherheiten als Liquiditätsabfluss zu erfassen (Abflussrate 100 Prozent). | | | Gemäss LiqV Anhang 2 sind die Abflussraten nur für Derivatgeschäfte anwendbar. Rz 216 lässt den Anwendungsbereich allerdings offen. Insbesondere ist unklar ob die Abflussraten auch für besicherte Finanzierungsgeschäfte anzuwenden sind. |
| 217 | Der Nettomittelabfluss aus Derivaten oder anderen Transaktionen aufgrund von Marktwertveränderungen kann mittels eines vergangenheitsbezogenen Ansatzes oder eines internen Modells bestimmt werden. Für den vergangenheitsbezogenen Ansatz sind 100 Prozent des grössten Nettomittelabflusses von Sicherheiten innerhalb von 30 Kalendertagen der letzten 24 Monate anzusetzen. | | | Gemäss LiqV Anhang 2 sind die Abflussraten nur für Derivatgeschäfte anwendbar. Rz 217 nennt Derivate und andere Transaktionen. Insbesondere ist unklar ob die Abflussraten auch für besicherte Finanzierungsgeschäfte anzuwenden sind. |
| 221 | Stellt und erhält eine Bank für Derivate und andere Transaktionen mit ein und derselben Gegenpartei Sicherheiten, die nicht Aktiva der Kategorie 1 sind, dann müssen 20 Prozent des Werts der gestellten Sicherheiten abzüglich der erhaltenen Sicherheiten auf Gegenpartei-basis als Abfluss erfasst werden, um potenzielle Bewertungsänderungen zu decken. | | | Klarstellung des Anwendungsbereichs sowie der Definition von HQLA (inklusive oder exklusive der operationellen Anforderungen). Es ist unklar, ob die Abflussraten auch für besicherte Finanzierungsgeschäfte anzuwenden sind. |
| 226 | Kredit- und Liquiditätsfazilitäten sind für die Zwecke der LCR als explizite vertragliche Vereinbarungen oder Verpflichtungen definiert, Privat- oder Grosskunden zu einem zukünftigen Zeitpunkt Mittel bereitzustellen. Dabei umfassen diese Fazilitäten lediglich gemäss Vertrag unwiderrufliche, fest zugesagte wie auch unter bestimmten Voraussetzungen widerrufliche oder einseitig kündbare Vereinbarungen zur Mittelbereitstellung. | | Kredit- und Liquiditätsfazilitäten sind für die Zwecke der LCR als explizite vertragliche Vereinbarungen oder Verpflichtungen definiert, Privat- <u>Geschäfts</u> - oder Grosskunden zu einem zukünftigen Zeitpunkt Mittel bereitzustellen. ... | Es ist nicht schlüssig nachvollziehbar, warum Geschäftskunden (inkl. Kleinunternehmen) nicht tangiert sein sollten. Formulierung analog Anhang 2 Ziff. 1 und 2 LiqV. |
| 227 | Der nicht in Anspruch genommene Teil von Kredit- und Liquiditätsfazilitäten wird abzüglich derjenigen HQLA nach Anwendung von entsprechenden Wertabschlägen berechnet, die von der Gegenpartei bereits als Sicherheiten für die Fazilität gestellt wurden oder für welche die | | | Es sollte klargestellt werden welche Definition von HQLA gilt (inklusive oder exklusive der operationellen Anforderungen). |

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | neu | FINMA-RS 2013/6 | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|-----|--|---|---------------------|--|
| | | Gegenpartei vertraglich verpflichtet ist, sie zu stellen, sobald sie die Fazilität zieht. Dabei muss die Bank jedoch rechtlich befugt und operativ in der Lage sein, die Sicherheiten für neue Mittelaufnahmen einzusetzen, wenn die Fazilität gezogen ist, und es darf keine nennenswerte Korrelation zwischen der Wahrscheinlichkeit der Inanspruchnahme der Fazilität und dem Marktwert der Sicherheiten bestehen. | | |
| 229 | a. Als Liquiditätsfazilität ist nur derjenige Betrag anzusetzen, welcher der Höhe der zurzeit ausstehenden Schuldtitel des Kunden entspricht, die innerhalb der nächsten 30 Kalendertage fällig werden und der durch die Fazilität gedeckt ist; | | | Wenn dieser Betrag nicht ermittelt werden kann, ist es dann möglich diesen über ein Modell zu schätzen oder ist der Gesamtbetrag der Fazilität als Liquiditätsfazilität zu zeigen? |
| 236 | b. die Sicherheiten nicht als Aktiva der Kategorie 1 oder 2 anrechenbar sind; und | | | Es sollte klargestellt werden welche Definition von HQLA gilt (inklusive oder exklusive der operationellen Anforderungen). |
| 239 | a. weder ein Zahlungsverzug noch eine Wertberichtigung besteht; | | | Ist tatsächlich gewollt, dass bei einem Zahlungsverzug von z.B. nur 1 Tag bereits die Anrechenbarkeit aberkannt wird (auch wenn sich erweist, dass kein Wertberichtigungsbedarf besteht oder zu erwarten ist)? |
| 240 | b. für diese Forderungen innerhalb der nächsten 30 Kalendertage weder ein Zahlungsausfall noch eine Wertberichtigung für Ausfallrisiken gemäss RS 2008/2 „Rechnungslegung Banken“ zu erwarten ist; und | | | Die Vorgabe sollte allgemeiner formuliert werden, da nicht alle Gruppenabschlüsse gemäss den Rechnungslegungsvorschriften des RS 2008/2 erstellt werden. |
| 242 | Besteht für ein Kreditportefeuille eine pauschalisierte Einzelwertberichtigung oder Pauschalwertberichtigung in Höhe von X Prozent, so dürfen von den innerhalb der nächsten 30 Kalendertagen vertraglich fälligen Zuflüssen aus diesem Kreditportefeuille lediglich 100-X Prozent als Zufluss berücksichtigt werden. | | | Es sollte klargestellt werden, ob Lombardkredite als Mittelzuflüsse nach Gegenpartei erfasst werden dürfen. |
| 243 | Sichteinlagen bei anderen Banken, die der FINMA oder aufsichtlichen und rechtlichen Anforderungen eines Drittlands unterstehen, die denen der FINMA zumindest gleichwertig sind, dürfen als Mittelzufluss berücksichtigt werden, wenn für diese Forderungen innerhalb der nächsten 30 Kalendertage weder ein Zahlungsausfall noch eine Wertberichtigung zu erwarten ist. | | | Eine Liste der Länder, bei denen von einer gleichwertigen Regulierung ausgegangen werden kann, sollte publiziert werden (siehe auch Kommentar zur LiqV Anhang 2, Abflussrate 7.1.3). |
| 244 | Die Mittelzuflüsse sind zum letztmöglichen Termin zu berücksichtigen. Mittelzuflüsse von Krediten, die keine bestimmte Fälligkeit aufweisen, dürfen nicht berücksichtigt werden. Es dürfen keine Annahmen hinsichtlich einer Fälligkeit („Ablaufkationen“) getroffen werden. Ausgenommen hiervon sind Überziehungen gewählter Kontokorrentfazilitäten, welche als Zufluss erfasst werden dürfen. | | | Wie unterscheiden sich Kontokorrentfazilitäten von Kredit- bzw. Liquiditätsfazilitäten? Wie würden die der Bank gewährten Kontokorrentfazilitäten berücksichtigt (Kredit- und Liquiditätsfazilitäten werden gemäss Ziff. 3 Anhang 3 LiqV mit 0% Zuflussrate berücksichtigt)? |
| 247 | Rz 205–207 gelten analog zur Berechnung des Nettomittelzuflusses aus Derivaten. Sind Derivate und andere Transaktionen mit HQLA besichert, dann sind die Mittelzuflüsse um entsprechende Barmittel- oder Sicherheitenabflüsse bereinigt zu berechnen, die sich bei sonst unveränderten Bedingungen aus vertraglichen Verpflichtungen der Bank ergäben, Barmittel oder Sicherheiten zu stellen. | | | Es sollte klargestellt werden welche Definition von HQLA gilt (inklusive oder exklusive der operationellen Anforderungen). |
| 250 | Banken dürfen die Anrechnung zusätzlicher Fremdwährungs-HQLA (Unterkapitel (a)) und die Anrechnung zusätzlicher HQLA der Kategorie 2 in Schweizer Franken (Unterkapitel (b)) zur Deckung des Nettomittelabflusses in Schweizer Franken nicht gleichzeitig anwenden. | | | Es sollte klargestellt werden, ob für die Anwendung der Ausnahmeregelungen ein Antrag bei der FINMA gestellt werden muss. |

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | neu | FINMA-RS 2013/6 | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|-----|---|-----------------|---|--|
| 251 | Die Anrechnung zusätzlicher HQLA der Kategorie 2 in Schweizer Franken ist auf Banken beschränkt, die aufgrund ihres Geschäftsmodells inlandorientiert sind und Verbindlichkeiten in allen Fremdwährungen von weniger als 5 Prozent der Gesamtverbindlichkeiten eingehen oder über keinen angemessenen Prozess zur Messung, Steuerung und Kontrolle von Fremdwährungsrisiken verfügen. | | | Der Begriff „inlandorientiert“ ist u.E. zu wenig konkret und muss definiert werden. Dabei kann bspw. ein bestimmter Anteil der gemäss FINMA-RS 08/2 Rz 185 ausgewiesenen inländischen Aktiven oder des gemäss Rz 207 angegebenen inländischen Ertrags als Schwellenwert definiert werden. |
| 273 | Die Ermittlungspflicht für die LCR in wesentlichen Währungen gilt für die oberste Konsolidierungsebene. Banken ohne Gruppenstruktur ermitteln die LCR in wesentlichen Währungen auf Stufe „Einzelinstitut“. Banken mit Gruppenstruktur ermitteln die LCR in wesentlichen Währungen auf Stufe „Finanzgruppe“. | | | Der letzte Satz kann u.E. gestrichen werden. Dieser ist gleichbedeutend wie der erste Satz. |
| 274 | Eine wesentliche Währung liegt vor, wenn in dieser Währung bedeutende Liquiditätsrisiken bestehen. Bedeutende Liquiditätsrisiken in einer einzelnen Währung bestehen dann, wenn die Verbindlichkeiten in der jeweiligen Währung mehr als 5 Prozent der Gesamtverbindlichkeiten ausmachen. | | Eine wesentliche Währung liegt vor, wenn in dieser Währung bedeutende Liquiditätsrisiken bestehen. Bedeutende Liquiditätsrisiken in einer einzelnen Währung bestehen dann, wenn die Verbindlichkeiten <u>in allen Fälligkeiten</u> in der jeweiligen Währung mehr als 5 Prozent der Gesamtverbindlichkeiten <u>in der Bilanz</u> ausmachen. | Es ist eindeutig zu klären, ob die Gesamtverbindlichkeiten in der Ausserbilanz für die Berechnung der Wesentlichkeit zu berücksichtigen sind; sofern eine Berücksichtigung der Ausserbilanzgeschäfte erforderlich ist, wäre noch zu präzisieren, wie Derivate und Treuhandgeschäfte zu berücksichtigen sind. Zudem ist zu klären, ob sich die Wesentlichkeitsberechnung auf die Gesamtverbindlichkeiten in allen Fälligkeiten oder auf die Gesamtverbindlichkeiten bis zu 30 Kalendertagen bezieht. |
| 275 | Ist die LCR in einer wesentlichen Währung kleiner als 1, kann die FINMA auf Gesuch eine nachvollziehbare Begründung und eine Beurteilung des eingegangenen Liquiditätsrisikos verlangen. | | Ist die LCR in einer wesentlichen Währung kleiner als <u>100 %</u> | Die LCR ist als Prozentzahl definiert. |
| 276 | Die Bewertung aller Positionen zur Berechnung der LCR erfolgt grundsätzlich gemäss Rundschreiben 2008/2 „Rechnungslegung Banken“. | | | Die Vorgabe sollte allgemeiner formuliert werden, da nicht alle Gruppenabschlüsse gemäss den Rechnungslegungsvorschriften des RS 2008/2 erstellt werden. Ein Formulierung gemäss Art.17g Abs. 2 LiqV wäre sinnvoller „Die Banken stützen sich für die Bewertung der im Liquiditätsnachweis aufgeführten Positionen auf den gemäss den Rechnungslegungsvorschriften erstellten Abschluss.“ |
| 284 | c. vorbehalten, dass die Bank wesentliche Fremdwährungspositionen wie in Rz 274 definiert hält, jeweils einen Liquiditätsnachweis (Meldebogen „LCR_G_CCY“) für jede wesentliche Währung mit allen in der jeweiligen Fremdwährungen relevanten LCR-Positionen, umgerechnet in Schweizer Franken (Anhang 1c). | | | Die Behandlung von Cash Flows, deren Währung unsicher ist (z.B. Fazilitäten, die die Gegenpartei in verschiedenen Währungen in Anspruch nehmen kann), ist unklar. |
| 292 | Die Anwendung von Mittelab- und Zuflüssen zwischen einer Muttergesellschaft und einer | | Die Anwendung von Mittelab- und Zuflüssen | Das Verfahren sollte nicht nur für die direkt |

Beilage zum Brief der Treuhand-Kammer vom 28. März 2014: Anhörung Totalrevidiertes FINMA-RS 2015/xx Liquidität Banken

| Rz | neu | FINMA-RS 2013/6 | Änderungsvorschläge | Begründung / Bemerkungen / Hinweise |
|-----|---|-----------------|---|--|
| | Tochtergesellschaft derselben Finanzgruppe beschränkt sich auf die Berechnung der LCR der Muttergesellschaft auf Einzelinstitutsbasis. | | zwischen einer Muttergesellschaft und einer <u>direkten oder indirekten</u> Tochtergesellschaft derselben Finanzgruppe beschränkt sich auf die Berechnung der LCR der Muttergesellschaft auf Einzelinstitutsbasis. <u>In der LCR auf Stufe Finanzgruppe sind Mittelab- und -zuflüsse zwischen den einbezogenen Konzerngesellschaften gegeneinander aufzurechnen (Elimination).</u> | gehaltenen Tochtergesellschaften sondern auch für die in mehrstufigen Finanzkonzernen gehaltenen Sub-Tochtergesellschaften (Enkelinen, Urenkelinen, usw.) geregelt werden. Nebst dem Verfahren für die LCR der Muttergesellschaft auf Einzelinstitutsbasis sollte auch das Verfahren für die Finanzgruppe explizit geregelt werden. |
| 294 | a. In der Regel gilt eine Abflussrate von 100 Prozent für alle gruppeninternen Mittelabflüsse (Anhang 2 LiqV) und eine Zuflussrate von 100 Prozent für alle gruppeninternen Mittelzuflüsse (Anhang 3 LiqV); | | | Es sollte klargestellt werden, ob gruppeninterne Mittelab- und zuflüsse auch dem Glättstellungsmechanismus unterliegen. Zum Beispiel ein gruppeninterner Reverse Repo mit Level 1 würde sonst zu 100% Zufluss führen. |
| 297 | „Back-to-Back“-Geschäfte sind für die Zwecke der LCR definiert als Transaktionen bei denen die Muttergesellschaft im Rahmen des zentralen Treasury-Managements die Liquiditätsrisiken der Tochtergesellschaft übernimmt. Für „Back-to-Back“-Geschäfte kann die Muttergesellschaft die Ab- und Zuflussraten gemäss Anhang 2 und 3 LiqV anwenden („Look-Through“-Ansatz). | | „Back-to-Back“-Geschäfte sind für die Zwecke der LCR definiert als Transaktionen bei denen die Muttergesellschaft im Rahmen des zentralen Treasury-Managements die Liquiditätsrisiken der <u>direkt oder indirekt gehaltenen</u> Tochtergesellschaft übernimmt. Für „Back-to-Back“-Geschäfte kann die Muttergesellschaft die Ab- und Zuflussraten gemäss Anhang 2 und 3 LiqV anwenden („Look-Through“-Ansatz) <u>als wären diese Geschäfte der Tochtergesellschaften eigene Geschäfte der Muttergesellschaft.</u> | Es ist zu regeln, ob indirekt gehaltene Tochtergesellschaften in mehrstufigen Finanzgruppen (Enkelinen, Urenkelinen, etc) auch tangiert sind. Präzisierung, damit eindeutig ist, welche Ab- und Zuflussraten zur Anwendung kommen. |

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern

Claude Moser
Group Treasurer
Europastrasse 1
8152 Opfikon
Tel. +41-44-239 60 54
claude-f.moser@ubs.com

www.ubs.com

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
tim.genovese-frech@finma.ch

27 März 2014

Betreff: Anhörung Liquiditätsverordnung und FINMA-Rundschreiben 2015/XX – Liquidität Banken

Sehr geehrter Herr Roth,
Sehr geehrter Herr Genovese-Frech,

wir bedanken uns für die Möglichkeit, Ihnen unsere Überlegungen bezüglich der am 17. Januar 2014 eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend der neuen Liquiditätsvorschriften für Banken darlegen zu dürfen.

Die UBS unterstützt das Ziel, die Stabilität des Finanzsystems durch die Einführung eines internationalen Liquiditätsstandards für Banken zu erhöhen. Insbesondere befürworten wir die konsistente und international vergleichbare Umsetzung der Liquidity Coverage Ratio als wichtiger Baustein des Basel III Regelwerkes.

Wir haben bezüglich des aktuellen Inhalts der Verordnung und des Rundschreibens einige Anmerkungen, die wir im Hinblick auf ein stabiles Schweizer Bankensystem und einen wettbewerbsfähigen Finanzplatz für wichtig erachten. Insbesondere möchten wir auf die systemischen Risiken für das Bankensystem und die Realwirtschaft hinweisen, welche aufgrund der starken Eingrenzung des HQLA und der Anforderung, den Liquidity Coverage Ratio in Schweizer Franken erfüllen zu müssen, hervorgerufen werden. Des Weiteren sollten die Spielräume, die von der BCBS eingeräumt wurden, um länderspezifische Gegebenheiten widerzuspiegeln sinnvoll genutzt werden. In diesem Zusammenhang sind Schweizer Pensionskassen, Trusts und Private Investment Companies (PIC's) zu nennen, welche aufgrund ihrer speziellen Bedeutung für den Schweizer Finanzplatz und Strukturierung eine korrekt abgestimmte Behandlung benötigen.

Im Folgenden befinden sich unsere Anliegen und Kommentare thematisch gegliedert bezüglich beider Anhörungen.

Rahmenbedingungen der LCR

1 LCR in Schweizer Franken und Fremdwährungen

- a Art. 14 Abs. 2 lit. b: Wir erachten die Erfüllung des LCR auf Stufe Finanzgruppe und Einzelinstitut in Schweizer Franken aus den folgenden Gründen als zu weitgehend:
- i Dies wird den schon jetzt bestehenden Mangel an HQLA in Schweizer Franken weiter verstärken und widerspricht den Bestrebungen der FINMA und SNB hier eine Erleichterung zu schaffen. So wird beispielsweise der sogenannte Alternative Liquidity Approach (ALA) genutzt, welcher für Staaten mit einer Knappheit an HQLA in eigener Währung entwickelt wurde.
 - ii Wir sehen die Gefahr, dass das systemische Risiko in der Schweiz verstärkt wird, da aufgrund von mangelnden Alternativen ein Grossteil der Banken in den gleichen Titeln investiert sein wird. Für das System Schweiz stellt dies ein Problem dar, sollte es zu Wertveränderungen in diesen Titeln kommen.
 - iii Neben den Banken sind auch Investoren in der Realwirtschaft stark auf Titel, die unter Schweizer Franken HQLA fallen angewiesen. Ein verstärkter Mangel an diesen Titeln kann dazu führen, dass diese Investoren auf Fremdwährungsanlagen ausweichen werden, womit sich dort das Investmentrisiko erhöht.
 - iv Die Erfüllung des LCR in Schweizer Franken geht über den Baseler Text hinaus.

Unseres Erachtens genügt aus diesen Gründen hingegen ein Monitoring in Schweizer Franken, welches auch konform zum Basler Regelwerk ist.

- b Art. 17f i.V.m. Rz 271 / 272: Die Überwachung und das Management von LCR nach Währungen und eine darauf basierende interne Berichterstattung ist unserer Ansicht nach nicht zielführend:
- i Die Überwachung und das Management der wesentlichen Währungen bzw. die regelmässige interne Berichterstattung soll auf Basis der internen Stress-Modelle gemäss Art. 2 Abs. 2 bzw. Art. 12 Abs. 2 erfolgen. Eine zusätzliche Überwachung und Management nach LCR in wesentlichen Währungen kann zu Modellkonflikten führen und LCR in wesentlichen Währungen würde die internen Stress-Modelle in ungerechtfertigter Weise dominieren. Ein effektives Währungsmanagement kann nur auf internen bankspezifischen Modellen basieren, welche die individuelle Situation der Bank widerspiegeln, während ein globaler Industriestandard in diesem Zusammenhang nur Konfliktpotenzial darstellt. Anstelle von Übersteuerungsmechanismen sollte der Fokus auf der Weiterentwicklung der internen Stressmodelle liegen.
 - ii Insbesondere sind Ratio -Kennzahlen für Währungsrisiken nicht effektiv und nur von beschränkter Aussagekraft, da eine Ratio -Kennzahl keine absoluten Unterdeckungen aufzeigt, sondern nur ein Verhältnis. Im Zusammenhang mit Stress auf den Devisenmärkten sind aber absolute Kennzahlen zu berücksichtigen, welche den Kapazitäten im Devisenmarkt gegenüber gestellt werden können.
 - iii LCR nach Währungen impliziert, dass eine Bank für 30 Tage keinen Zugang zu den Devisenwärmärkten hat. Diese Annahme übersteigt das LCR Stressszenario und ist auch im Hinblick auf die letzte Finanzmarktkrise nicht nachvollziehbar. Trotz Verwerfungen im Devisenmarkt kam es während der Finanzmarktkrise nie zu einer Schliessung. Es sollte nicht vergessen werden, dass es sich beim Devisenmarkt um den liquidesten Markt der Welt handelt. Ein Überfluss in einer Währung kann relativ einfach umgewandelt werden in eine andere Währung.

Wir schlagen deshalb vor, die regelmässige Überwachung und das Management der wesentlichen Währungen bzw. die regelmässige interne Berichterstattung auf Basis interner Stressmodelle durchzuführen und nicht auf der Basis von standardisierten LCR.

2 Glattstellung

- a Artikel 17 "Glattstellung": Die Glattstellung ist eine signifikante Abweichung vom BCBS Text im Zusammenhang mit einem sehr komplexen Aspekt des LCRs und kann zu unvorhersehbaren Konsequenzen führen. Unseres Erachtens sollte die Glattstellung nicht implementiert werden, ohne diese über einen angemessenen Zeitraum zu testen. Folgende Gründe sprechen gegen das Konzept der Glattstellung:
- i Aufgrund der Glattstellung ist die internationale Vergleichbarkeit des LCR nicht mehr gewährleistet. Gerade in Bezug auf die Offenlegung kann dies ein Problem sein. Dies kann sich insbesondere in einer Krise schädlich auf die Schweizer Finanzstabilität auswirken. Ausländischen Investoren sind in der Regel nicht in der Lage, die Feinheiten einer Jurisdiktion angemessen einzuordnen. Im Zweifel werden Abweichungen von der Norm immer negativ bewertet.
 - ii In anderen Bereichen wurden grosse Anstrengungen unternommen, um historisch gewachsene Abweichungen von internationalen Standards zu eliminieren. So wurden etwa im Bereich der Kapitalanforderungen Besonderheiten systematisch entfernt. Es wäre widersprüchlich, wenn in diesem Bereich nun neue Abweichungen eingebaut würden, die auf keiner Notwendigkeit beruhen.
 - iii Es ist unklar wie die Glattstellung im Rahmen von zukünftigen regulatorischen Bestrebungen wie z.B. Central Counterparty Clearing funktioniert, da es sich erstens um variable Sicherheiten „Baskets“ handelt und die Sicherheiten im Allgemeinen eine Nettoposition besichern.
 - iv In seiner aktuellen Form ist der Glattstellungsmechanismus unvollständig da Aktiva der Kategorie 2 nicht berücksichtigt wurden. Im Falle von Transaktionen mit der SNB kommt es hier zu anderen Ergebnissen im Vergleich zum bisherigen Prozedere.
 - v Es wurden alle Devisenswaps vollständig miteinbezogen anstatt nur Devisenswaps mit der SNB. Dies kann zu nicht nachvollziehbaren Ergebnissen führen, da der LCR in einer Fremdwährung negativ werden kann.
 - vi Die Glattstellung soll den Mangel an Schweizer Franken HQLA adressieren. Aus diesem Grund ist es nicht nachzuvollziehen, warum Transaktionen, bei denen Fremdwährung gegen Fremdwährung getauscht werden, hier miteingeschlossen sind.

An dieser Stelle raten wir ausdrücklich davon ab, die Glattstellung ohne eine QIS einzuführen.

3 Liquiditätsnachweis

- a Art. 17g Abs. 3: Unseres Erachtens ist die Einreichungsfrist bis spätestens am 15. Kalendertag des Folgemonats, in Anbetracht der allgemeinen Anforderungen betreffend der Qualität eines konsolidierten und revisionstauglichen Abschlusses, zu kurz.

Wir beantragen deshalb, die Frist zur Einreichung des Liquiditätsnachweises auf frühestens den 20. Kalendertag des Folgemonats zu legen.

- b Art 15 i.V.m. Rz 118: Wir haben grundsätzlich Verständnis dafür, dass die FINMA bei der Unterschreitung des geforderten Erfüllungsgrades der LCR-Anforderungen bzw. bei einer absehbaren Unterschreitung untermonatige Meldungen der LCR verlangen will. Wir erachten jedoch tägliche LCR Meldungen mit einer Einreichungsfrist bis zum folgenden Tag als zu weitgehend. Dies ist nur mit einer sehr aufwendigen Infrastruktur erreichbar und kann nicht dieselbe Güte und Genauigkeit aufweisen wie die monatliche LCR Meldung. Entsprechend muss hier eine Balance gefunden werden zwischen Rechtzeitigkeit und Qualität. Wir sind der Ansicht, dass diese Balance besser getroffen wird bei einer etwas längeren Frist.

Wir schlagen entsprechend eine Einreichungsfrist von 3 Tagen vor.

Qualitativ hochwertige Aktiva

Grundsätzlich ist an dieser Stelle anzumerken, dass drei wesentliche Aspekte in Bezug auf die Definition von HQLA zu beachten sind, welche unter Umständen ungewollte und weitreichende Folgen haben werden:

- Eine zu enge HQLA Definition wird, ähnlich wie die Erfüllung des LCR in Schweizer Franken, das systemische Risiko in der Schweiz verstärken.
 - o Eine starke Einschränkung der HQLA führt dazu, dass ein Grossteil der Banken in den gleichen Titeln investiert sein wird. Für das System Schweiz stellt dies ein Problem dar, sollte es zu Wertveränderungen in diesen Titeln kommen. Eine Krise wird damit aufgrund regulatorischer Anforderungen zur Systemkrise.
 - o Neben den Banken sind auch Investoren in der Realwirtschaft stark auf Titel die unter HQLA fallen angewiesen. Ein verstärkter Mangel an diesen Titeln kann dazu führen, dass diese Investoren auf risikoreichere Anlagen ausweichen werden, womit sich dort das Investmentrisiko erhöht
 - o Mit den Bemühungen den OTC-Derivatehandel auf zentrale Gegenparteien zu verlegen, wird die gesetzlich verordnete Nachfrage nach HQLA noch einmal enorm erhöht (Pflicht zur Hinterlegung resp. Austausch von Sicherheiten – und Art. 44 Abs. 3 und Art. 102 E-FinfraG). Dies kann dazu führen, dass sich einerseits die Liquiditätshaltung der Banken enorm verteuert und andererseits, dass die Wirtschaft notwendige Absicherungen via Derivate aus Kostengründen nicht mehr vornehmen wird. Beides sind unerwünschte Nebenprodukte der regulatorischen Intervention, die auf ein Minimum zu reduzieren sind.
- Die Schweizer Definition von HQLA darf nicht signifikant von den HQLA Definitionen anderer Jurisdiktionen abweichen.
 - o Die Definition von HQLA wird in Zukunft die Kollateralisierungsmechanismen von Derivaten und Finanzierungstransaktionen substanziell beeinflussen. Wir gehen davon aus, dass sich „Level 1“ und „Level 2“ Baskets bilden werden welche dann Grundlage für die Sicherheiten in Derivat- und Finanzierungstransaktionen darstellen werden. Erste Anzeichen hierfür gibt es bereits im Bereich der Clearinghäuser. Wenn die Schweizer Definition nun signifikant von der Definition der FED und EBA abweicht, können Schweizer Banken nur begrenzt in diesem Markt aktiv sein, was sich wiederum auf Liquidität und Flexibilität stark negativ auswirkt.
- Aktien weisen eine hohe Marktliquidität aus und werden von anderen wichtigen Regulatoren als HQLA anerkannt (USA, EU). An dieser Stelle erachten wir es für wichtig, dass die FINMA Aktien als weitere Aktiva der Kategorie 2 bezeichnet.

Aus den oben genannten Gründen ist es unseres Erachtens äusserst wichtig die HQLA Definition gemäss internationalem Standard auszugestalten.

1 Qualitativ hochwertige Aktiva der Kategorie 1

- a Artikel 17b Abs. 2: Die Definition von öffentlichen Finanzinstituten, deren Anleihen als HQLA anerkannt werden, geht in ihrer Gesamtheit über die Anforderungen der Basler Rahmenvereinbarungen hinaus. So würden beispielsweise Anleihen der Österreichischen Kontrollbank oder auch der Nordischen Förderbanken nicht als HQLA qualifiziert, da diese Institute nicht im Eigentum der Zentralstaaten stehen.

Wir beantragen in der Folge, das Erfordernis der Mehrheitsbeteiligung zu streichen und auf die ausdrückliche Gewährleistung für die Qualifizierung unter Art. 17b Abs. 2 lit. B abzustützen. Darüber hinaus würden wir eine Regelung begrüßen, welche Finanzinstitute, die als Anstalt des öffentlichen Rechts organisiert sind und Förderbanken, die eine Risikogewichtung von maximal

20% haben, der HQLA Kategorie 2 zugeordnet, auch wenn die ausdrückliche Gewährleistung nicht vom Zentralstaat ausgeht.

- b Rz 120 ff: Das Rundschreiben lässt offen, inwiefern alle oder nur einzelne Kriterien (Rz 121 - 127) bei der Definition von HQLA zu berücksichtigen sind. Im Gegensatz hierzu sagt der Erläuterungsbericht zum Rundschreiben, dass nicht alle Kriterien kumulativ erfüllt sein müssen. Wir schlagen vor, dies im Rundschreiben klarzustellen.

2 Im Ausland emittierte HQLA

- a Rz 128: Das Rundschreiben besagt, dass im Ausland emittierte HQLA nur dann anrechenbar sind, wenn sie alle Eigenschaften nach Rz 120-127 erfüllen und sie darüber hinaus von der jeweiligen ausländischen Aufsichtsbehörde als HQLA anerkannt sind. Dies geht weit über den Basler Originaltext hinaus und bringt diverse Problemstellungen mit sich.
 - i Es ist nicht ersichtlich warum für im Ausland emittierte HQLA „alle“ Eigenschaften zu überprüfen sind und diese somit fundamental anders behandelt werden im Vergleich zu Schweizer HQLA.
 - ii Es ist problematisch im Ausland emittierte HQLA nur dann anrechnen zu können, wenn diese von der ausländischen Aufsichtsbehörde anerkannt sind. Viele Jurisdiktionen verfügen noch über keine endgültige LCR Regulierung und uns ist kein Dokument bekannt, welches aufzeigt in wie fern ein Wertpapier von der jeweiligen Aufsichtsbehörde als HQLA anerkannt ist. Dies kann dazu führen, dass z.B. US Treasuries aufgrund einer fehlenden endgültigen Regulierung nicht als HQLA qualifizieren.
 - iii Der Umstand, dass der HQLA Pool bei engeren HQLA Definitionen von ausländischen Aufsichtsbehörden verkleinert wird, jedoch bei breiteren HQLA Definitionen von ausländischen Aufsichtsbehörden nicht vergrößert wird, ist nicht zielführend, da im Schweizer Markt HQLA an sich nur limitiert vorhanden sind.

Wir beantragen, den Begriff "alle" unter Randziffer 128 zu streichen und auf den Passus, dass ausländische HQLA von der ausländischen Aufsichtsbehörde anerkannt werden müssen, zu verzichten. Wenn Sie in Einklang mit unseren Vorschlägen sicherstellen, dass die Definition von HQLA in der Schweiz nicht signifikant von der Definition im Ausland abweicht, erübrigt sich automatisch die Notwendigkeit der Anerkennung durch die ausländischen Aufsichtsbehörde.

Netto Mittelabflüsse

1 Trusts

- a Rz 201: An dieser Stelle wird der Text den typischen Strukturen, wie sie im Wealth Management gebraucht werden, nicht gerecht. Neben Trust Strukturen werden vor allem auch Private Investment Companies (PIC's) genutzt und wir bitten um Klarstellung, dass neben Trusts auch Private Investment Companies über die Randziffer 201 abgedeckt sind, da diese durch ihren Zweck klar von kollektiven Anlagevehikeln abgegrenzt sind.
- b Trusts und Private Investment Companies werden in erster Linie von Ultra High Net Worth und High Net Worth Kunden genutzt und weisen die gleichen Verhaltensweisen in Bezug auf Mittelabflüsse auf wie andere sofisticizierte natürliche Personen. Unseres Erachtens ist hier ein „Look Through“- Ansatz angebracht (der im Erläuterungsbericht Rundschreiben auch in diesem Zusammenhang verwendet wird), da das Liquiditätsrisiko gleich dem einer sofisticierten natürlichen Person ist.
- c Des Weiteren erscheint uns die Formulierung „...eines Trusts eine genau individualisierbare natürliche Person...“ zu eng, da Trust und Private Investment Companies auch von mehreren natürlichen Personen genutzt werden, welche aber individualisierbar sind (Familien Trusts).

Um den typischen Wealth Management Strukturen gerecht zu werden, schlagen wir vor, Private Investment Companies mit in den Text aufzunehmen und die Formulierung wie folgt anzupassen:

„Handelt es sich bei der begünstigten Person um eine oder mehrere wirtschaftlich verknüpfte natürliche Personen, so kommt eine Abflussrate von 10 bzw. 25% zur Anwendung, bei den übrigen Trust und Private Investment Company – Strukturen hingegen 40%.“

2 Pensionskassen

- a Liquiditätsverordnung Anhang 2 Ziffer 2.4.3 i.V.m. Rz 199: Einlagen von Schweizer Pensionskassen fallen unter „andere juristische Personen“ und führen zu einer 100% Abflussrate. Diese Klassifizierung hätte weitreichende negative Konsequenzen für Schweizer Pensionskassen und die Realwirtschaft:
Durch die starke Position der 2. Säule in der Altersvorsorge sind viele Gelder bei Schweizer Pensionskassen angelegt. Durch eine 100% Abflussrate würde die Haltung von Schweizer Pensionskassengeldern für Banken unrentabel, sodass Schweizer Pensionskassen mit einem Negativ - oder Nullzins rechnen müssten. Die Pensionskassen wären sodann gezwungen, auf andere, möglicherweise risikoreichere und weniger liquide, Anlagen auszuweichen.

Unseres Erachtens ist eine Klassifizierung der Schweizer Pensionskassen und namentlich auch der Sammeleinrichtungen als „Nicht- Finanzinstitut“ angebracht.

3 Derivate

- a Liquiditätsverordnung Anhang 2 Ziffer 4 i.V.m. Rz 205-Rz 225: Im gesamten Abschnitt 4 (Ziffer 4.1 bis 4.7) werden – um die betroffenen Transaktionen einzugrenzen – unterschiedliche Begriffe verwendet (Derivate, Finanzierungsgeschäfte, Finanztransaktionen und andere Transaktionen). Da die Begriffe nicht einheitlich eingesetzt werden, bitten wir an dieser Stelle um Klarstellung.
- b Rz 221: Wir bitten um eine Definition der Begrifflichkeit „andere Transaktionen“. Wir gehen davon aus, dass dies nur für derivatähnliche Strukturen gilt, nicht aber beispielsweise für besicherte Refinanzierungen welche separat geregelt sind.
- c Liquiditätsverordnung Anhang 2 Ziffer 4.5 und 4.6: Unseres Erachtens ist in den Punkten erhöhter Liquiditätsbedarf durch Substitution und Marktveränderung eine asymmetrisches Behandlung unangebracht.
Den meisten Transaktionen steht ein Absicherungsgeschäft oder andere Geschäfte gegenüber, welche ähnliche Konditionen aufweisen. D.h im Falle einer Marktveränderung würden auch mehr Sicherheiten geliefert und im Falle der Substitution können wir auch nicht HQLA liefern. Aus diesem Grund, kommt es an dieser Stelle auch zu erhöhten Zuflüssen.

Wir schlagen eine symmetrische Behandlung vor, welche zu einem gewissen Grad auch erhöhte Zuflüsse berücksichtigt.

4 Fonds

- a Liquiditätsverordnung Anhang 2 Ziffer 8.3.5: Die Definition „Verwaltete Fonds, die mit dem Ziel vermarktet werden, einen stabilen Wert beizubehalten, wie Constant-Net-Asset-Value-Geldmarktfonds“ sollte unseres Erachtens eingeschränkt werden.
Der Passus " Verwaltete Fonds, die mit dem Ziel vermarktet werden, einen stabilen Wert beizubehalten" kann nicht in einen Kausalzusammenhang gebracht werden mit einer möglichen Unterstützungsmassnahme der Bank.

Die Definition sollte ganz klar in die Richtung von Constant-Net-Asset-Value-Geldmarktfonds gehen, denn nur hier besteht unter Umständen ein Reputationsrisiko. Wir schlagen die folgende Formulierung vor: „Verwaltete Geldmarktfonds, die mit dem Ziel bewirtschaftet werden, einen stabilen Wert beizubehalten, wie Constant-Net-Asset-Value-Geldmarktfonds.“

5 Kündigungsfrist

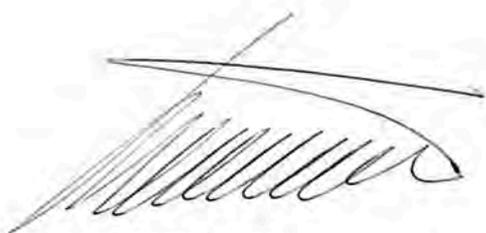
- a Artikel 17 Abs 5 in Bezug auf Finanzierungsgeschäfte und Devisenswaps: Artikel 17 Abs 5 i.V.m. dem Erläuterungsbericht Liquiditätsverordnung Seite 12 weist darauf hin, dass Kündigungsfristen im Zusammenhang mit Finanzierungsgeschäften nur bei Geschäften mit der SNB geltend gemacht werden können. Im Umkehrschluss heisst dies, dass für alle anderen Finanzierungsgeschäfte Kündigungsfristen nicht berücksichtigt werden können. Je nach Auslegung des Wortes "Kündigungsfrist" kann dies signifikante Auswirkungen haben:
- i Es ist Marktstandard Finanzierungstransaktionen mit "Recall Feature" und "On Open" zu handeln. Diese Transaktionen können ohne Reputationsrisiko gekündigt werden haben aber eine längere oder keine vertragliche Laufzeit.
 - ii Es würde zu Marktverzerrungen kommen, wenn Schweizer Banken diese „Kündigungsfristen“ nicht berücksichtigen könnten.

Wir schlagen vor klarzustellen, dass On-Open und Recall Features bei Finanzierungsgeschäften nicht betroffen sind.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen. Für Rückfragen stehen wir Ihnen selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

UBS AG



Claude Moser
Group Treasurer



Jeff Webster
Head of Balance Sheet
and Liquidity Management

Kopie an: James Oates, UBS, Head GIA, Bahnhofstrasse 45, P.O. Box, 8098 Zurich
Markus Ronner, UBS, Head Group Regulatory Relations & Strategic Initiatives,
Bahnhofstrasse 45, P.O. Box, 8098 Zurich
Rolf Walker, Ernst & Young, Lead Auditor to FINMA, Aeschengraben 9, 4051 Basel

foreign banks . in switzerland .

Eidg. Finanzdepartement
zHv Dr. D. Roth
rechtsdienst@efd.admin.ch
Eidg. Finanzmarktaufsicht
zHv Tim Genovese Frech
tim.genovese-frech@finma.ch
PER EMAIL

Zürich, 25. März 2014

Revision Liquiditätsverordnung und FINMA-RS 2013/6 Liquidität Banken

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 17. Januar 2014 laden Sie uns ein, zum Revisionsentwurf der obgenannten Verordnung und des Rundschreibens Stellung zu nehmen.

Unser Verband hat in der Nationalen Arbeitsgruppe mitgearbeitet und konnte dort seine Vorstellungen einbringen. Ebenso haben wir uns aktiv an der Stellungnahme der Schweiz. Bankiervereinigung beteiligt; wir schliessen uns den dort vorgetragenen Kommentaren vorbehaltlos an. Wir unterstützen auch das Anliegen, Schweizer Pfandbriefen in die HQLA der Kategorie 1 (anstelle der Kategorie 2) aufzunehmen. Schweizer Pfandbriefe sind nicht mit den in Europa gängigen Covered Bonds gleichzusetzen; wir meinen, dass die Basler Vorgaben nicht formalistisch, sondern inhaltlich korrekt umgesetzt werden müssen. Weiter sollten die Pensionskassen als Nicht-Finanzinstitute klassifiziert werden. Eine 100% Abflussrate ist nicht adäquat; die vorgeschlagene Klassifizierung wirkt sich klar negativ aus: Das Halten von Pensionskassengelder würde für Banken höchst unrentabel, sodass Pensionskassen mit einem Negativ- oder Nullzins rechnen müssten. Die Gelder würden ebenso nicht mehr in Form von Krediten in die Realwirtschaft zurück fliessen.

Im Folgenden finden Sie Kommentare, welche insbesondere für unsere kleinen und mittleren Institute von Bedeutung sind.

Erfolgte Verbesserungen

Wir haben festgestellt, dass die Entwürfe Verbesserungen für kleine und mittlere Banken beinhalten. Im FINMA E-RS RZ 8 wird das Proportionalitätsprinzip festgehalten. Insbesondere für die kleineren und mittleren Banken ist es unerlässlich, dass hier möglichst weitgehende Klarheit herrscht. Die Auseinandersetzungen mit den Prüfern über die korrekte Anwendung dieses Prinzips kann damit reduziert werden. Wir nehmen mit Genugtuung zur Kenntnis, dass auf die Zuordnung des Liquiditätsrisikos auf Geschäftsaktivitäten gemäss des Proportionalitätsprinzips verzichtet werden kann (FINMA E-RS RZ 29). Ebenso begrüssen wir die konsequente Anwendung des Proportionalitätsprinzips für den untertägigen Zahlungsverkehr. Falls eine kleine Bank keine substantiellen Risiken in diesem Bereich hat, kann sie auf das untertägige Liquiditätsrisikomanagement verzichten (FINMA E-RS RZ 49).

Proportionalitätsprinzip auch bei quantitativen Regeln

Wir schlagen vor, dass das Proportionalitätsprinzip auch bei den quantitativen Anforderungen angewendet wird. Diese sind oft sehr komplex und für kleine Banken aufwendig, ohne für die betroffenen Banken noch für das Bankensystem als Ganzem einen Nutzen zu stiften. Die Basler Empfehlungen sind an der Realität von grossen, international tätigen Banken ausgerichtet. Eine Vereinfachung für kleine und mittlere Banken wäre damit nicht als einen Verstoß gegen diese Vorgaben zu erachten. Vereinfachungen sind insbesondere bei folgenden Punkten wünschenswert und ohne negative Konsequenzen für die einzelne Bank oder das System als ganzem möglich:

- Die stipulierte Diversifikation der HQLA in RZ 145 ist u.E. für kleine Banken nicht angebracht. Die angemessene Diversifikation nach den verschiedenen erwähnten Kriterien führt zu einem – unter dem Gesichtspunkt der Proportionalität - unangemessenen Aufwand. Es genügt wohl, den kleinen und mittleren Banken zu empfehlen, eine unangemessene Konzentration auf einzelne HQLAs zu verhindern.
- Die Aufwendungen für interne Modelle für die Berechnung der operativen Einlagen (RZ 185) sind stehen für kleine und mittlere Banken in keinem Verhältnis zum Ertrag und systemischen Nutzen.
- Die operativen Anforderungen an das Management von HQLA (FINMA E-RS RZ 129ff) sind zwar intellektuell nachvollziehbar und in sich stimmig. Sie haben aber für die Banken hohe (und teure) Systemanpassungen zur Folge. Neben den erstmaligen irreversiblen Kosten verursachen die Bedingungen auch Fixkosten in Form einer regelmässigen Kontrolle, Einhaltung und gegebenenfalls Anpassung.

LCR

Die E-LiqV verlangt, dass die LCR eingehalten wird für alle Positionen, ausgedrückt in CHF (Art. 14 Abs 2 Lit a), für alle CHF-Positionen (Art. 14 Abs 2 Lit b) und dass die LCR für alle materiell relevanten Fremdwährungen kontrolliert und überwacht werden muss (Art. 17f). Damit geht der Schweizerische Gesetzgeber weit über die internationalen Standards hinaus.

- Wir laden das EFD und die FINMA ein, die Begrenzung der LCR für CHF-Positionen auf mind. 100% aufzuheben (Art. 14 Abs 2 Lit b) . Denn bei Bedarf können HQLA in anderen leicht konvertierbaren Währungen (z.B. USD, EUR, GBP) in CHF ge-swapped werden.
- Die Forderung nach Glattstellung ist unnötig und kompliziert (Art 17 Abs. 1) und ist nicht in den internationalen Standards vorgesehen. Sie verhindert somit, dass die LCR-Zahlen international vergleichbar sind. Wir schlagen vor, diese Vorgabe nicht in die definitive Verordnung zu übernehmen.
- Art 17f.1 verlangt, dass die LCR für alle Positionen in jeder Fremdwährung ermittelt und überwacht wird. Da der LCR eigentlich nur einen aufsichtsrechtlich vorgegebenen Stresstest darstellt, erachten wir es als sinnvoller, wenn die Überwachung nicht durch den für die Banken wenig relevanten LCR, sondern durch das eigene interne Liquiditäts-Stresstest Modell erforderlich ist. Banken, welche keine eigenen Modelle haben, sollen hingegen den LCR verwenden müssen.
- Art. 17f Abs 2 stipuliert Obergrenzen für Fremdwährungen, welche in den Empfehlungen des Basler Ausschusses nicht vorgesehen sind. Der Basler Ausschuss hatte mit gutem Grund darauf verzichtet, dem ALM und dem Liquiditätsmanagement der Banken allzu viele Restriktionen aufzuerlegen. Die Schweiz sollte hier nicht eine andere Position einnehmen.
- Art. 17g Abs. 3 sieht eine 15-tägige Reportingperiode vor. Angesichts der Datenmenge wird die Datenqualität höchstens eine Annäherung sein, denn die kurze Periode erlaubt keine Abstimmung und Kontrolle. Ob damit die gemeldeten LCR effektiv sind, bleibt abzuwarten; mehr als eine Annäherung kann die gemeldete Information nicht sein.
- Art. 17h delegiert die Behandlung der gruppeninternen Mittelab- und zuflüsse an die FINMA. In RZ 294 wird eine 100% Abflussrate angenommen. Falls die EBA eine geringere Rate vorsieht, sollte auch die FINMA eine tiefere Rate vorgeben.

- Art. 15 Abs 5 sieht vor, dass die FINMA untermonatige Meldungen zur LCR mit einer zeitnahen Eingabefrist festlegen und zusätzliche Meldungen zu Liquiditätssituation definieren kann, die der Dauer und dem Ausmass der LCR-Unterschreitung angemessen sind. RZ 118 stellt dann bloss fest, dass eine tägliche oder wöchentliche LCR-Meldung auf der Basis einer Risikoeinschätzung festgelegt werden kann. Eine solche Meldung wird im Krisenfall kaum möglich sein; erstens bindet das tägliche LCR-Reporting enorm viele Ressourcen und zweitens wird es nicht möglich sein, in einer Extremsituation die Auswirkungen eines untertägigen Stressszenarios auf die LCR im Tagesverlauf zuverlässig abschätzen zu können. Es besteht das Risiko, dass eine Bank verpflichtet ist, im kritischen Falle Ressourcen zu binden für ein Reporting, das eigentlich gar keinen Bezug zur Situation hat. Es wäre zu prüfen, ob in Extremsituationen ein vereinfachter Frühwarnindikator nicht einen besseren Dienst leistet.

Man muss sich vergegenwärtigen, dass die LCR eine Modellfiktion ist, welche auf einem Stresstest basiert. Damit ist sie schlecht geeignet für die Stipulierung von zusätzlichen Anforderungen, tranchiert nach Währungen. Grundsätzlich sollte man bei den Grundbedingungen einer LCR von mindestens 100% und der Ermittlung und Überwachung der LCR (bzw. des äquivalenten internen Modells) in wesentlichen Fremdwährungen und in CHFs verbleiben.

Makroökonomische Bedenken

Der Bericht geht korrekt davon aus, dass in einer veränderten Marktsituation ein wahrscheinlicher Rückgang der Giroguthaben bei der SNB nicht zwingend durch das Halten von Level 1 CHF-Aktiva kompensiert werden kann. Er verweist auch darauf, dass der Versicherungssektor aus rechtlichen Gründen Wertschriften hält, die dem Bankensektor fehlen. Wir sind der Überzeugung, dass der Bericht aber die Knappheit unterschätzt in einem Zeitpunkt, in dem der Nichtbankensektor – das Schattenbankensystem, die Treasuries der grossen Schweizer Firmen und vor allem auch ausländische „safe-haven“ Investoren – solche Anlagen nachfragen. Die wesentlich höhere Nachfrage nach entsprechenden Aktiven zieht notgedrungen Preiseffekte mit sich. Diese volkswirtschaftlichen Effekte – sei es auf Banken, welche aus irgendeinem Grunde HQLA nachfragen müssen, sei es auf andere Marktteilnehmer – werden nicht angesprochen und vor allem werden sie nicht durch Handlungsanweisungen an die Aufsichtsbehörden in die Vorlage integriert.

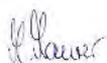
Die mikroprudentielle Sichtweise klammert diese makroökonomischen Auswirkungen in einer Stress-Situation aus. Dies kann zu unangenehmen Folgen führen. Wir sind nicht restlos überzeugt, dass der Nutzen der Liquiditätshaltung der Finanzteilnehmer jegliche Kosten erhöhter HQLAs für die Nichtbanken rechtfertigt. Ein möglicher Ansatz ist, die Vorgaben für die Anerkennung von quasi-äquivalenten FX-HQLA flexibler auszugestalten bzw. handzuhaben. So sind etwas die Bestimmungen zur Anrechenbarkeit von zusätzlichen HQLA der Kategorie 2 zu restriktiv (RZ 265ff). Ebenso sollten diese HQLA symmetrisch für die Deckung des Nettoabflusses anerkannt werden. Eine Flexibilisierung ist auch möglich durch eine Verringerung der vielen Auflagen an die Eigenschaften von anrechenbaren im Ausland emittierten HQLA (RZ 128).

Wir schlagen deshalb vor, dass die SNB und die FINMA einen makroprudentiellen Stresstest durchführt und – je nach Ergebnis - ein Szenario definieren, wie einer starken Verknappung der CHF-HQLA entgegengewirkt werden kann. Zudem können dann auch die von der EBA in Aussicht gestellte Definition der anrechenbaren Vermögenswerte einbezogen werden; die Schweizer Regelung sollte keinen Wettbewerbsnachteil gegenüber EU-Banken implizieren..

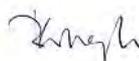
Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme unserer Anmerkungen.

Freundliche Grüsse

VERBAND DER AUSLANDSBANKEN IN DER SCHWEIZ



Dr. Martin Maurer
Geschäftsführer



Raoul Wuergler
stv Geschäftsführer

Geschäftsstelle

Wallstrasse 8
Postfach
CH-4002 Basel

Telefon 061 206 66 66
Telefax 061 206 66 67
E-Mail vskb@vskb.ch



Verband Schweizerischer Kantonalbanken
Union des Banques Cantionales Suisses
Unione delle Banche Cantionali Svizzere

Eidgenössisches Finanzdepartement
EFD
Rechtsdienst
Herr Bruno Dorner
Bundesgasse 3
CH-3003 Bern

regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern

tim.genovese-frech@finma.ch

| | |
|---------------|--|
| Datum | 28. März 2014 |
| Kontaktperson | Michele Vono |
| Direktwahl | 0612066629 |
| E-Mail | m.vono@vskb.ch |

Stellungnahme zur Revision der Liquiditätsverordnung (LiqV) und zur Totalrevision des Rundschreibens 2013/6: Liquidität Banken

Sehr geehrter Herr Dorner
Sehr geehrter Herr Genovese

Am 17. Januar 2014 hat das Eidgenössische Finanzdepartement die Anhörung zur Revision der Liquiditätsverordnung (LiqV) und die FINMA die Anhörung zur Totalrevision des Rundschreibens "Liquidität Banken" (E-LIQ RS) eröffnet. Im Zentrum der Vorlagen steht die Quote für kurzfristige Liquidität (Liquidity Coverage Ratio, LCR). Rechtsgrundlage für das Rundschreiben ist die Liquiditätsverordnung. Wir erlauben uns, Ihnen unsere Kommentare zu beiden Vorlagen in einer Stellungnahme zukommen zu lassen.

Zusammenfassung

Es ist unbestritten, dass qualitative und quantitative Mindestvorgaben für die Messung, Überwachung und Steuerung der Liquidität für die Stabilität eines Finanzsystems unerlässlich sind. Die Kantonalbanken engagieren sich daher in der Nationalen Arbeitsgruppe Liquidität bei der Umsetzung der Basler Rahmenvorgaben in Schweizer Recht. Wir möchten uns an dieser Stelle für die bisherigen konstruktiven Diskussionen mit den Aufsichtsbehörden bedanken.

Das Thema der Liquiditätsregulierung ist von Natur aus technisch komplex. Umso wichtiger ist es, die grossen Linien nicht aus den Augen zu verlieren und konkrete Entscheide über die Ausgestaltung der Regulation sorgfältig abzuwägen. In diesem Zusammenhang möchten wir insbesondere auf den sehr guten Erläuterungsbericht zur Revision der Liquiditätsverordnung hinweisen, der diese grossen Linien nachzeichnet und die Abwägungen vornimmt.

Unsere Änderungsvorschläge konzentrieren sich auf folgende Themengebiete:

- **Definition hochqualitativer liquider Aktiven (HQLA):** Die Knappheit von HQLA in Schweizerfranken ist nicht ausreichend berücksichtigt.
- **LCR nach Währungen:** Wir sehen eine Untergrenze einer LCR nach Währungen als kontraproduktiv an, da sie zur Überallokation von Liquidität in den einzelnen Währungen führt. Zudem stellen die qualitativen regulatorischen Vorgaben bereits sicher, dass Währungsinkongruenzen gemessen, überwacht und gesteuert werden.
- **Verhältnismässigkeit heisst Komplexitätsreduktion (Proportionalitätsprinzip):** Für kleinere und auch mittlere Banken ist der Detaillierungsrad bestimmter Regelungen wie beispielsweise bei Derivaten nicht mehr angemessen. Wir schlagen entsprechende Vereinfachungen vor und regen die Übernahme der Kategorisierung der Banken nach Grösse und Komplexität gemäss Rundschreiben 2011/2 an.
- **Ausgestaltung nationaler Spielräume:** Wir begrüssen, dass bei der Umsetzung der LiqV und des E-RS die in der Basler Rahmenvereinbarung enthaltenen Spielräume für nationale Bestimmungen teilweise genutzt werden. Jedoch werden in gewissen Punkten die Besonderheiten der Schweizer Volkswirtschaft zu wenig berücksichtigt.
- **Meldefrist:** Wir erachten diese unter Kosten-Nutzen-Überlegungen und unter Berücksichtigung der Auditierbarkeit als zu kurz.

1. Generelle Bemerkungen zur gesamtwirtschaftlichen Bedeutung

1.1 Sicherheit und systemische Konsequenzen

Die Stabilität des Schweizer Finanzsystems ist ein hohes Gut, von dem sowohl der Finanzsektor selbst als auch der Realsektor profitieren. Kantonalkassen fühlen sich aufgrund ihrer Eigentümerschaft dieser Stabilität in besonderem Masse verpflichtet. Sie sind dabei besonders im Kredit- und Einlagengeschäft verwurzelt, welches das finanzielle Rückgrat der Schweizer Volkswirtschaft bildet.

Daher erlauben wir uns generelle Bemerkungen zur volkswirtschaftlichen Bedeutung einer Regulation der Liquidität.

Es ist eine grundlegende Aufgabe von Banken, Liquidität von potenziell abflussgefährdeten Einlagen in langfristige Kredite zu transformieren. Jede Bank, die beispielsweise Hypotheken mit Spargeldern refinanziert, ist einem Liquiditätsrisiko ausgesetzt. Eine Regulation der Liquidität macht über sogenannte Abflussparameter Aussagen über die Charakteristik des Liquiditätsrisikos und über Anforderungen an einen Puffer hochqualitativer liquider Aktiven (HQ_A).

Ein Liquiditätspuffer bietet zusätzlich Sicherheit in Stresssituationen und ist daher nicht gratis. Eine Regulation der Liquidität hat unmittelbar volkswirtschaftliche Auswirkungen. Ihre Ausgestaltung beeinflusst die Verteilung von Sparrvermögen auf Kredite an den Privatsektor und auf Kredite an den inländischen und ausländischen öffentlichen Sektor.

Höhere Abflussparameter sind damit einerseits besser, weil sie den Liquiditätspuffer erhöhen. Andererseits führen sie zu einer stärkeren Umleitung von realwirtschaftlichen Einlagen in Kredite an den öffentlichen Sektor und, zusammen mit Vorgaben zur Führungskongruenz von Zu- und Abflüssen, zu Veränderungen beim Im- oder Export von Kreditrisiken. Mehr heisst hier also nicht zwangsläufig besser. Es gilt im Konkreten abzuwägen, mit welchen Umverteilungs- und Kostenaspekten eine zusätzliche Stabilität erreicht werden soll.

Dieses Abwägen gilt in besonderem Masse für die Schweiz: Die Schweizer Volkswirtschaft ist international ausgerichtet, vergleichsweise klein und wird vor allem in Stresssituationen immer wieder als besonders sicherer Hafen genutzt. Ihre Staatsverschuldung ist im internationalen Kontext sehr tief. Die Ausgestaltung der Liquiditätsregulation hat daher einen im internationalen Vergleich grossen Einfluss auf den Import und den Export von Liquidität in die resp. aus der Schweiz.

Mit dieser Begründung ist es uns ein grosses Anliegen, dass nicht einfach der Text der Basler Vorgaben kritiklos übernommen und sogar übererfüllt wird. Neben der Tendenz zur internationalen Harmonisierung der Regelungen müssen ebenso die Spezifika der Schweizer Volkswirtschaft als Massstab für konkrete Entscheidungen dienen. Die vorliegenden Entwürfe berücksichtigen die Schweizer Realitäten noch nicht genügend.

1.2 Auswirkungen auf den Schweizer Obligationen- und Repomarkt

Als Schweizer Obligationenmarkt bezeichnen wir das Primär- und Sekundärmarktvolumen in Anleiheobligationen in Schweizerfranken. Als Schweizer Repomarkt bezeichnen wir den Tausch von Geld gegen Obligationen im SNB-Bankmarkt.

Nicht zuletzt aufgrund der vergleichsweise geringen Staatsverschuldung der Eidgenossenschaft ist der Markt für Obligationen, welche von der öffentlichen Hand emittiert werden, recht klein. Ein grosser Teil der ausstehenden Anleihen wird von Investoren bis zur Endfälligkeit gehalten, so dass der Sekundärmarkt für grosse Volumina wenig liquid ist. Daher sieht die LiqV Erleichterungen durch eine erhöhte Nutzung von Fremdwährungsanleihen oder durch erhöhte Nutzung von Anleihen der so genannten Kategorie 2 vor.

Die Erläuterungsberichte zur LiqV und zum E-LiRS geben keine Informationen über die Tiefe des Schweizer Obligationenmarktes. Nach unseren Berechnungen, welche wir gerne zur Verfügung stellen, wird der Gesamtbedarf an HQLA die Preise von Obligationen guter und bester Qualität in CHF stark beeinflussen, selbst unter weitest möglicher Anwendung der in der LiqV vorgeschlagenen Erleichterungen. Die so sinkenden Renditen von Obligationen guter und bester Qualität stellen eine Vermögensübertragung zugunsten der Investoren dar, welche stark in sicheren Anlagen investiert sein wollen oder, etwa als Pensionskasse, Asset Manager oder Lebensversicherer sein müssen.

Ähnliches gilt für den Repomarkt. Je knapper HQLA sind, desto stärker wird ein Repogeschäft durch das Collateral bestimmt. Mit anderen Worten: Der Zins für ein Repogeschäft wird zunehmend weniger von der Laufzeit für das ge- oder verliehene Geld bestimmt, als durch die aktuelle Nachfrage nach Collateral. Dies reduziert die Attraktivität des Repomarktes und erschwert die Umsetzung der geldpolitischen Ziele durch die SNB.

Aus den Vernehmlassungsdokumenten geht nicht hervor, welche Folgen sich aus der konkreten Regulierung für den Schweizer Obligationen- und Repomarkt ergeben. Aufgrund eigener Analysen sind diese Folgen auch bei Nutzung der in der LiqV genannten Erleichterungen immer noch substantiell. Ohne gegenteilige Evidenz sollte jede unnötige Verschärfung bei der Definition der HQLA vermieden werden, welche sich nicht zwingend aus dem internationalen Standard ergibt.

2. Konkrete Themenstellungen

Wir erlauben uns, unsere Bemerkungen gemeinsam für die Verordnung und für das Rundschreiben nach Themenblöcken zu gruppieren.

2.1 Definition der HQLA

Wie eingangs ausgeführt, hat die Definition der HQLA einen substantiellen Einfluss auf den Schweizer Obligationen- und Repomarkt, da HQLA in Schweizerfranken knapp sind. Die Knappheit ist sogar zweistufig: Wie die FINMA in der Erläuterungsbericht ausführt, ist zunächst der gesamte Bestand an HQLA in Schweizerfranken zu tief für die systemweite Erfüllung der LCR. Zweitens scheint ein Anteil von HQLA Kategorie 1 von mindestens 60% zu hoch: Nach

unseren Berechnungen hält der Bankensektor derzeit etwa 20% der ausstehenden HQLA Kategorie 1 in Schweizerfranken. Die restlichen HQLA Kategorie 1 werden nach unserer Einschätzung vor allem von institutionellen inländischen Investoren gehalten. Auf Basis der Bankenstatistiken der SNB gehen wir davon aus, dass Schweizer Banken insgesamt ihren Anteil mindestens verdoppeln müssen, um die LCR einzuhalten. Das entspricht einem Aufbau in Höhe eines mittleren zweistelligen Milliardenbetrages.

Es gibt grundsätzlich drei Möglichkeiten, mit diesem Problem umzugehen:

- Erstens die Erweiterung des Universums von HQLA Kategorie 1 in Schweizerfranken beispielsweise durch Liquiditätsfazilitäten der SNB (Erster Basler „Alternative Liquidity Approaches“ oder ALA-Option 1) oder durch Anerkennung des Schweizer Pfandbriefes als HQLA Kategorie 1.
- Zweitens der „Import“ zusätzlicher HQLA Kategorie 1 in Fremdwährungen (ALA-Option 2).
- Drittens die zusätzliche Verwendung von HQLA Kategorie 2 in Schweizerfranken (ALA-Option 3).

Wie die FINMA im Erläuterungsbericht ausführt, lindert die ALA-Option 2 das Problem der Knappheit von HQLA insgesamt in Schweizerfranken. Sie hat aber einen entscheidenden Nachteil: HQLA Kategorie 1 sind weniger diversifiziert als HQLA Kategorie 2. Bei einer staatsinduzierten Vertrauenskrise ist ein Portfolio aus HQLA Kategorie 1 in Fremdwährungen von potentiell geringerer Qualität als ein Portfolio aus HQLA Kategorie 2. Aus dieser Sicht wäre die kombinierte Nutzung der ALA-Optionen 2 und 3 die beste Lösung, wenn sie sich in irgendeiner Weise mit den Basler Vorschriften vereinbaren liesse.

Wegen der Knappheit von HQLA in Schweizerfranken ist es ausserdem kontraproduktiv, die Definition von HQLA über die internationalen Vorgaben hinaus zu verschärfen.

Konkret sehen wir daher in den folgenden zwei Punkten Anpassungsbedarf:

- **Nutzung der ALA-Optionen (E-LiqRS Rz. 249ff.):** Die Hürde für die Nutzung der ALA-Option 3 (zusätzliche Verwendung von HQLA Kategorie 2 in Schweizerfranken) wird in E-LiqRS Rz. 251 sehr hoch gesetzt. Die Knappheit von HQLA Kategorie 1 kann im Wesentlichen nur durch den Kauf ausländischer Staatsanleihen kompensiert werden. Wir erachten aber HQLA in Schweizerfranken (Obligationen, Pfandbriefe) als stabiler und aus volkswirtschaftlicher Sicht wünschenswerter. Daher sollten die Hürden, dass eine Bank für ALA-Option 3 wählen kann, weniger hoch gesetzt werden. Wie in der Nationalen Arbeitsgruppe diskutiert, kann im Rahmen dieser ALA-Option auch der Schweizer Pfandbrief stärker gewichtet werden. Für Banken, welche die ALA-Option 2 nutzen, sieht E-LiqRS Rz. 260 eine Obergrenze von 40% der Abflüsse vor. Angesichts der Knappheit von HQLA

insgesamt erscheint uns diese Grenze zu niedrig. Unsere Analysen zeigen, dass selbst bei vollständiger Ausnutzung dieser Obergrenze der negative Einfluss auf die knappen HQLA im Schweizer Markt substantiell bleibt. Die Basler Vorgaben machen selbst keine konkreten Angaben zu einer Obergrenze.

- **HQLA öffentlicher Körperschaften in Kategorie 1 (LiqV Art. 17b):** Als HQLA der Kategorie 1 werden nur Anleihen von Finanzinstituten in Form öffentlicher Körperschaften anerkannt, wenn diese erstens von diesem garantiert werden (Abs. 1 Bst. c) und zweitens mehrheitlich einem Zentralstaat gehören (Abs. 2 Bst. b). Die zweite Bedingung findet sich nicht in den Basler Vorschriften. Entsprechend kennt auch die Regulation in der EU diese Bedingung nicht.¹ Durch die vorgeschlagene Definition der LiqV fallen möglicherweise die Eidgenössische Wohnbauzentrale und sicher die Österreichische Kontrollbank oder auch nordische Förderbanken nicht in Kategorie 1, auch wenn der Erläuterungsbericht sie generell vorzusehen scheint.² Diese Verschärfung gegenüber den Basler Vorschriften ist bedenklich, da Anleihen öffentlicher Körperschaften rund 10% des Obligationenmarktes in Schweizerfranken ausmachen. Die internationale Gleichbehandlung von HQLA ist aber ein erklärtes Ziel der Schweizer Liquiditätsregulation.
So ist auch zu beachten, dass nur weniger Schweizer Kantone ein eigenes Rating haben. Gemäss Art. 17b Abs. 2 Bst. a und Art. 17c Abs. 2 Bst. a qualifizieren sich Kantonsanleihen ohne Rating nicht als HQLA. Es ist unser Verständnis, dass Kantonsanleihen aber generell als HQLA qualifizieren sollen, um eine ökonomische Gleichstellung etwa mit Deutschen Bundesländern zu erreichen, welche meist allein wegen ihrer absoluten Grösse ein Rating haben. Gem. Rz. 128 E-LiqRS ist die Anerkennung eines ausländischen HQLA zwingend für die Anerkennung als HQLA in der Schweiz. Die internationale Gleichbehandlung würde aber verletzt, wenn umgekehrt im Ausland anerkannte HQLA in der Schweiz nicht anerkannt würden.

Die Kantonalbanken lehnen daher eine Verschärfung der internationalen Vorgaben bei der Definition von HQLA ab und schlagen folgende Änderungen vor:

1. Verringerung der Hürden in E-LiqRS Rz. 251 zur zusätzlichen Verwendung von HQLA Kategorie 2 in Schweizerfranken: „Nicht systemrelevante Banken können die Anrechnung zusätzlicher HQLA der Kategorie 2 in Schweizer Franken (Unterkapitel b) anwenden.“
2. Berücksichtigung der besonderen Qualität des Schweizer Pfandbriefes durch Anerkennung als HQLA Kategorie 1 oder zumindest durch Verzicht auf Abschläge im Rahmen der ALA-Option 3.
3. Erhöhung der Obergrenze in E-LiqRS Rz. 260 von 40% auf 60%.

¹ Vgl. die der Eigenmittelverordnung und der LiqV entsprechende Verordnung (EU) Nr. 575/2013 Art. 416 Abs. 2 Bst. a Ziff. iii, abrufbar unter <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:176:0001:0337:DE:PDF>.

² Vgl. Erläuterungsbericht zur Revision der Liquiditätsverordnung, S. 13.

4. Zulassung von HQLA öffentlicher Körperschaften mit Garantie eines Zentralstaats, auch wenn diese nicht mehrheitlich in dessen Besitz sind. Art. 17b Abs. 2 Bst. b Satz 2 soll in Anlehnung an die VERORDNUNG (EU) Nr. 575/2013 Art. 416 abgeändert werden in: "Ausgenommen hiervon sind Finanzinstitute, die von einer Zentral- oder Regionalregierung eingerichtet wurden, wobei diese Regierung verpflichtet ist, die wirtschaftliche Grundlage des Instituts Zeit seines Bestehens zu schützen und seine Lebensfähigkeit zu sichern, oder deren Vermögenswert von der betreffenden Regierung ausdrücklich garantiert wird."
5. Anerkennung der Kantone ohne Rating als HQLA.
6. Sicherstellung der Gleichbehandlung durch Ergänzung von Rz. 128 E-LiqRS um „Ausländische HQLA werden in der Schweiz anerkannt, wenn sie von der Aufsichtsbehörde ihres Heimatlandes als HQLA anerkannt sind.“

2.2 LCR in wesentlichen Fremdwährungen (Art. 17f LiqV)

Art. 17f LiqV regelt entlang des Art. 42 der Rahmenvereinbarung des Basler Ausschusses zur Liquidität³ die Ermittlung und Überwachung der LCR in wesentlichen Fremdwährungen. Art 17f Abs. 3 Bst. b erteilt der FINMA die Kompetenz, Untergrenzen für währungsspezifische LCR festzulegen. Diese Kompetenz wird in E-LIQ RS Rz. 275 mit der Festlegung einer Untergrenze von 100% genutzt. Unterhalb dieser Grenze kann die FINMA eine „nachvollziehbare Begründung und eine Beurteilung“ verlangen.

Der Erläuterungsbericht zur Revision der Liquiditätsverordnung führt dazu aus: „Die LCR muss also nach derzeitiger Regelung der Basler Rahmenvereinbarung nicht in jeder Währung zu 100% erfüllt sein. Es wird jedoch trotzdem erwartet, dass die Liquiditätsrisiken in ausländischen Währungen überwacht und *begrenzt* werden.“⁴ Das hier von uns kursiv gesetzte Wort im Erläuterungsbericht gibt die Basler Rahmenvereinbarung nicht korrekt wieder. Diese spricht in Art. 42 von „monitored and reported“, also von Überwachung und Berichterstattung, nicht aber von Begrenzung. Daher ist auch die Folgerung des Erläuterungsberichtes nicht korrekt: „Die FINMA kann entsprechend Untergrenzen für die LCR in Fremdwährungen festlegen“. **Die Kompetenz zur Festlegung von Untergrenzen für die LCR in Fremdwährungen geht über die Basler Rahmenvereinbarungen hinaus, da diese keine konkrete Vorgabe zu deren Begrenzung machen.**

Diese Verschärfung der Basler Rahmenvereinbarung ist volkswirtschaftlich nicht sinnvoll und operativ nicht nötig:

- **Bedeutung des Imports und Exports von Liquidität für die Schweizer Volkswirtschaft:** Der Im- und Export von Gütern, Dienstleistungen und Kapital ist häufig mit einem Währungswechsel verbunden. Eine Begrenzung der einzelnen LCR

³ Basler Ausschuss für Bankenaufsicht (2013): „Basel III: The Liquidity Coverage Ratio and liquidity risk monitoring tools“ (<http://www.bis.org/publ/bcbs238.pdf>).

⁴ Erläuterungsbericht zur Revision der Liquiditätsverordnung, S. 20.

in Fremdwährungen schränkt die unbegrenzte Konvertierbarkeit von Währungen ein. Für die Reduktion eines äusserst unwahrscheinlichen Risikos – dass der Schweizerfranken nicht mehr liquide in Dollar oder Euro getauscht werden kann – wird durch die Regulierung die dauerhafte Einschränkung der Liquiditätsflüsse zwischen den Währungen in Kauf genommen. Das trifft besonders die Schweiz als kleine international ausgerichtete Volkswirtschaft. Ihr Kapitalverkehr mit dem Ausland reagiert im Zeitablauf zudem sehr flexibel.⁵ Hier wird sprichwörtlich das Kind mit dem Bad ausgeschüttet.

- **Der Liquiditätspuffer würde sich insgesamt nochmals deutlich erhöhen:** Währungsinkongruenzen zwischen Zu- und Abflüssen sind in einer international ausgerichteten Volkswirtschaft sehr volatil. Zur dauerhaften Einhaltung einer Untergrenze ist daher pro Währung ein Puffer deutlich über solch einer Grenze zu halten. Das führt insgesamt zu einer Überallokation von Liquidität durch Fragmentierung der Währungen, quasi eine Erhöhung der LCR durch die Hintertür.
- **Keine mikroprudentielle Lösung möglich:** Der angenommene Fall, dass der Schweizer Franken nicht mehr konvertierbar ist, kann von den einzelnen Banken auch zusammen nicht abgesichert werden. Hier handelt es sich um ein ausschliesslich makroökonomisches bzw. politisches Risiko, dass mit den hier vorgeschlagenen mikroprudentiellen Massnahmen nicht vermieden werden kann. Dies wird auch durch den Entscheid der G7-Notenbanken im 2013 verdeutlicht, die Swapfazilitäten zum Liquiditätstransfer zwischen den Währungsräumen dauerhaft zu etablieren.⁶
- **Es gibt bereits effektive regulatorische Vorgaben:** Banken sind gemäss Art. 5 und Art. 7 LiqV verpflichtet, ihre Risikomess- und Steuerungssysteme abgestimmt auf ihre Geschäftstätigkeiten auszugestalten. Das umfasst ausdrücklich Übersichten zu Währungsinkongruenzen und deren Berücksichtigung in Stresstesting und Notfallplanung (Rz. 45 E-LIQ RS). Es muss also neben der LCR bereits ein vollständiges Mess- und Steuerungssystem für Währungsinkongruenzen inklusive Integration in den Notfallplan vorhanden sein. Eine doppelte Begrenzung einerseits der internen Risikomasse nach Währungen und andererseits der LCR nach Währungen ist kaum operabel. Sie erhöht lediglich den Aufwand, Positionen so zu steuern, dass sie in ein engeres Korsett passen.

Die Untergrenze der LCR nach Währungen ist im engeren Sinne nicht als Limite ausgestaltet. Sie wird aber auf Grund der Breite der Kompetenz der FINMA de facto als solche interpretiert werden. Die FINMA behält sich zudem ausdrücklich vor, zukünftig Limiten festzulegen.⁷ In den Erwägungen zur LCR nach Währungen geht der Erläuterungsbericht nicht auf die bereits bestehenden Vorgaben zur Messung, Steuerung und Begrenzung von Währungs-

⁵ Vgl. Zahlungsbilanz der Schweiz 2012 (http://www.snb.ch/ext/stats/bop/pdf/de/1_1_Uebersicht_Zahlungsbilanz_der_CH.pdf)

⁶ Vgl. www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2013/html/pr131031.en.html.

⁷ Erläuterungsbericht (Totalrevision des Rundschreibens 2013/6), S. 15.

inkongruenzen ein. Die doppelte Begrenzung der Währungsinkongruenzen, einmal in der LCR und dann in den bereits bestehenden internen Risikomassen, bringt keinen erkennbaren Vorteil, dafür aber offensichtliche Nachteile.

Die Kantonalbanken fordern, dass Art. 17f Abs. 3 Bst. c LiqV (Untergrenzen der LCR nach Währungen) und die entsprechende Rz. 275 des E-LIQ RS ersatzlos gestrichen werden.

2.3 Verhältnismässigkeit heisst Komplexitätsreduktion (Proportionalitätsprinzip)

In vielen Bereichen sind die Basler Vorschriften ungeeignet für die schweizerischen Verhältnisse. Insbesondere kleinere, inlandorientierte Banken können viele der Vorgaben nicht sinnvoll umsetzen. Sie haben dafür weder die nötigen Ressourcen noch das erforderliche Knowhow. Zudem ist der Beitrag zur Zielerreichung durch diese kleineren Institute vergleichsweise gering. Eine Vereinfachung der Vorgaben mit Blick auf solche Institute ist zwingend erforderlich. Dies betrifft insbesondere die folgenden drei Bereiche:

- **Behandlung von Derivaten (E-LIQ RS Rz. 205ff.):** Die Berechnungsvorgaben sind für kleinere Banken überzogen, da zu detailliert und anforderungsreich. Eine Berechnung nach einem Standardansatz muss für kleinere Banken, die vielfach nur einfache Derivate zur Absicherung ihrer Zinsrisiken einsetzen, möglich sein.
- **Operationelle Einlagen von Firmenkunden (E-LIQ RS Rz. 174ff.):** Die Vorgabe der FINMA, dass jede einzelne Bank eigene interne Modelle zur Bestimmung des operativen Anteils an Einlagen von Firmenkunden verwenden muss, ist unverhältnismässig und gerade für kleinere Banken nicht vernünftig umsetzbar. Auch hier muss die Verwendung von sinnvollen Standardparametern, wie sie beispielsweise die Kantonalbanken der FINMA kürzlich vorgeschlagen haben, weiterhin möglich sein.
- **Kategorisierung von Wertschriften (E-LIQ RS Rz. 120ff.):** Die Merkmale zur Einteilung der Wertschriften in die Kategorien 1 und 2 sind objektiv sehr umfangreich. Es ist operativ kaum sinnvoll, dass jede einzelne Bank diese Einteilung selber vornimmt. Es ist denkbar, dass diese Kategorisierung von einer zentralen Stelle wie beispielsweise der SIX vorgenommen und bereitgestellt wird. Dies setzt die Bereitschaft der FINMA voraus, einen solchen zentral geführten Filter zu akzeptieren.
- **Konsolidierung von Tochtergesellschaften (E-LIQ RS Rz. 106ff.):** Eine Tochtergesellschaft darf im LCR-Konsolidierungskreis unberücksichtigt bleiben, wenn deren Bilanzsumme zzgl. Ausserbilanzgeschäft weniger als CHF 20 Mio. und weniger als 1% der Bilanzsumme zzgl. Ausserbilanzgeschäft der Muttergesellschaft beträgt. Aus unserer Sicht sind diese Kriterien zu tief angesetzt.

- **Wertberichtigungen bei Zuflüssen (E-LIQ RS Rz. 242):** Pauschalwert- und pauschalierte Einzelwertberichtigungen sind anteilmässig von den Mittelzuflüssen abzuziehen. Für Zuflüsse innert 30 Tagen sind kaum Pauschalwertberichtigungen gebildet worden und die Wertberichtigungen dürften im Verhältnis zum gesamten Kreditvolumen kaum gewichtig sein. Daher sollte zur Vereinfachung auf den Abzug von Pauschalwertberichtigungen und pauschalierten Einzelwertberichtigungen für Zuflüsse aus Krediten verzichtet werden.

Gemäss dem Proportionalitätsprinzip hat sich die Komplexität der Messung und des Managements des Liquiditätsrisikos an Grösse und Komplexität der einzelnen Bank auszurichten. In dem Regelwerk zur Liquidität fehlt immer noch ein Kriterium für Grösse und Komplexität einer Bank. Eine entsprechende Kategorisierung liegt im Bereich der Eigenmittel vor. Diese Kategorisierung hat sich bewährt, ist transparent und allgemein akzeptiert. Ihre Kriterien (Bilanzsumme, Verwaltete Vermögen, Privilegierte Einlagen, erforderliche Eigenmittel) bilden das Risiko eines Instituts für das Finanzsystem sinnvoll ab und umfassen auch wesentliche Treiber des Liquiditätsrisikos.

Die Kantonalbanken schlagen insbesondere mit Blick auf kleinere und mittlere Institute folgende Massnahmen zur Reduktion der Komplexität vor:

1. Die Behandlung von Derivaten soll um eine Randziffer ergänzt werden: „Banken, welche die erforderlichen Eigenmittel für Marktrisiken aus Derivaten nach dem Standardansatz berechnen, können die Liquiditätsrisiken aus Derivaten in einer geeigneten vereinfachten Weise abschätzen“.
2. Der von den Kantonalbanken (Dr. Martin Bardenhewer) am 5. Dezember 2013 eingebrachte Vorschlag an die FINMA (Tim Genovese-Frech) für Standardparameter für die Bestimmung operationeller Einlagen soll übernommen werden.
3. Die FINMA soll ihre Unterstützung für die privatwirtschaftliche Entwicklung eines zentralen Kategorisierungsfilters für Wertschriften signalisieren.
4. Die Kategorisierung von Banken nach RS 2011/2 soll auch für die Liquiditätsregulation übernommen und für den Detaillierungsgrad in der Berechnung der LCR angewendet werden.
5. Das absolute Kriterium (20 Mio.) zum Konsolidierungskreis sollte ersatzlos gestrichen werden und das relative Kriterium erhöht werden. Dabei sollte alleine auf die Bilanzsumme abgestellt werden, da der Begriff „Ausserbilanzgeschäfte“ zu unspezifisch ist und sie bereits in den „Sonstigen Aktiven/Passiven“ berücksichtigt werden.

2.4 Ausgestaltung nationaler Spielräume

Die Basler Rahmenvereinbarung enthält neben internationalen Mindeststandards auch nationale Spielräume. Wie eingangs in unseren Bemerkungen zur gesamtwirtschaftlichen Bedeutung ausgeführt – und wie auch vom Basler Ausschuss beabsichtigt – sollen die Spezifika der jeweiligen Volkswirtschaft als Massstab für konkrete Entscheide dienen.

Die LiqV und das E-RS Liq haben an verschiedenen Stellen von diesem Spielraum Gebrauch gemacht: Beispielsweise wird der Knappheit an HQLA in der Schweiz durch die Möglichkeit einer verstärkten Verwendung ausländischer HQLA Rechnung getragen und zur weiteren Funktionsfähigkeit des Repo-Marktes wurde ein Glatstellungsmechanismus eingeführt. Ebenso kann aus unserer Sicht die Verschärfung der Basler Vorgaben durch die Einführung einer neuen Kategorie für potenziell weniger stabile Privatkundeneinlagen ab 1.5 Mio. Franken aufgrund der Kundenstruktur von Schweizer Banken und den Erfahrungen in der Finanzkrise sinnvoll sein, wenn auch die Abflussrate von 25% vergleichsweise hoch erscheint.

In anderen Punkten wurde hingegen restriktiv entschieden, ohne dass eine Berücksichtigung der Spezifika der Schweizer Volkswirtschaft erkennbar wäre:

- Abflüsse in Höhe von 5% des Volumens von Handelsfinanzierungen sind aus unserer Sicht zu hoch. Wie der Erläuterungsbericht richtig vermerkt, sind Abflüsse aus Handelsfinanzierungen nicht mit Liquiditätskrisen korreliert.⁸ Dies gilt nicht nur theoretisch, es sind uns auch keine derartigen Abflüsse in Liquiditätskrisen in der Schweiz bekannt. Es erscheint uns unangebracht, dennoch einen Abfluss von 5% einfach „aus Gründen der Vorsicht“ anzunehmen. Dies gilt insbesondere angesichts der hohen Bedeutung von Handelsfinanzierungen für den Import und Export von Gütern in die und aus der Schweiz. Das gleiche gilt für Abflüsse aus Akkreditiven.
- Für kurzfristige und unbesicherte Einlagen von Pensionskassen wird angenommen, dass sie in einer Krise vollständig innert 30 Tagen abfliessen. Diese Annahme wird aus den Erfahrungen der Finanzkrise in den Jahren 2008/9 in der Schweiz nicht gestützt, welche unter Stressannahmen eher auf die Hälfte deuten. Die FINMA geht von derartigen Anlagen bei Banken im niedrigen zweistelligen Milliardenbereich aus. Dabei werden Pensionskassen doppelt getroffen: Erstens durch eine potenzielle Verringerung der Erträge auf den kurzfristigen Einlagen und zweitens durch potenziell niedrigere Erträge auf qualitativ hochwertigen Obligationen, welche von Banken bei stärkeren Abflussparametern vermehrt für den Liquiditätspuffer nachgefragt werden.
- Für Constant Net Asset Value Geldmarktfonds, welche von Banken verwaltet werden, sind 5% des Emissionsvolumens als HQLA im Liquiditätspuffer zu halten. Dies geht möglicherweise auf Erfahrungen mit amerikanischen Geldmarktfonds zurück, welche in der Finanzkrise in Schwierigkeiten gerieten. Entsprechende Erfahrungen wurden in

⁸ Erläuterungsbericht zur Revision der Liquiditätsverordnung, S. 16.

der Schweiz nicht gemacht. Müssen für derartige Fonds von Banken nun HQLA gehalten werden, könnte sich die Herstellung dieser Fonds vermehrt in den Schattenbankensektor verschieben.

- Die Basler Rahmenvereinbarung stellt es den nationalen Regulatoren in gewissem Rahmen frei, zusätzliche Vermögenswerte als HQLA anzuerkennen. Dazu können auch Aktien zählen. Ein diesbezüglicher Entscheid der FINMA wurde allerdings noch nicht getroffen.

Die Kantonalbanken schlagen im Hinblick auf vergangene Erfahrungen und die Spezifika der Schweizer Volkswirtschaft folgende Änderungen in den nationalen Spielräumen vor:

1. Reduktion der Abflussparameter für Handelsfinanzierungen und Akkreditive auf 0%
2. Reduktion des Abflussparameters für kurzfristige unbesicherte Einlagen von Pensionskassen von 100% auf 50%
3. Reduktion des Abflussparameters für Constant Net Asset Value Geldmarktfonds auf 0%
4. Berücksichtigung von Aktien des SMI und des SPI (ohne Finanzinstitute) als HQLA

Wir möchten in diesem Zusammenhang nochmals darauf hinweisen, dass schärfere Parameter nicht gleichbedeutend mit mehr Sicherheit sind. Schärfere Parameter können in konkreten Fällen auch zu Verschiebungen zwischen den Finanzplätzen, zu Verschiebungen zwischen Banken und dem Schattenbanksektor und zu unmittelbar negativen Auswirkungen auf Nicht-Banken führen. Aus diesem Grund ist die Parameterwahl fundiert abzuwägen.

2.5 Berichterstattung (Art. 17g Abs. 3 LiqV)

Art. 17g Abs. 3 LiqV verlangt, dass der Liquiditätsnachweis spätestens am 15. Kalendertag nach Monatsende bei der SNB einzureichen ist. Hintergrund ist die notwendige zeitnahe Information bei einem Krisenmass, welches sich auf einen 30-tägigen Zeitraum bezieht.

Bei der Berichterstattung der LCR ist nicht die Berechnung der LCR an sich der zeitliche Engpass. Es ist die Datenbereitstellung und -verarbeitung der Finanzbuchhaltung, welche insbesondere am Quartalsende je nach Lage der darauf folgenden Bankwerkzeuge die grösste Zeit in Anspruch nimmt. Diese Verarbeitung ist aber gemäss Rz. 276 E-Liq RS eine Voraussetzung für die Berechnung der LCR.

In normalen Zeiten ohne Krise und ohne die Gefahr einer Unterschreitung der LCR besteht kaum ein Informationsunterschied zwischen einer Berichterstattung am 15. Kalendertag und beispielsweise am 20. Kalendertag. In Krisensituationen oder bei Gefahr einer Unterschreitung der LCR hat die FINMA nach Art. 17g Abs. 5 ausdrücklich die Kompetenz, eine höhere Meldefrequenz festzulegen. Dies schliesst nach Rz. 118 E-Liq RS potenziell

aus täglichen Meldungen im Folgetag ein. Dabei müssen aber untermonatige LCR-Meldungen nicht notwendigerweise den Anforderungen an die Auditierbarkeit durch die Prüfgesellschaft genügen.⁹

Da es ist sichergestellt, dass je nach Krisensituation die FINMA alle notwendigen Informationen unmittelbar zur Verfügung hat. Allein für die Verkürzung der Meldefrist in ruhigen Zeiten auf 15 Tage „Systeme aufzubauen oder zu verbessern, um zeitnahe Informationen zur Berechnung der LCR generieren zu können“¹⁰ – wobei es hier in Wesentlichen um den monatlichen Prozess der Bilanzerstellung geht – erscheint uns aus Kosten-Nutzen-Überlegungen unangebracht.

Zudem sollten nicht-systemrelevante Banken, welche bereits per 1.1.2015 eine LCR von 100% und mehr erreichen, für die Sicherstellung einer täglichen Erstellung der LCR eine Übungsfrist gewährt werden.

Die Kantonalbanken fordern, dass in Art. 17g Abs. 3 (Liquiditätsnachweis) die Meldefrist auf 20 Tage festgelegt wird.

Für Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung. Wir bitten Sie um Berücksichtigung unserer Anliegen und danken Ihnen für Ihre Bemühungen.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken



Hanspeter Hess
Direktor



Dr. Thomas Hodel
Vizedirektor

⁹ Erläuterungsbericht zur Revision der Liquiditätsverordnung, S. 10.

¹⁰ Erläuterungsbericht zur Revision der Liquiditätsverordnung, S. 27.

WIR Bank Genossenschaft
Auberg 1
4002 Basel
Telefon 0848 947 947
Telefax 0848 947 942
E-Mail info@wir.ch
www.wirbank.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
tim.genovese-frech@finma.ch

Ansprechperson
Marcel Wäfler
061 277 93 16 / marcel.waefler@wir.ch

Basel, 07.03.2014 / war

Anhörung zum Rundschreiben „Liquidität Banken“

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 17. Januar 2014 eröffnete Anhörung zum Rundschreiben „Liquidität Banken“ und bedanken uns für die Möglichkeit, Stellung zu nehmen.

Im Erläuterungsbericht zum Rundschreiben „Liquidität Banken“ unter Ziffer „2.5 Weitere Aktiva der Kategorie 2“ führen Sie aus, dass sich Aktien in der letzten Finanzkrise als sehr liquide jedoch auch volatile Wertschriften erwiesen haben und Sie deshalb aufgrund der monatlichen allgemeinen Berichterstattung prüfen, inwiefern Aktien als Teil der Liquiditätsreserve angerechnet werden können.

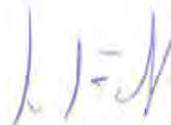
Aus den oben genannten Aspekten und unter Bezugnahme auf das internationale Regelwerk der BIZ „Basel III: Mindestliquiditätsquote und Instrumente zur Überwachung des Liquiditätsrisikos“, welches unter Ziffer 54c Stammaktien unter bestimmten Voraussetzungen mit einem Sicherheitsabschlag von 50% als Stufe 2B Aktiven zulässt, sind wir der Meinung, dass Aktien analog dem internationalen Regelwerk zu einem Teil an die Liquiditätsreserve angerechnet werden sollen.

Freundliche Grüsse

WIR Bank
Finanzen



Rosch Stephan
Mitglied der Geschäftsleitung
CFO



Wäfler Marcel
Mitglied des Kaders
Leiter FIBU